

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de soutien.

Jean-Paul Demoule
 Homo Migrans
 Une histoire globale des migrations
 Pbp 1254, Payot 2024

Introduction - <i>Homo</i>, grand singe migrateur ou espèce invasive ?	5
<i>L'entrelacement des causes</i>	
1- Quand <i>Homo Erectus</i> et sapiens s'aventurèrent hors d'Afrique	5
<i>Nos cousins primates</i>	
<i>Premiers humains</i>	
<i>Aux origines de l'homme</i>	
<i>La première « sortie » d'Afrique des Erectus</i>	6
<i>Une « Eve » et un « jardin d'Eden » ?</i>	
<i>Sapiens, de l'Afrique à l'Australie</i>	7
<i>Vers l'Europe, finalement !</i>	
<i>Et le climat se réchauffa...</i>	
2- Quand révolutions néolithiques et colonisations agricoles bouleversèrent la planète	7
<i>Du Proche-Orient vers l'Europe</i>	
<i>Une migration contestée vers les Balkans</i>	8
<i>Migrants versus indigènes</i>	
<i>Les logiques des déplacements</i>	
<i>En longeant les rives de la Méditerranée</i>	10
<i>Par le bassin du Danube</i>	
<i>La course sans fin au progrès technique</i>	
<i>De la vendetta ponctuelle à la guerre organisée</i>	
<i>L'émergence des « chefs »</i>	11
<i>La vallée du fleuve Jaune</i>	12
<i>Des steppes d'Asie centrale à l'Inde</i>	
<i>L'Afrique et les migrations bantoues</i>	13
<i>Quelques leçons des migrations néolithiques</i>	
3- Quand les « Indo-Européens » peuplaient le monde	13
<i>Des poteries décorées à la cordelette</i>	
	14

<i>A la recherche des « Indo-Européens »</i>	15
<i>D'autres modèles linguistiques ?</i>	16
<i>Quelques leçons des migrations « indo-européennes »</i>	
4- Quand naquirent les Etats, les empires et les « barbares »	16
<i>Pourquoi l'Etat ?</i>	17
<i>De l'Etat à l'état de guerre</i>	18
<i>Des sociétés esclavagistes</i>	
<i>Des cités-Etats aux empires</i>	
<i>Comptoirs et colonisations en Méditerranée</i>	19
<i>Acculturations et tensions</i>	
<i>Phéniciens, Carthaginois et Etrusques</i>	
<i>L'empire d'Alexandre le Grand</i>	20
<i>L'impérialisme romain, avant les empires coloniaux</i>	21
<i>Les barbares contre l'Etat</i>	
<i>Migrations forcées : déportés et réfugiés</i>	22
<i>Invasions ou migrations ?</i>	23
<i>Migrations et roman national</i>	
<i>Quelques leçons des migrations antiques</i>	24
5- Quand les barbares « envahissaient » l'Empire romain	24
<i>Etats celtes et balkaniques</i>	25
<i>L'Europe des chefferies</i>	
<i>La marche vers le Rhin</i>	
<i>Les Goths, des Germains très chrétiens</i>	26
<i>Les Goths dans l'Empire</i>	
<i>Vandales, Burgondes, Alamans et Lombards</i>	
<i>Les Huns, fléaux de Dieu, et les autres</i>	27
<i>Du côté des îles Britanniques</i>	
<i>Les Francs, enfin !</i>	
<i>Quelques leçons des migrations barbares</i>	28
6- Quand hommes, marchandises et idées circulaient librement au Moyen Âge	29
<i>Les conquêtes arabes</i>	30
<i>Raisons et limites d'un succès</i>	
<i>L'âge d'or de l'islam</i>	31
<i>La fin de la domination arabe</i>	32
<i>La traite arabo-musulmane ou orientale</i>	33
<i>Raids et navigations des Vikings</i>	
<i>De la Volga à l'Amérique</i>	34
<i>Et ils fondèrent la Russie...</i>	
<i>L'invasion de l'Angleterre</i>	
<i>Des peuples turcophones à l'Empire ottoman</i>	35
<i>Des tribus nomades à l'Empire mongol</i>	

<i>Les ambitions des croisades...</i>	3
<i>Et leurs échecs...</i>	37
<i>Quelques leçons des migrations médiévales</i>	
7- Quand l'Europe partait à la conquête du reste du monde	37
<i>Premières explorations systématiques</i>	39
<i>Espagnols et Portugais se partagent le globe</i>	
<i>L'offensive des puissances du Nord</i>	40
<i>Une Amérique française</i>	
<i>Lutttes pour les Antilles</i>	41
<i>Corsaires et pirates des Caraïbes</i>	42
<i>Colonisation anglaise et roman national états-unien</i>	
<i>Le génocide amérindien</i>	43
<i>L'autre génocide : la traite atlantique</i>	44
<i>Révoltes, abolitions, rétablissement</i>	
<i>Emprise européenne sur l'Asie du Sud</i>	45
<i>Echec (provisoire) au Japon</i>	
<i>L'empire fermé des Ming</i>	46
<i>L'Australie, terre de prisonniers</i>	47
<i>L'Europe des persécutions</i>	
<i>Quelques leçons de trois siècles de colonisation européenne</i>	48
8- Quand les grandes puissances bâtissaient des empires coloniaux, accélérant les mouvements de populations	49
<i>Reprise de la colonisation</i>	50
<i>Vers la fin de l'esclavage</i>	51
<i>Les nouveaux empires coloniaux : l'Afrique du Nord et de l'Ouest</i>	
<i>L'Afrique méridionale et orientale</i>	52
<i>Possessions françaises insulaires</i>	53
<i>Ruée vers l'Asie</i>	
<i>Les Philippines, la Chine et le Japon</i>	54
<i>Les Etats-Unis, nouvelle puissance coloniale</i>	55
<i>Guerres et génocide amérindiens</i>	56
<i>La politique migratoire des Etats-Unis</i>	58
<i>Révolution industrielle et exode rural</i>	
<i>Migrations rurales et immigrations étrangères en France</i>	59
<i>Réfugiés : politiques, religieux ou autres</i>	61
<i>En Russie, persécutions politiques et antisémites</i>	
<i>La Première Guerre mondiale et ses conséquences</i>	62
<i>Péninsule balkanique et purifications ethniques</i>	63
<i>Réfugiés des dictatures européennes</i>	
<i>Travail forcé, déportations, extermination</i>	64
<i>Après la guerre, « l'Europe barbare »...</i>	65
<i>Quelques leçons des empires coloniaux</i>	66

9- Quand les empires se défaisaient dans la violence	67
<i>La guerre froide et ses avatars</i>	
<i>A l'Ouest, démocraties et dictatures</i>	68
<i>Décolonisations : la fin de l'Empire britannique</i>	
<i>Les derniers petits colonisateurs</i>	70
<i>Colonies françaises : la tentation du statu quo</i>	71
<i>La tragique et évitable guerre d'Algérie</i>	72
<i>Guerres et exodes au Proche-Orient</i>	74
<i>Guerres, massacres et réfugiés en Asie du Sud-Est</i>	75
<i>Déstabilisations au Proche-Orient</i>	76
<i>Les guerres internes et la question des frontières coloniales africaines</i>	79
<i>La chute de l'URSS et ses conséquences territoriales</i>	80
<i>« Crise des migrants » ?</i>	82
<i>Des réfugiés environnementaux ?</i>	83
<i>Migrations pacifiques, tourisme, retraites et pèlerinages</i>	
<i>La fin des migrations ?</i>	84
<i>Quelques leçons des migrations de ces sept dernières décennies</i>	
Conclusion - Qui a peur des migrations ?	84
<i>La constante des métissages permanents</i>	85
<i>La constante du « barbare » et de l'immigré comme bouc émissaires</i>	86
<i>La constante de la solidarité : et pourtant faire société</i>	

Introduction

Homo, grand singe migrateur ou espèce invasive ?

L'entrelacement des causes

La plupart des frontières actuelles, où que ce soit dans le monde, sont très récentes, quand elles ne remontent pas à quelques dizaines d'années seulement, voire moins encore. Et sur ces territoires n'ont cessé de se succéder et de se brasser, à chaque fois et de tout temps, les courants de populations les plus divers.

1

Quand *Homo Erectus* et sapiens s'aventurèrent hors d'Afrique

Les migrations ne sont pas propres à l'espèce humaine et beaucoup d'espèces animales migrent, sans compter certaines espèces végétales en fonction des fluctuations climatiques. Mais les migrations humaines ont eu la particularité de répandre cette espèce partout sur le globe, un évènement sans équivalent dans l'histoire. (...) Ainsi sommes-nous devenus depuis 30 000 ans environ la seule espèce survivante (...). Ces humains n'étaient cependant qu'autour de deux millions sur la planète, vivant de chasse, de pêche et de cueillette, il y a environ 12 000 ans. Mais tout allait bientôt s'accélérer, et les migrations humaines, jusque-là lentes, sinon imperceptibles, allaient changer radicalement de nature.

Nos cousins primates

Comme l'avait remarqué avec humour le préhistorien André Leroi-Gourhan : « L'homme aurait-il possédé une denture râpante et un estomac de ruminant que les bases de la sociologie eussent été radicalement différentes. Apte à consommer les plantes herbacées, il eût pu, comme les bisons, former des collectivités transhumantes de milliers d'individus. ». Autrement dit, à la différence de l'herbe, qui pousse normalement en larges prairies naturelles, la nourriture des espèces omnivores se compose de produits très charnus, fruits, racines, chair d'animaux de tailles diverses, qui sont dispersés dans la nature. Les primates doivent donc se déplacer à longueur de journée, bien plus que les herbivores, pour récolter leur nourriture. Ils ne s'épargneront ces efforts que bien plus tard, quand certains inventeront l'agriculture, c'est-à-dire stockeront animaux et plantes à portée de main.

Premiers humains

Comme l'a montré en son temps le paléontologue nord-américain Stephen Jay-Gould, l'homme est d'autant moins la finalité de l'évolution biologique que plus un organisme est complexe, plus il est fragile, les espèces vivantes les mieux adaptées à leur environnement et à tout évènement à venir sur la planète étant les bactéries. D'autre part, l'évolution humaine,

pas plus que celle des autres espèces vivantes, n'a jamais été linéaire, mais constamment buissonnante.

Aux origines de l'homme

Si un individu meurt là où il a grandi, le taux de strontium de ses dents et du reste du squelette sera identique. En revanche, s'il est mort dans un autre lieu, ce taux, qui se fixe définitivement au moment de la croissance, sera différent de celui des autres ossements, qui dépend de l'eau qu'il aura absorbée pendant ses dernières années. Nous retrouverons cette méthode à de nombreuses reprises dans l'histoire humaine, car c'est l'une de celles qui permettent justement d'identifier le déplacement d'individus, et donc éventuellement des migrations. (...) Il y a deux millions d'années émerge une nouvelle espèce humaine, les *Homo Erectus*, qui entreprendra la première « sortie d'Afrique ».

La première « sortie » d'Afrique des Erectus

En effet, des *Erectus* sont signalés il y a près de deux millions d'années à Dmanisi en Géorgie dans le Caucase (ce serait *Homo georgicus*), mais aussi en Chine du Nord vers 1,6 million d'années (du moins de par les outils retrouvés, à défaut d'ossements humains), à peine plus tard à Sangiran dans l'île indonésienne de Java, avec plusieurs crânes caractéristiques (c'est le pithécanthrope de Java, identifié dès la fin du 19^e siècle). (...) D'autres *Erectus* se sont dirigés cette fois vers l'Europe et sont présents vers 1,2 millions d'années à Atapuerca près de Burgos dans le nord de l'Espagne (on parle d'*Homo antecessor*), et à peu près à la même époque à Lézignan-la-Cèbe près de Béziers – mais seulement sous la forme d'outils.

Atteindre en un seul millénaire les bords asiatiques du Pacifique à partir de ceux de la mer Rouge n'implique qu'une progression de sept kilomètres par an en ligne droite ; et bien moins encore si l'on ajoute quelques millénaires à ce temps de parcours. Les *Erectus* n'ont donc jamais su qu'ils « sortaient d'Afrique » ! (...) A partir des *Erectus* restés en Afrique, émergent les premiers *Homo sapiens* en diverses régions, du Maroc à l'Afrique du Sud. Certains vont « sortir » d'Afrique à leur tour, de manière tout aussi échelonnée et dispersée que leurs ancêtres *erectus*.

Une « Eve » et un « jardin d'Eden » ?

L'ADN qui nous programme est stocké dans chacune de nos cellules sous deux formes : dans le noyau de la cellule, et c'est l'ADN dit nucléaire, qui se transmet par le père, et dans de petits corpuscules en dehors du noyau appelés mitochondries, et c'est l'ADN mitochondrial, qui se transmet par la mère mais ne représente qu'une petite partie du génome. Si l'on prend un échantillon de quelques centaines d'humaines et d'humains actuels, si l'on n'analyse que l'ADN mitochondrial et si l'on regroupe tous ces humains sous la forme d'un arbre selon leur degré de proximité, on obtient obligatoirement un arbre généalogique impliquant un point d'origine féminin. Mais il n'y a pas plus de raison de commencer l'« origine » des sapiens en ce point que plus en amont dans l'évolution, par exemple avec l'ancêtre commun aux humains et aux chimpanzés.

Quant à une localisation en Afrique de l'Est, on ne voit pas trop comment on saurait la déduire à partir de l'ADN d'humains modernes, si ce n'est que c'était là où se concentraient à l'époque des fossiles humains anciens. Aussi, en tant que notion scientifique, l'« Eve

africaine » relève bien plus de la sociologie des sciences, sinon de nos mythologies modernes. (...) Il n'y eut donc ni Eve, ni Adam, ni jardin d'Eden, mais, issus, de différentes espèces d'*Erectus* africains, des croisements et métissages étalés sur des dizaines de millénaires qui virent très progressivement émerger en Afrique, tout comme Denisova en Asie et Néandertal en Europe, cette nouvelle espèce que (...) Carl von Linné baptisa *Homo sapiens sapiens*. De fait, les fossiles les plus anciens de cette espèce ont été découverts par une équipe franco-marocaine à Djebel Irhoud au Maroc et datés de 300 000 ans. (...) C'est donc tout le continent africain, en de multiples régions, qui a vu apparaître les premiers *Sapiens*, qui n'ont donc dû cesser de « migrer » intérieurement, avant que certains d'entre eux ne « sortent » à leur tour, sans doute à plusieurs reprises et en de multiples trajets.

Sapiens, de l'Afrique à l'Australie

En Europe, où *Sapiens* apparaît il y a 40 000 ans seulement, ces outils, qui lui sont associés, définissent la période dite du paléolithique supérieur. En Afrique en revanche, l'outillage des premiers *Sapiens*, plus sommaire, appartient à ce qui est appelé le Middle Stone Age, l'âge de pierre moyen.

Vers l'Europe, finalement !

Deux choses sont néanmoins acquises : d'une part, toutes les autres espèces ont progressivement disparu à partir de 30 000 ans environ ; d'autre part, des *Sapiens* se sont croisés avec elles, et ces dernières entre elles. En effet, depuis qu'il a été possible de reconstituer le génome de plusieurs Néandertaliens et Dénisoviens, au moins un hybride entre ces deux espèces a été découvert, et surtout il a été possible d'établir qu'Européens et Asiatiques possédaient, tapis en leurs gènes, un petit pourcentage de gènes néandertaliens – à la différence de la très grande majorité des Africains, seuls *Sapiens* « purs », puisque c'est en Afrique qu'ils ont émergé. De même, des gènes dénisoviens ont été retrouvés chez certaines populations actuelles, notamment chez les Inuits, les Tibétains et les Papous de Nouvelle-Guinée.

Ils (Néandertaliens et *Sapiens*) ont néanmoins coexisté pacifiquement au Proche-Orient pendant plusieurs dizaines de millénaires, avec des types d'outils très comparables, ce qui suppose sans doute des échanges de techniques. On a symétriquement évoqué une influence des *Sapiens* sur certains comportements évolués » des Néandertaliens les plus récents, comme le creusement de tombes pour leurs défunts ou le port de parures, notamment de dents de carnivores perforées.

Et le climat se réchauffa...

Il y a 12 000 ans, la plus grande partie de la planète s'est retrouvée colonisée, en quelques dizaines de millénaires, par une nouvelle espèce invasive, Sapiens, qui, se faisant, avait éliminé aussi bien les autres espèces humaines qu'un certain nombre de grands mammifères et de grands oiseaux. Seuls quelques territoires restaient encore vides d'humains, pour l'essentiel des îles, notamment océaniques, ainsi que les régions les plus froides et les plus chaudes. Cependant, la population totale ne dépassait pas un à deux millions d'individus, soit une densité d'environ 0,01 personne par kilomètre carré de terre émergée, contre 46 de nos jours – mais 123 en France et 518 aux Pays-Bas.

Quand révolutions néolithiques et colonisations agricoles bouleversèrent la planète

L'invention de l'agriculture et de l'élevage, ce qu'on appelle en Eurasie le « néolithique », allait bouleverser l'équilibre écologique de la planète. Pourquoi est-elle intervenue précisément à ce moment-là, à partir de 10 000 ans avant notre ère ? (...) La dernière période glaciaire, celle appelée Würm en Europe occidentale et Wisconsin en Amérique du Nord, s'est achevée et a donc apporté des conditions nettement plus favorables à la domestication des plantes.

Ce qu'on appelle « la révolution néolithique » dans le jargon des archéologues s'est donc produite à peu près en même temps et de manière indépendante en plusieurs points du globe, au Proche-Orient, en Chine du Nord Yangzi, dans les Andes, en Amérique centrale et sans doute dans le nord de l'Afrique, parmi les principaux foyers. Mais une fois inventée, l'agriculture sédentaire va peu à peu gagner l'ensemble du monde, repoussant les derniers chasseurs-cueilleurs dans les endroits les plus inhospitaliers, trop froids ou trop arides pour les agriculteurs.

Cette extension de l'agriculture fut pour l'essentiel migratoire : à partir des foyers originaux d'invention, les agriculteurs en surnombre migrèrent vers les régions limitrophes et ainsi de suite de proche en proche – comme l'avaient sans doute fait avant eux une partie des Erectus puis des Sapiens -, absorbant, repoussant, voire massacrant les chasseurs-cueilleurs. Ces massacres se poursuivront sur le très long terme, puisque c'est ainsi que les agriculteurs européens s'emparèrent d'une grande partie des Amériques, où vivaient encore de nombreuses sociétés de chasseurs-cueilleurs. Plus rarement, l'agriculture se diffusera par emprunt, lorsque les chasseurs-cueilleurs de régions moins prisées par les agriculteurs se convertiront au nouveau mode de vie au contact de ces derniers, comme en Scandinavie ou dans les steppes européennes.

Du Proche-Orient vers l'Europe

La première conséquence de l'agriculture sédentaire, en sécurisant les ressources alimentaires et aussi en épargnant aux futures mères les longs déplacements, est en quelques siècles, partout où elle fut inventée, un boom démographique croissant – et qui croît toujours.

La nourriture apportée par les céréales et transformée en bouillies ou en galettes était plus molle et sucrée que l'ordinaire des chasseurs-cueilleurs, auquel leur organisme était depuis longtemps habitué, d'où l'essor des caries dentaires et, à long terme, la question du surpoids. De même, les travaux agricoles, plus pénibles et répétitifs, associés au nouveau mode de vie sédentaire, introduisirent des troubles musculo-squelettiques nombreux. Enfin, la concentration dans des espaces réduits d'humains et d'animaux domestiques, mais aussi d'animaux dits commensaux (rats, puces, cafards, oiseaux, etc.) fut à l'origine d'épidémies beaucoup plus meurtrières, favorisées par la démographie croissante et la sédentarité, sans compter les problèmes d'hygiène, d'eau potable et d'évacuation des déchets.

C'est pourquoi, dans un premier temps, on constate une baisse de stature des populations agricoles, au point qu'on croyait naguère, fort des mensurations de

l'anthropologie physique, que les différences avec les chasseurs-cueilleurs européens étaient celles de deux « races » distinctes.

Si, dans un premier temps, les villages s'accroissent peu à peu en habitants, un seuil critique semble être atteint au Proche-Orient – la région actuellement la mieux connue, en partie à cause de la fascination pour l'archéologie biblique – vers la fin du 8^e millénaire avant notre ère. Les agglomérations qui pouvaient déjà compter plusieurs milliers d'habitants, comme Aby Hureyra sur les bords de l'Euphrate dans l'actuelle Syrie, sont abandonnées. D'autres, comme le célèbre site de Catalhöyük en Turquie, qui comptait quelques 10 000 habitants vers le milieu du 7^e millénaire, déclinent.

Toujours est-il que l'on ne rencontrera plus au Proche-Orient, pendant un certain temps, de telles concentrations humaines. Au contraire, on assiste au début de la dispersion de l'excédent de population dans différentes directions, vers l'Anatolie, le Caucase et les steppes d'Europe orientale, vers l'est et les plaines fluviales de Mésopotamie (l'Irak actuel), vers l'Égypte et le nord de l'Afrique, et enfin vers l'Europe *via* les Balkans. (...) On le voit, si le mouvement originel d'expansion de *Sapiens* est à comprendre sur la très longue durée et comme un imperceptible mouvement de proche en proche, les migrations dues à l'agriculture sont déjà plus rapides - et cette rapidité ne fera que s'accroître au fil du temps. Plus précisément, se dessinent déjà ce que seront les différentes motivations à venir. En effet, on peut ici en présumer de trois ordres, sans doute imbriqués : climatiques, démographiques et politiques.

Une migration contestée vers les Balkans

Une fois le Proche-Orient et l'Anatolie gagnés à l'agriculture, certains de ces pionniers atteignent l'Europe, et plus précisément la péninsule balkanique contiguë, dans la seconde moitié du 7^e millénaire. (...) Deux voies ont été utilisées. La première longeait la mer Egée par le nord, à une époque où les Détroits n'étaient peut-être pas encore ouverts. (...) La seconde voie passait par les multiples îles de la mer Egée, alors en plus grand nombre et de surfaces plus importantes, puisque le niveau des mers n'avait pas encore fini de remonter depuis le début de la fonte des glaces consécutive à la dernière glaciation.

Migrants versus indigènes

Ce lent mouvement migratoire, de la mer Egée jusqu'à l'Atlantique, prit, de toute façon, pas loin de deux mille ans pour parcourir 3000 kilomètres, soit une vitesse moyenne d'un kilomètre et demi par an.

Les logiques des déplacements

Il faut donc imaginer qu'à chaque fois, au bout d'une ou deux générations, une partie de la population quittait son village pour aller un peu plus loin vers l'ouest. (...) C'est seulement dans la dernière moitié du 6^e millénaire que les groupes restés dans les Balkans commencent à leur tour à essaimer dans l'ensemble de l'Europe tempérée, de la mer Noire à l'Atlantique, et des Alpes à la Baltique, une fois humains, animaux et plantes progressivement acclimatés à des conditions environnementales différentes. Toutefois, ils ne s'installeront pas au hasard, mais recherchent systématiquement des sols de loess, ces accumulations de sédiments déposés par les vents lors de la dernière glaciation, parfois sur plusieurs mètres

d'épaisseur, et qui sont particulièrement faciles à travailler pour des méthodes agricoles traditionnelles, même s'il fallait d'abord déboiser la forêt dense qui y avait poussé.

La deuxième variable est d'ordre social et politique, sinon culturel. En effet, ces villages sont de petite taille, accueillant de l'ordre d'une ou deux centaines d'habitants. Etant donné l'étendue des sols disponibles et leur richesse, il est évident qu'ils auraient pu nourrir à chaque fois une population bien plus nombreuse, y compris avec les mêmes techniques agricoles – ce qui sera évidemment le cas durant les millénaires qui suivront. Scinder la communauté pour maintenir une très faible densité fut donc un choix de la part de ces pionniers. (...) Une limite entre 100 et 200 personnes par village semble s'être imposée au-delà de laquelle les problèmes de gestion, matérielle et/ou sociale, paraissent insurmontables. C'est ce qui explique la vitesse de progression relativement importante à l'intérieur du continent – et c'est ce qui expliquera aussi que tout va changer une fois atteintes les rives de l'Atlantique.

La démographie des agriculteurs était bien supérieure à celle des chasseurs-cueilleurs, qui ne devaient pas dépasser quelques dizaines de milliers d'individus, face aux quelque deux millions environ d'agriculteurs des sociétés néolithiques européennes une fois l'Atlantique atteint. La génétique montre cependant qu'après quelques générations, le patrimoine génétique des agriculteurs contient aussi une part venue des chasseurs et qui tendra à croître légèrement au fil du temps. Il y a donc eu des unions et, par conséquent, une assimilation progressive des chasseurs et chasseuses, jusqu'à leur disparition en tant que culture. De nos jours, les Européens possèdent toujours dans leur patrimoine génétique une partie qui provient des immigrants proche-orientaux et une autre issue des chasseurs-cueilleurs indigènes.

En longeant les rives de la Méditerranée

Au fil du temps, certains de ces pionniers vont entreprendre une percée vers le nord de l'Europe, en continuant à absorber lentement les groupes indigènes. Ils remontent en particulier la vallée du Rhône, mais aussi le cours inférieur de l'Aude, atteignant par le seuil du Lauragais la vallée de la Garonne et, finalement, la côte atlantique du centre-ouest de la France aux alentours de 5000 ans avant notre ère.

Par le bassin du Danube

Ce second courant est beaucoup mieux connu.

La course sans fin au progrès technique

Vers le milieu du 5^e millénaire néanmoins, ces pionniers parviennent effectivement aux rivages de l'Atlantique, lequel restera infranchissable jusqu'au début des « Grandes Découvertes » des Européens à la fin du 15^e siècle de notre ère. Il faudra désormais, pour les six millénaires suivants, que des populations en nombre sans cesse croissant parviennent à vivre dans un espace fini, aux ressources finies. Et cela aura trois conséquences.

La première, c'est qu'il leur faudra indéfiniment « faire des gains de productivité », comme l'on dit. Des sols de moins en moins fertiles sont occupés, telles les îles, dont les îles Britanniques, facilement atteintes, mais aussi des espaces marécageux ou montagnards.

De la vendetta ponctuelle à la guerre organisée

La deuxième conséquence de l'envol démographique fut un développement continu des violences entre communautés. En effet, chacune d'entre elles étant désormais confinée dans un territoire défini où elle est contrainte d'y trouver des ressources propres tandis qu'elle ne cesse de croître en nombre, des affrontements deviennent inévitables. La violence humaine, et notamment masculine, a certainement dû être toujours présente, puisqu'elle est bien attestée chez nos cousins chimpanzés. Elle n'avait cependant qu'à s'exprimer à la marge. On connaît au moins deux massacres préhistoriques chez les chasseurs-cueilleurs, respectivement au Soudan en bord du Nil (il y a environ 12 000 ans) et à Nataruk au Kenya (il y a quelque 9000 ans), à chaque fois dans une zone écologique favorable qui a pu susciter des convoitises. De même, il existait des « guerres » chez des chasseurs-cueilleurs australiens, rapportées par l'ethnologie. Mais vu le petit nombre d'individus à chaque fois en jeu, ces affrontements tenaient plus de la vendetta entre voisins que de la guerre au sens où nous l'entendons.

Les massacres se font plus fréquents, et plusieurs ont été identifiés en Allemagne et en Autriche dès la fin du 6^e millénaire. Si les plus anciens se font encore à coups de hache à couper le bois ou de flèche à chasser le gibier, des armes spécifiques commencent à apparaître, avec des poignets en silex, puis en cuivre, et finalement en bronze, à partir de la fin du 3^e millénaire.

Ötzi, l'homme retrouvé naturellement momifié sur un glacier à la frontière austro-italienne, abattu il y a 5300 ans d'une flèche dans le dos, résume assez bien l'époque, puisque symétriquement le poignard en silex qu'il portait à la ceinture portait des traces d'ADN de plusieurs personnes.

L'invention du bronze, qui rend le cuivre beaucoup plus résistant par l'ajout d'un dixième d'étain, permet de nouvelles formes avec l'épée, plus longue que le poignard, et, par contrecoup, la cuirasse, le casque et les jambières. Ces armes, qui sonnent le début de la course aux armements, sont évidemment rares et coûteuses, et réservées aux dominants. La plus ancienne bataille connue par l'archéologie sur le sol européen s'est déroulée en Allemagne du Nord, le long de la petite rivière Tollense, vers 1200 avant notre ère. Elle a opposé plusieurs milliers de combattants, dont les corps d'au moins une centaine ont déjà été mis au jour, et de nombreuses armes retrouvées. (...) Avec la métallurgie du fer, au cours du dernier millénaire avant notre ère, métal beaucoup plus répandu dans la nature, les armes, tout comme les instruments agricoles déjà évoqués, se « démocratisent » et se généralisent.

L'émergence des « chefs »

Cette généralisation, mais aussi cette mise en scène de la violence sont cohérentes avec la troisième conséquence de l'expansion démographique, à savoir la montée d'inégalités sociales croissantes. Dans tout groupe humain, il existe en général des individus plus charismatiques, des « leaders ». Mais dans un groupe restreint, le « chef » a au moins autant de devoirs et de responsabilités que de droits, comme le prouvent les enquêtes ethnographiques, d'autant que ceux-là n'entraînent aucun pouvoir économique, aucune possession particulière, puisque le groupe en est dépourvu.

En revanche, avec des communautés plus nombreuses, capables de produire des biens en surnombre et bientôt, avec le métal, des objets de prestige, le leader peut aussi espérer accaparer un pouvoir économique. L'ethnologie et l'histoire montrent cependant que le dominant doit en même temps justifier son nouveau statut par des relations particulières avec des puissances surnaturelles, en principe pour le plus grand bénéfice de ses sujets. C'est ainsi, par exemple, que les rois européens sont « sacrés » dans tous les sens du terme.

Les ethnologues parlent de « chefferies » pour ces sociétés inégalitaires, lesquelles, en restant au niveau d'organisation de villages, néanmoins hiérarchisés entre eux, sont dominées par un chef héréditaire ou non. Au Proche-Orient, un peu plus tard en Iran ou en Asie centrale, de telles chefferies s'achemineront peu à peu vers de véritables Etats, organisés autour de villes et utilisant l'écriture dans la gestion économique et la célébration des rois. En effet, ces régions sont à chaque fois relativement restreintes, sortes de nasses écologiques cernées par des déserts, des mers ou des montagnes. La pression démographique y est très forte, et les échappatoires difficiles. Dans les régions plus ouvertes, à l'environnement plus favorable, la marche vers l'Etat est beaucoup plus incertaine, sinon chaotique. Il est évidemment plus facile aux communautés de se désintéresser et de s'éparpiller face à un pouvoir trop contraignant.

Ainsi, pendant près de quatre millénaires, l'Europe voit alterner des moments de hiérarchisation plus forte et plus faible. Aux grands monuments funéraires mégalithiques du 5^e millénaire, réservés à quelques-uns et contenant de riches offrandes, succèdent au cours du 4^e millénaire des monuments beaucoup plus modestes, appelés « allées couvertes », où sont inhumés un très grand nombre de défunts, au fur et à mesure des décès, et pratiquement sans offrandes déposées.

Au début de l'âge du bronze, à la fin du 3^e millénaire, de grands tombeaux contenant des objets de bronze et d'or sont à nouveau élevés pour de rares dominants et recouverts par d'imposants tumulus. Mais au cours du 2^e millénaire, ces réalisations prestigieuses cessent, et bien plus de défunts bénéficient de tumulus, quoique de plus petite taille.

Enfin, au cours du 6^e siècle avant notre ère, de grands bourgs fortifiés jalonnent une partie de l'Europe tempérée occidentale, du bassin parisien à la Bavière : ce sont les « résidences princières celtiques », dont les dominants se font à nouveau inhumer sous de vastes tumulus, emportant dans la tombe des richesses inouïes, principalement importées de Grèce et d'Italie. Cet épisode ne dure que trois ou quatre générations, avant de faire place à nouveau à de simples villages ouverts et à des cimetières beaucoup moins inégalitaires.

Il semble bien que, comme l'avait déjà proposé l'anthropologue Pierre Clastres à partir de l'observation de sociétés amérindiennes, les sociétés néolithiques se soient dotées de mécanismes destinés à empêcher la montée de pouvoirs trop oppressifs. Mécanismes qui donc, parfois, cèderaient, avant qu'au bout de quelque temps, sans doute sous forme de révoltes et aussi devant une baisse de crédibilité des pouvoirs soi-disant surnaturels des dominants (crise climatique, invasion extérieure, épidémie, etc.), il y ait un retour de balancier. D'une certaine manière, les révolutions populaires documentées par l'histoire récente ne seraient pas autre chose.

La vallée du fleuve Jaune

Le second foyer le mieux connu est double et se trouve sur l'actuel territoire chinois, respectivement dans la vallée du fleuve Jaune et dans celle du Yangzi (ou Yangzi Jiang).

Des steppes d'Asie centrale à l'Inde

La vallée de l'Indus semble avoir été un autre foyer autonome de néolithisation, dès le 7^e millénaire, avec, au Balouchistan, la domestication sur place du zébu, du coton et de l'orge, et peut-être celle du blé. (...) Plus au nord, dans l'actuel Kazakhstan, des groupes de chasseurs-cueilleurs vont dès la fin du 6^e millénaire, avec la culture de Botaj, domestiquer progressivement le cheval, sans doute pour la première fois au monde. Il s'agit cependant, dans un premier temps, d'un élevage alimentaire, le cheval monté comme nous le connaissons ne datant que du dernier millénaire avant notre ère et le nomadisme pastoral classique du 2^e millénaire avant notre ère.

L'Afrique et les migrations bantoues

En Afrique, l'agriculture apparaît dans sa partie nord en liaison avec le foyer proche-oriental. La question d'une domestication primaire et autochtone des bovins et de certaines plantes dans les régions plus méridionales fait encore débat. (...) Pour la moitié sud du continent, la généralisation de l'agriculture semble liée à ce qu'on appelle les migrations bantoues. L'ensemble des quelque 2000 langues africaines peut en effet être classé en quatre groupes principaux, parmi lesquels celui des langues bantoues. Celles-ci sont au nombre de 500 à 600. (...) Le modèle d'un arbre généalogique unique dont les branches se sépareraient régulièrement ne semble pas rendre compte de toute la complexité de cette famille linguistique. Les langues swahilies, par exemple, font montre de mélanges avec d'autres familles linguistiques.

Quelques leçons des migrations néolithiques

En maintenant des communautés de petite taille dans un milieu aux ressources abondantes, les colons du néolithique souhaitaient visiblement se prémunir contre les difficultés et les risques d'agglomérations plus importantes – ce que la suite a montré. Leur progression dans la forêt européenne n'en a été que plus rapide. (...) Mais quand la totalité, ou presque, des espaces cultivables furent occupés par les nouveaux agriculteurs, la démographie humaine n'en cessa pas pour autant d'augmenter. Les conflits interhumains, attestés même parmi les petits groupes de chasseurs-cueilleurs, se firent plus fréquents entre ces territoires désormais fixés, tandis que les sociétés, toujours plus nombreuses, se hiérarchisaient.

3

Quand les « Indo-Européens » peuplaient le monde

On a remarqué, depuis près de trois siècles, que la plupart des langues de l'Europe et d'une partie de l'Asie appartenaient à la même famille linguistique, distincte d'autres familles comme celles des langues sémitiques ou des langues sino-tibétaines. Cette réalité historique pourrait-elle être comparable à l'expansion de l'Empire romain, qui donna naissance, au fil du temps, aux langues romanes actuelles, du catalan au roumain et du français à l'italien ?

Mais, dans ce cas, d'où viendrait ce peuple conquérant « indo-européen », quand serait-il parti de son foyer originel, comme les Romains partirent à la conquête du monde à partir de la petite province du Latium ?

Les débats n'ont pas manqué depuis le 19^e siècle, d'autant qu'en arrière-plan ils posaient la question de l'éventuelle singularité du destin des Européens qui, en quelques siècles, avaient conquis la presque totalité du monde – un destin qui fut même exacerbé à la sinistre époque du national-socialisme, qui se prétendait le seul descendant direct et légitime de ces Indo-Européens ou Aryens. Peu à peu, l'archéologie, combinée à la mythologie, à la linguistique et, désormais, à la génétique, a apporté quelques pistes, qui demandent encore à être consolidées et qui nous incitent aussi à nous éloigner des visions simplistes des migrations et de la formation des civilisations.

Aux alentours de 4000 avant notre ère, une grande partie de l'Europe est donc occupée par les pionniers agriculteurs partis du Proche-Orient un peu plus d'un millénaire auparavant. Dans leur avancée, ceux-ci avaient progressivement absorbé une portion importante des chasseurs-cueilleurs qui vivaient jusque-là sur ce continent, à l'abri de son couvert forestier désormais en voie d'inexorable réduction.

Cependant, tout au long de ce 4^e millénaire, les archéologues n'observent pas de vastes mouvements de populations. Ce sont plutôt de lentes évolutions internes, visibles dans le style des objets comme dans l'organisation des sociétés. Ainsi, les grands monuments mégalithiques des bords de l'Atlantique, qui avaient illustré spectaculairement dans la seconde moitié du 5^e millénaire le pouvoir des élites émergentes, tendent à disparaître au début du millénaire suivant. Ces tombeaux qui ne recelaient que peu de corps, accompagnés d'objets de luxe souvent importés de lointaines provinces, vont faire place à des sépultures plus modestes, où l'on dépose, au fil des décès, un nombre plus élevé de défunts. On peut penser que, face à un pouvoir excessif, des clans se sont opposés. La violence entre communautés n'en diminue pas pour autant, car on trouve un peu partout des agglomérations fortifiées, entourées de fossés, de levées de terre et de palissades.

Des poteries décorées à la cordelette

La situation change durant le 3^e millénaire avant notre ère. Le tableau culturel se transforme alors, aussi bien dans la moitié nord de l'Europe centrale et occidentale que dans sa moitié sud-occidentale. Aux lentes évolutions régionales sans ruptures majeures qui ont caractérisé le continent pendant plus de deux millénaires, une fois les sociétés agricoles mises en place, se succèdent en effet deux phénomènes culturels entièrement nouveaux (...). Il s'agit respectivement de la culture dite « de la Céramique cordée » d'une part, et de celle « de la Céramique campaniforme » de l'autre – toutes deux désignées par leurs poteries, dans les deux cas relativement distinctes et uniformes.

La Céramique cordée (...) est ainsi nommée car une partie des poteries retrouvées dans les tombes sont décorées par impression horizontale de cordelettes sur la pâte fraîche avant cuisson. Les plus caractéristiques sont des gobelets hauts et évasés, qui servaient sans doute à boire. (...) Les principaux vestiges de la Céramique cordée sont (...) des tombes, au rituel assez codé. Les femmes reposent en position fléchie sur le côté gauche, tête en direction de l'est, et les hommes sur le côté droit, tête en direction de l'ouest. Les

personnages les plus importants sont enterrés sous un petit tertre peu élevé, d'une dizaine de mètres de diamètre, tertre au sein duquel peuvent être inhumés ensuite d'autres défunts, au fur et à mesure des décès. Au près du mort sont déposés les fameux gobelets emblématiques de cette culture, ainsi que des vases à col et souvent aussi, dans les tombes masculines, des haches d'apparat en pierre polie.

A la recherche des « Indo-Européens »

Rappelons (...) que parmi les différentes familles linguistiques, l'une, baptisée « indo-européenne » au 19^e siècle, regroupe une grande partie des langues de l'Europe soit les langues germaniques, celtiques, italiques – dont les langues romanes -, slaves, baltes, ainsi que le grec et l'albanais, mais aussi d'une partie de l'Asie (les langues indo-iraniennes, l'arménien, les langues anatoliennes dont le hittite, et le tokharien du Xinjiang, les deux derniers ayant disparu). Seules en Europe ne sont pas indo-européennes les langues du Nord (finnois, estonien, same), le basque, le hongrois (arrivé au Moyen Âge) ainsi que des langues disparues (l'étrusque, la langue crétoise notée par l'écriture dite linéaire A, les langues ibériques) – le tout en simplifiant.

On a donc supposé dès le 18^e siècle, sur le modèle des conquêtes romaines qui ont laissé les langues romanes en héritage, que cette parenté reposait sur l'existence d'une langue originelle (...) parlée par un peuple originel (...), lequel vivait au départ dans une patrie originelle (...) située quelque part en Eurasie. (...) Ces recherches furent pour l'essentiel allemandes. (...) De fait, « indo-européen » se disait et se dit encore *indogermanisch* (« indo-germain ») en allemand.

Dès la fin du 19^e siècle, des archéologues allemands nationalistes, comme Gustaf Kossinna, professeur de préhistoire à l'université de Berlin, ont à la fois situé en Scandinavie et en Allemagne du Nord la patrie originelle et assimilé la Céramique cordée à son principal mouvement de conquête. (...) Mais, dans le même temps, d'autres archéologues proposaient un chemin inverse, en situant dans les steppes russes et ukrainiennes le foyer du peuple indo-européen originel, la Céramique cordée devenant alors l'une des migrations indo-européennes, qui se serait donc déployée d'est en ouest à partir de ce foyer. C'était la position, par exemple, de l'Australien V. Gordon Childe.

Près d'un siècle après ces débats, la situation a sensiblement évolué. Aucun archéologue ne soutient plus une origine purement scandinave de la Céramique cordée. Il faut dire que Gustaf Kossinna, bien que décédé en 1931, fut aussi l'un des principaux inspirateurs des théories « historiques » du nazisme. Celles-ci postulaient en effet que le peuple originel « indo-germanique » était bien parti des bords de la Baltique en conquêtes successives, mais qu'au fil de ces migrations, il s'était « abâtardi », et qu'il convenait désormais d'en restaurer la pureté originelle. On sait quel degré d'horreur atteignit la mise en application de ce programme. La théorie du foyer originel scandinave a néanmoins été reprise de nos jours par certains mouvements idéologiques de l'extrême droite « païenne » qui continuent à la revendiquer.

La localisation proche-orientale du foyer originel a été soutenue avec éclat à partir de 1987 par l'archéologue britannique Colin Renfrew. Elle fait coïncider la dispersion du peuple indo-européen originel avec la colonisation néolithique de l'Europe et d'une partie de l'Asie à partir du Proche-Orient, vue au chapitre précédent. Elle n'a donc qu'un rapport chronologique lointain avec la question de la céramique cordée et se heurte par ailleurs à un certain nombre d'objections.

Enfin, la localisation steppique dudit foyer a repris de la vigueur à partir des années 1970 avec l'archéologue lituano-américaine Marija Gimbutas. (...) Dans sa version actuelle, cette hypothèse suppose une série de migrations à partir de la fin du 5^e millénaire avant notre ère, migrations dont celle de la Céramique cordée serait l'une des plus récentes.

D'autres modèles linguistiques ?

Il n'existe aucune solution simple à la question historique de la parenté des langues indo-européennes. On ne saurait donc réduire cette parenté à un unique phénomène historique de migration plus ou moins violente et partie d'un point précis. Les preuves archéologiques sont manquantes pour un tel scénario, et beaucoup d'analyses génétiques sont encore à attendre sur ce problème.

Symétriquement, puisque ce phénomène historique est surtout linguistique, il est légitime de questionner en retour cette discipline. Le modèle d'un arbre généalogique dont les branches divergeraient régulièrement pour former d'autres langues, bien distinctes les unes des autres, est-il le seul possible ? N'avons-nous pas maints exemples de langues issues de mélanges ? L'anglais lui-même n'est-il pas très différent des autres langues germaniques (allemand, néerlandais, langues scandinaves), puisqu'il a perdu ses déclinaisons, et compte un très grand nombre de mots français à la suite de la conquête de l'Angleterre par Guillaume le Conquérant (...) ?

Toujours est-il qu'à partir de la fin du 3^e millénaire, on n'observe plus en Europe de bouleversements culturels importants, comparables à ce qu'ont pu être la céramique cordée et le Campaniforme. La période qui suit, à partir de 2200 ans avant notre ère, l'âge du Bronze, se caractérise par de grands ensembles relativement stables, qui déboucheront sur la période dite de l'âge du Fer, pendant laquelle apparaîtront sur les bords de la Méditerranée, en Grèce et en Italie, les premières cités-Etats, ce qui va modifier radicalement l'histoire du continent.

Quelques leçons des migrations « indo-européennes »

Comme nous allons continuer à l'observer tout au long de ce parcours, il n'y a pas d'entité culturelle, de « peuple », qui se perpétuerait inchangé et indéfiniment dans le temps, et cela depuis la période la plus ancienne du néolithique, voire auparavant.

L'histoire et l'archéologie sont rarement des disciplines totalement neutres, dans la mesure justement où elles rendent compte du passé, plus ou moins lointain, de telle ou telle nation, qui en elle-même s'est formée il y a peu mais qui se cherche des arguments pour vanter son excellence, voire revendiquer tel ou tel territoire. Il est frappant, sans solliciter les dérives du nazisme, de constater que ce modèle invasionniste des langues indo-européennes

s'est construit précisément au moment où l'Europe était en train de coloniser la planète, lui fournissant ainsi une justification inversée.

4

Quand naquirent les Etats, les empires et les « barbares »

A partir de la fin du 4^e millénaire avant notre ère apparaissent les premiers Etats, d'abord en Mésopotamie et en Egypte, puis en Iran et dans la vallée de l'Indus, enfin en Chine et, bientôt, dans d'autres parties du monde (...). Avec l'Etat est inventée l'écriture pour gérer ces masses humaines toujours croissantes, ainsi que pour mieux les contrôler, sinon les dominer. Nos sources deviennent donc plus précises, puisqu'à l'archéologie s'ajoutent maintenant des textes, même s'ils sont biaisés, de par leur nature et leur fonction.

Avec les Etats aussi, les migrations prennent une autre forme, celle de la conquête militaire, pour agrandir les territoires et en prélever une utile main d'œuvre à réduire en esclavage. D'intenses interactions vont lier les Etats avec ceux qui les entourent, c'est-à-dire les « barbares » (« ceux-qui-ne-savent-pas-parler »), barbares que l'on affronte, mais susceptibles aussi de fournir armée et police à des sociétés qui, par précaution, ont désarmé leurs propres populations. Des premières cités-Etats naissent des royaumes, puis des empires, souvent multiethniques, parfois éphémères, comme celui d'Alexandre le Grand, quoique bientôt plus durables, comme ceux de Chine, de Rome ou encore de Perse. Les empires sont cependant fragiles, et Rome finira par rencontrer des barbares plus coriaces...

Les textes que nous ont laissés les sociétés, et ce, jusqu'à nos jours, sont « partiels et partiels » suivant la formule usuelle : ils ne reflètent en effet que le point de vue des dominants, pour leurs propres usages – chroniques à la gloire des rois, hymnes religieux, épopées, littératures savantes, etc.

Certes, on ne saurait négliger ces précieuses sources, mais elles sont donc à relativiser. D'autant qu'elles ne concernent, au début, qu'un tout petit nombre de sociétés. Ce sont celles de l'Egypte et du Proche-Orient à partir de la fin du 4^e millénaire avant notre ère, de la Chine à partir du 2^e millénaire, ainsi que de l'éphémère Grèce mycénienne et, sans doute, de l'Inde si l'on fait remonter jusque-là les hymnes védiques qui n'ont été transcrits qu'à la fin du 1^{er} millénaire. Puis, au cours de ce même millénaire, on trouve la Grèce classique et Rome. Mais jusqu'à il y a environ quatre siècles, un tiers seulement de l'humanité vivait dans des sociétés étatiques qui pratiquaient la graphie.

Pourquoi l'Etat ?

De fait la violence, « légitime » ou non, est inhérente aux premiers Etats : violence interne puisqu'elle instaure l'inégalité, mais aussi violence externe, puisque la guerre y est omniprésente.

L'apparition des premiers Etats va changer radicalement la nature des mouvements de populations, et de plusieurs manières. La logique des sociétés néolithiques avait longtemps été celle de scissions régulières au fur et à mesure de la croissance

démographique de chaque communauté, du moins tant qu'il restait des espaces cultivables et occupés seulement par des chasseurs-cueilleurs.

L'immobilisation des populations est donc une condition de l'émergence des Etats, et elle doit être maintenue pour que l'Etat se maintienne. L'anthropologue états-unien Robert Carneiro, récemment disparu, a appelé « circonscription » les conditions environnementales qui conservent ainsi une société dans ce que l'on pourrait appeler une sorte de « nasse écologique ». En effet, dans de telles conditions, les membres de la communauté n'ont pas les moyens de se disperser massivement pour retrouver des lieux plus agréables à vivre – comme le font nombre d'émigrations politiques au cours de nos derniers siècles. En outre, les villes nouvellement nées s'entourent en général de hautes murailles, à la fois défensives contre des ennemis éventuels et affirmation de puissance. Mais elles sont aussi un outil d'enfermement et de contrôle de ceux qui y habitent, facilité par le fait que ceux-ci n'ont pas besoin de sortir pour s'approvisionner, puisque la ville et son pouvoir étatique drainent, stockent et redistribuent, sous la forme d'entrepôts publics ou de commerces privés, les biens agricoles venus des campagnes et villages alentour.

De l'Etat à l'état de guerre

La première forme connue des Etats est celle des cités-Etats, chacune indépendante sur son territoire, et résultant de l'agglomération de communautés villageoises préexistantes. Au fil du temps, ces cités-Etats vont éventuellement se fédérer, comme les cités étrusques dans la première moitié du dernier millénaire avant notre ère, mais souvent s'affronter, menant à la constitution d'entités plus vastes, comme le fit Rome. De fait, si l'Etat doit circonscrire et immobiliser ses habitants pour survivre, la plupart ont été, jusqu'à aujourd'hui, des Etats guerriers, agrandissant leurs territoires aux dépens de leurs voisins, réduisant en esclavage ou transplantant les populations conquises, bref, beaucoup plus rapides et beaucoup plus violents que les lentes migrations des époques précédentes.

Des sociétés esclavagistes

L'esclavage institue de nouvelles formes de migration, migrations forcées pour acquérir de la main d'œuvre. D'une certaine façon, toutes les autres migrations économiques à venir, et ce, jusqu'à ce jour, provoquées par des appels de main d'œuvre pour les besoins d'une société donnée, répondront à la même logique. Certes, elles ne sont pas issues d'une violence guerrière directe comme dans l'Antiquité ou lors des traites atlantiques ou arabo-musulmanes de notre 2^e millénaire ; mais elles résultent bien d'une contrainte due à des nécessités de survie pour ceux qui s'y engagent.

Une forme particulière d'esclavage est celui des femmes, enlevées de force à leur communauté, qu'elles soient ensuite épousées légalement ou, au contraire, comme souvent, réduites à l'état d'esclaves sexuelles. Si les sources historiques ne s'en vantent pas toujours, les mythes en revanche en trahissent la coutume. (...) Tout au long de *l'Illiade*, Grecs et Troyens ne cessent d'évoquer l'enlèvement des femmes de l'ennemi comme l'un des principaux buts de guerre. Les sinistres viols de guerre ne sont donc pas un crime récent, même si les chroniques du temps n'en vantaient guère la pratique.

Des cités-Etats aux empires

Aux territoires des cités-Etats, mode d'organisation classique de la Mésopotamie originelle à la Grèce, et de l'Italie aux mayas, vont succéder des royaumes regroupant plusieurs cités et débouchant éventuellement sur des empires, si l'on entend par là des entités territoriales à la fois très vastes et régnant sur des multitudes ethniques très variées.

Ainsi l'Égypte pharaonique est issue du regroupement de deux royaumes précédents, respectivement de la Haute (au sud) et de la Basse (au nord) Égypte, regroupement symbolisé par la coiffe bipartite du pharaon. La Mésopotamie fut, un temps, unifiée à la fin du 3^e millénaire par le roi Sargon sous le nom d'empire d'Akkad (ou d'Agadé), qui passe pour le premier empire de l'histoire. Plus tard, l'empire mésopotamien assyrien s'étendra à une partie du Proche-Orient, avant d'être supplanté par l'Empire perse, l'une des plus vastes entités territoriales de son temps puis par l'éphémère empire d'Alexandre le Grand, avant l'Empire romain et ses cinq millions de kilomètres carrés, contemporain au début de notre ère de l'Empire sassanide, mais aussi de l'empire des Han en Chine – et de surface comparable. Et en attendant l'Empire mongol du 13^e siècle, éphémère lui aussi mais le plus vaste, avec 33 millions de kilomètres carrés, qu'ait connu jusqu'à présent l'histoire humaine ; à l'égal, plus tard, de l'empire colonial britannique, beaucoup plus morcelé et à peine plus durable.

Comptoirs et colonisations en Méditerranée

Dans les plaines continentales fertiles de l'Égypte ou de la Mésopotamie, de l'Iran et, plus loin, de la Chine, l'accroissement s'est fait en nappe continue, en général de manière violente, jusqu'à rencontrer une plus forte résistance. Il n'en a pas été de même pour des entités de plus petite taille et dans des environnements contraints, notamment en bord de mer. C'est ce qui s'est passé tout autour de la Méditerranée, avec des cités-Etats réduites, en quête d'espaces supplémentaires pour une population en croissance continue, mais aussi de ressources, matières premières ou autres. Ainsi se sont créées des implantations dites coloniales le long de côtes maritimes et dans des zones jusque-là peu peuplées, ce qui permettait, au moins dans un premier temps, des rapports pacifiques avec les indigènes, surtout s'ils y trouvaient eux-mêmes un intérêt commercial.

Si, pour en rester à la Méditerranée, de telles implantations ont été pratiquées par les Phéniciens, leurs descendants carthaginois, les Etrusques et, plus tard, les Romains, l'exemple le plus spectaculaire reste évidemment celui des colonies grecques. Il est même sans équivalent dans l'histoire de l'Europe. Entre le 8^e et le 6^e siècle avant notre ère principalement, des dizaines de villes grecques nouvelles vont être fondées tout autour de la Méditerranée, comme de la mer Noire (une quarantaine rien que sur les côtes de cette dernière) par des groupes d'émigrants issus chacun d'une ville grecque particulière, et la plupart du temps sans violences à l'encontre des indigènes occupant ce territoire. Plutôt que le terme usuel de « colonisation », c'est celui d' « émigration » qui conviendrait pour ce phénomène – le terme grec étant celui de *apoikia*, c'est-à-dire le départ de la maison (*oikos*).

Acculturations et tensions

D'après les récits de la fondation de Marseille (*Massalia*) vers l'an 600 avant notre ère, rapportés par plusieurs auteurs antiques, la princesse locale, Gyptis, devant choisir son futur mari, jeta justement son dévolu sur Protis, le jeune chef des colons grecs fraîchement arrivés de la ville de Phocée sur la côte anatolienne. Marseille, à son tour, fonda à partir du 4^e siècle

avant notre ère plusieurs colonies le long de la côte méditerranéenne, comme Antibes (*Antipolis*), Nice (*Nikaia*), Hyères (*Olbia*) et Agde (*Agathe Tychè*), entre autres.

Phéniciens, Carthaginois et Etrusques

Les Grecs avaient cependant, dans ces entreprises, été précédés de peu par les Phéniciens. Ceux-ci, pas plus que les Grecs, ne formaient un Etat unifié mais, unis au moins par la langue, ils se répartissaient le long de la côte du Levant en plusieurs cités indépendantes, telles Tyr, Sidon, Byblos, Sarepta ou Berytos. Leur indépendance avait profité de la dislocation des grands empires proche-orientaux lors de la grave crise politico-économique du 12^e siècle avant notre ère, crise dont toutes les causes ne sont pas encore totalement établies et qui affecta tout le bassin oriental de la Méditerranée. On leur doit en principe notre écriture alphabétique.

Les Phéniciens s'installent à Gadès (l'actuelle Cadix) dans le sud de l'Espagne et sur plusieurs autres sites, à Chypre (Kition), en Sicile (Motyé), à Malte, en Sardaigne (Tharros, Sulcis, Nora), à Ibiza (Sa Caleta) et surtout à Carthage (*Kart-Hadasht*, la Ville-Neuve), qui à son tour allait un peu plus tard essaimer. Les Carthaginois, en effet, fondèrent plusieurs colonies et occupèrent une partie de la péninsule Ibérique, avant que leur empire naissant ne disparaisse face à l'impérialisme romain au 2^e siècle avant notre ère.

Si les échanges commerciaux semblent avoir été dans un premier temps la principale motivation des implantations phéniciennes, qui, étant donné les temps de navigation et la recherche d'interlocuteurs, nécessitaient des présences pérennes, il semble bien que progressivement une véritable immigration s'en soit suivie depuis les côtes phéniciennes. Néanmoins, il y a peu d'indices de rapports violents avec les indigènes, et l'archéologie indique des fusions dans la culture matérielle qui semblent même avoir été plus fortes qu'avec les colonies grecques. Une situation comparable se retrouve avec les Etrusques. Leur civilisation émerge au début du 1^{er} millénaire avant notre ère sous la forme d'une douzaine de cités-Etats indépendantes mais liées entre elles, assez comparables aux cités de la Grèce continentale à la même époque.

Les relations entre ces colonisations sont en général pacifiques. Certes, des frictions ont parfois lieu, et une célèbre bataille navale opposa vers 540 avant notre ère au large d'Aléria les flottes alliées des Etrusques et des Carthaginois, sortis vainqueurs face aux Grecs de Marseille. Mais l'archéologie montre sur ces sites la coexistence d'objets de cultures variées, indice de cohabitations pacifiques entre voyageurs et marchands des différentes ethnies, y compris indigènes. Ainsi à Gravisca, port de la ville étrusque de Tarquinia dans le Latium, on rencontre inscriptions et sanctuaires aussi bien grecs qu'étrusques, dans une sorte de port franc multiethnique. Il semble bien en avoir été de même pour un autre port de la côte étrusque, Pyrgi.

Ainsi se tisse tout autour des côtes méditerranéennes une sorte de première mondialisation, ou plutôt de « méditerranéisation » selon les termes de l'archéologue britannique Ian Morris, aussi bien dans le domaine économique que culturel et artistique.

Ces riches échanges d'hommes, d'objets et d'idées n'auront néanmoins qu'un temps. Progressivement, en effet, une petite cité-Etat du centre de l'Italie, Rome, en intégrant à son

tour les réseaux maritimes d'échanges, notamment avec ses vins prisés, n'adoptera pas le modèle des colonies ponctuelles et connectées mais développera au contraire celui de l'extension territoriale indéfinie, débouchant juste avant notre ère sur un empire immense.

L'empire d'Alexandre le Grand

Les empires n'ont d'abord concerné pendant deux millénaires que la Mésopotamie et l'Égypte. Au cours du 1^{er} millénaire avant notre ère cependant, et pour en rester au Proche- et Moyen-Orient, émerge plus au nord une nouvelle entité conquérante, les Mèdes, de langue indo-iranienne, bientôt supplantés vers le milieu du millénaire par une ethnie voisine, les Perses dits achéménides, qui s'emparent successivement de la Mésopotamie puis de l'Égypte, mais échouent par deux fois à conquérir la Grèce.

C'est cet empire qu'Alexandre de Macédoine dit le Grand entreprit de conquérir à son tour en une dizaine d'années, jusqu'à sa mort prématurée en 323 avant notre ère. (...) De fait, son éphémère empire fut découpé après sa mort en plusieurs royaumes, chacun soumis à l'un de ses généraux, au terme de nombreux affrontements, trahisons et assassinats divers.

L'impérialisme romain, avant les empires coloniaux

Rome emprunte à son tour ce chemin. A partir du 4^e siècle avant notre ère, ce qui n'était à l'origine qu'une modeste bourgade d'Italie centrale, parfois même sous domination étrusque, commence à prendre le contrôle progressif des cités étrusques qui la bordent au nord. Puis, elle met à bas la puissance carthaginoise, annexant ses possessions ibères au début du 2^e siècle avant notre ère, et, au cours de ce même siècle, s'empare de la Grèce continentale, des cités grecques d'Italie du Sud (la Grande-Grèce) et de la partie méridionale de la Gaule.

La marche vers l'empire devenait irrésistible, et César, en y ajoutant le reste de la Gaule au cours du 1^{er} siècle avant notre ère, en tira la leçon en mettant fin à la République romaine oligarchique. L'Égypte est bientôt conquise, puis l'ensemble du bassin Méditerranéen, faisant de cette mer *Mare Nostrum* (« notre mer »), au point qu'au 2^e siècle de notre ère, sous l'empereur Trajan, l'empire s'étendait sur cinq millions de kilomètres carrés et réunissait quelque 80 millions de sujets, répartis dans environ 2000 communautés ethniques, de Londres à Damas et du Danube au Nil. Cet événement impérial restera longtemps une référence dans la pensée occidentale, permettant de concevoir, et surtout de justifier, les empires coloniaux européens, censés apporter à l'identique paix, culture et prospérité – jusqu'à ce que les décolonisations viennent perturber ces visions iréniques.

Ces agrandissements par conquête eurent aussi pour effet immédiat l'arrivée d'une partie de la population victorieuse dans les territoires conquis et, plus rarement, la fuite éventuelle d'une partie des vaincus vers des régions plus sûres, du moins en apparence. Ces mouvements sont difficiles à apprécier pour les périodes anciennes. Concernant la conquête romaine de la Gaule, un peu mieux connue, on estime que la population indigène devait être de l'ordre de 10 millions d'individus et que la colonisation romaine, essentiellement soldats et commerçants, a dû représenter de l'ordre de 200 000 à 500 000 personnes au plus fort de l'empire, soit 5% de la population au maximum.

Les barbares contre l'Etat

La fin de l'Empire romain, on le verra, sera confrontée à ce qu'on a appelé les « invasions barbares ». On ne connaît en général pas le point de vue des « barbares », car ces sociétés, la plupart du temps non étatiques, ne pratiquaient pas l'écriture, et on ne peut donc que se fier aux témoignages, forcément partiels, des envahisseurs. Le terme même de « barbare » vient du grec *barbaros* et désignait ceux qui ne savaient pas parler (le grec) et n'émettaient donc que des borborygmes. De fait, « chacun appelle barbare ce qui n'est pas de son usage » écrivait Montaigne à propos des peuples colonisés des Amériques – citation que rappelle utilement et d'entrée de jeu l'indispensable ouvrage collectif *Les Barbares*.

On doit par ailleurs se rappeler qu'il y a trois millénaires à peine, seules, sur l'ensemble du monde, quelques populations vivaient dans le cadre d'un système étatique et urbain, soit l'Égypte, la Mésopotamie et ses voisins immédiats comme les Hittites et l'Iran, ainsi que la Chine du fleuve Jaune, la vallée de l'Indus (alors en cours d'effondrement) ou l'Amérique des Omèques – et même si des tentatives étatiques éphémères avaient lieu de temps à autre, comme les palais crétois, les royaumes mycéniens ou le vaste site de Caral au Pérou. Et il y a encore cinq siècles, un tiers seulement de l'humanité était concentré dans des États constitués. Dans l'Antiquité, ces États ou cités-États étaient cernés de toutes parts par des sociétés simplement agricoles et villageoises, organisées en chefferies plus ou moins inégalitaires, par des pasteurs, des horticulteurs, voire encore des chasseurs-cueilleurs – donc autant de « barbares ».

L'homme d'État, philosophe et historien arabe Ibn Khaldûn est l'auteur au 14^e siècle de notre ère d'une réflexion profonde sur la naissance des empires et leurs relations aux barbares, dans son *Livre des exemples (Kitab al-Ibar)* ou plus exactement *Livre des enseignements et traité d'histoire ancienne et moderne sur la geste des Arabes, des Persans, des berbères et des souvenirs de leur temps*. Selon sa théorie, les empires reposent sur l'imposition des sujets, comme sur leur désarmement. Mais comme l'empire doit néanmoins être défendu, il doit alors engager des barbares limitrophes, dont la pratique de la violence est restée coutumière. Par exemple, les royaumes hellénistiques et les Carthaginois recoururent durablement à des mercenaires gaulois, qui jouèrent notamment un rôle décisif dans la défaite des Romains lors de la bataille de Cannes en 216 avant notre ère.

Migrations forcées : déportés et réfugiés

Parmi les déplacements forcés de populations, outre le cas des prisonniers de guerre emmenés ou vendus comme esclaves ou celui des fuites désordonnées face à des massacres en cours ou anticipés, nous avons brièvement évoqué le cas des déportations. Cette pratique semble bien avoir été une invention des États antiques, mais qui n'a pas cessé depuis lors, qu'elle s'accompagne ou non d'exterminations, comme la pire d'entre elles, celle des Juifs d'Europe. Mais on pense aussi aux « pistes des larmes » (*Trails of Tears*) lors des déportations forcées des Amérindiens par le gouvernement états-unien au 19^e siècle ; aux déportations par Staline de peuples du Caucase soupçonnés de collaboration avec le nazisme ; et, bien sûr, aux « marches de la mort » lors du génocide arménien de 1915-1916, toujours nié par l'actuel gouvernement turc. Dans tous les cas, il s'agit de vider un territoire donné de tout ou partie de ses habitants, afin de mieux contrôler ces derniers, et de les remplacer par d'autres, jugés plus sûrs, sans que les déportés soient nécessairement réduits en esclavage.

Quant aux déportations de masse (...) parmi les plus documentées, on compte celles pratiquées par les Assyriens, spécialistes du genre, puis par les Babyloniens et enfin les Romains contre les royaumes de Juda et d'Israël. En réalité, elles sont de nature très différente. La première, en -720 par les Assyriens à la suite d'une guerre il est vrai grandement facilitée par les querelles intestines au sein du royaume d'Israël, est une véritable déportation comme les Assyriens les généralisaient. En témoigne son auteur, le grand roi Sargon 2, héritier en cela de son prédécesseur Salmanazar, qui avait élaboré un parfait programme politique visant aux brassages de population et à l'assimilation forcée. (...) La deuxième déportation semble s'être échelonnée, du moins d'après les textes bibliques, sur quinze ans, entre 597 et 582 avant notre ère, à la suite de la défaite, à son tour, du royaume de Juda (le royaume du Sud) face à Nabuchodonosor. Elle entraîna le transfert comme otages à Babylone des élites juives, où elles furent bien traitées, de l'aveu des textes hébraïques comme des textes babyloniens. Cet exil prit fin dès -538 lorsque le roi Cyrus s'empara de la capitale ; mais d'après les textes babyloniens, il semble que certains ne rentrèrent pas, accoutumés à leur nouvelle vie. Quant à la troisième expulsion, son ampleur, sinon sa réalité, font encore aujourd'hui l'objet de débats, qui seront abordés plus loin.

L'un des moments les plus notables fut l'effondrement généralisé qui affecta les Etats de la Méditerranée orientale au début du 12^e siècle avant notre ère, avec notamment les migrations (ou invasions) dites des « Peuples de la Mer », documentées en particulier par les archives égyptiennes. Il correspond aussi, dans la chronologie archéologique locale, au passage de l'âge du Bronze à l'âge du Fer. Ce fut en effet un moment de transformation historique radicale, puisque les royaumes mycéniens de Grèce continentale et de Crète s'effondrèrent, tout comme l'Empire hittite, ainsi que tous les Etats de la côte syro-palestinienne, mettant un temps l'Egypte à mal. L'archéologie montre l'effet de ces destructions sur de nombreux sites. La pratique de l'écriture, instrument de contrôle étatique par excellence, disparut dans un certain nombre de régions, dont la Grèce.

Invasions ou migrations ?

Au sortir de ces décennies de troubles, la Méditerranée orientale retrouva peu à peu le calme et de nouveaux Etats émergèrent.

Migrations et roman national

On évoquera pour finir un débat ouvert, et qui n'est pas sans conséquences aujourd'hui, celui de la fin de l'autonomie d'Israël du fait de la reprise en main par l'armée romaine en 73 de notre ère. La « Grande Révolte » fut en effet violemment réprimée et les derniers défenseurs, retranchés dans l'imposante forteresse de Massada près de la mer Morte, se suicidèrent plutôt que de se rendre. Aujourd'hui encore, les jeunes recrues de l'armée israélienne viennent prêter serment sur place et jurer que « Massada ne tombera pas une nouvelle fois » (« *Chenit Matzada lo tipol* »). Officiellement, la population juive aurait été alors expulsée de son territoire et se serait dispersée sur tout le pourtour de la Méditerranée, puis au-delà. Le retour de leurs descendants, d'autant plus justifié après les horreurs des persécutions et de la Solution finale, et donc la fondation de l'Etat d'Israël, serait la réparation naturelle de cette grave injustice historique.

Cependant, ce récit historique a été remis en cause récemment, notamment par des historiens israéliens. En effet, il n'y a pas d'autres exemples que les Romains aient expulsé

ainsi tous les habitants d'un territoire. En revanche, que le judaïsme ait pu se répandre aussi par conviction dans une partie de l'Europe est confirmé par l'Empire khazar dont les élites, au début du Moyen Âge, l'adoptèrent comme religion officielle. Une partie non négligeable des communautés juives européennes pourraient donc être issues de conversions anciennes, comme cela a été le cas pour le christianisme, il est vrai, quant à lui, imposé de force à tout l'Empire romain par l'édit de Théodose en 380.

Une autre migration touchant à l'histoire juive a également été remise en cause, cette fois par des archéologues israéliens. L'exode des hébreux conduit par Moïse hors d'Égypte où ils auraient été retenus, exode au cours duquel la mer Rouge se serait retirée pour laisser passer le cortège des fuyards, n'est en effet attesté ni par des sources écrites égyptiennes ni par des traces archéologiques. Il semble au contraire que les communautés des Hébreux aient progressivement émergé à partir de la fin du 2^e millénaire avant notre ère, qui plus est sur le territoire où ils seront historiquement connus. L'archéologie montre en effet, dans cette région et dans les premiers siècles du 1^{er} millénaire avant notre ère, l'absence de porcs dans les restes des animaux, mais aussi la présence de figurines féminines et d'autres en forme de taureaux – ce qui sans doute inspirera plus tard l'épisode du Veau d'or. Il est suggéré que le monothéisme juif aurait été une élaboration plus tardive, liée à une rédaction de la Bible lors de la captivité des élites juives à Babylone, déjà évoquée.

Quelques leçons des migrations antiques

Avec la généralisation du système étatique et de ses corollaires, tels les armées de métier, les guerres perpétuelles, les conquêtes territoriales et l'esclavage, se mettent en place des relations interhumaines nouvelles, vouées à durer jusqu'à nos jours. Ce ne sont plus de lentes prises de possession, par de petits groupes, de territoires peu habités, au cours desquelles les rapports violents n'étaient pas exclus, mais des conquêtes militaires rapides, quitte à être éphémères. Chacune des entités étatiques semble habitée par le besoin irrépressible de s'étendre indéfiniment dans l'espace, ne serait-ce que pour accroître sa légitimité auprès de ses sujets. Rares sont les moments de paix durables, là où il existe des Etats. Les migrations y sont donc par définition violentes, quelle que soit leur importance, qu'il s'agisse de colonisations par des conquérants, de ripostes de la part des « barbares », de déportations imposées, d'achats d'esclaves.

5

Quand les barbares « envahissaient » l'Empire romain

Un certain nombre d'idéologues ne ressassent-ils pas régulièrement que non seulement la chute de Rome serait due au déferlement de barbares assoiffés de sang, mais que, finalement, nous serions à notre tour, aujourd'hui, en train de revivre le même cauchemar avec l'arrivée en masse de populations d'origine africaine, œuvrant à un « grand remplacement » ?

De terrifiants désastres rythmeraient cet irrémédiable effondrement, depuis le franchissement du Rhin gelé le 31 décembre 406 de notre ère par quelque 30 000 Vandales, Suèves et Alains, jusqu'aux sacs successifs de Rome, d'abord en 410 par les Wisigoths d'Alaric, puis en 455 par les Vandales de Genséric, et enfin en 546 par les Ostrogoths de Totila, scènes

de pillages abondamment illustrées par la peinture de style pompier du 19^e siècle. Sans compter les Huns, conduits par Attila, ce « fléau de Dieu », repoussés de justesse à Paris grâce à l'apparition de Sainte Geneviève, puis défaits par les forces du Bien aux champs Catalauniques près de Reims en 451 – et jusqu'au point d'orgue terminal : la déposition par Odoacre du dernier empereur de Rome, le jeune Romulus Augustus (qualifié ensuite par dérision de « Petit Auguste »), le 4 septembre de l'an 476, date souvent retenue comme celle de la fin de l'Antiquité et du début du Moyen Âge. La réalité n'a pourtant pas grand-chose à voir avec cette vision apocalyptique.

Mais revenons en arrière pour camper le paysage culturel de l'Europe vers le 2^e siècle avant notre ère (...). Le long de côtes septentrionales de la Méditerranée s'étend progressivement, à partir du 8^e siècle avant notre ère, la première zone, soit le domaine des cités-Etats : celles de la Grèce, lesquelles, à partir de la péninsule originelle, essaient par dizaines autour de la Méditerranée mais aussi de la mer Noire, fondant par exemple Marseille (...) et colonisant tout le sud de l'Italie ; mais aussi celles de Phénicie, lesquelles donnent naissance à leur tour aux villes carthagoises et occupent avec Cadix le sud de la péninsule ibérique ; celles des Etrusques, dans l'actuelle Toscane ; et bientôt Rome à son tour. Si Grecs et Etrusques se contentent d'occupations limitées, sous forme de villes ou de comptoirs, les Carthagoises, du moins jusqu'à leur défaite définitive, mais surtout Rome commencent à s'étendre de proche en proche, annexant des territoires successifs, occupant bientôt toute l'Italie, le sud de la Gaule et une partie de l'Espagne.

Etats celtes et balkaniques

La deuxième zone, médiane, qui jouxte immédiatement la précédente et s'étend de l'Atlantique à la mer Noire, est celle d'Etats « barbares » en formation, où les élites fondent une partie de leur prestige et de leurs richesses sur le commerce entretenu avec les cités-Etats. (...) Comme en témoignent les historiens grecs et romains, le territoire de la Gaule, au sens que lui donne Jules César, c'est-à-dire plus ou moins l'actuel territoire français, est partagé en une soixantaine de ces petits Etats. Le même César écrit, dès le début du récit auto-hagiographique de sa « Guerre gauloise » (*De Bello Gallico*) qui dura de 58 à 51 avant notre ère, que la Gaule tout entière se divise en trois grandes parties, lesquelles ont peu à voir entre elles du point de vue des langues et des coutumes. Mais les archéologues classent néanmoins la majorité de ce territoire dans un ensemble culturel plus vaste, dit de « La Tène ». Du nom d'un site suisse des bords du lac de Neuchâtel, cet ensemble s'étend alors des îles Britanniques jusqu'à la Bohême actuelle, en englobant le sud de l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche.

C'est néanmoins de cet ensemble qu'émergent à partir du 3^e siècle ces dizaines de petits Etats, centrés chacun sur une capitale, quadrillés par de grandes propriétés terriennes dans un paysage relativement déboisé et dotés déjà d'une économie monétaire. (...) Au fil de son expansion, la république romaine, bientôt devenue empire, annexera une grande partie de cette zone médiane dont les Etats en formation offraient des systèmes sociaux relativement assimilables. Il en alla tout autrement de la troisième zone.

L'Europe des chefferies

En effet, au nord des Etats « barbares » formés ou en voie de formation, s'étendaient de nombreuses sociétés non étatiques et non urbaines, dont l'organisation sociale relevait en

général de ce que les ethnologues nomment des « chefferies », c'est-à-dire des sociétés villageoises plus ou moins inégalitaires.

La marche vers le Rhin

La première attestation historique de « barbares » nordiques est l'incursion dite des Cimbres et des Teutons à la fin du 2^e siècle avant notre ère qui, censés être partis du Danemark, affrontèrent victorieusement les légions romaines avant d'être anéantis par elles.

A cette époque, Rome, sortie victorieuse des guerres contre Carthage et ayant mis la main sur l'ensemble de l'Italie, venait en outre d'annexer tout le sud de la Gaule, sensiblement les actuels Languedoc et Provence (...). Dans cette logique de conquête, la république, en la personne de Jules César, va sous divers prétextes s'emparer de tout le reste de la Gaule en une décennie à peine, tout comme du sud de l'Angleterre, portant aussi le fer au-delà du Rhin.

La résistance à l'expansionnisme romain oblige les populations à mieux s'organiser, mais oriente aussi vers la guerre l'essentiel des préoccupations. Des alliances se nouent entre peuples, des ligues guerrières se créent, transformant les structures sociales et incitant à plus de verticalité. Aussi ces sociétés semblent peu à peu évoluer vers des formes pré-étatiques, cependant que les identifications ethniques ne cessent de se brouiller au fil du temps.

Les Goths, des Germains très chrétiens

Les (...) Goths (...) sont parmi les mieux connus de ces peuples germaniques : l'un d'eux, en effet, Jordanès, a composé vers le milieu du 6^e siècle de notre ère une *Histoire des Goths*. (...) Dans un premier temps, durant les 3^e et 4^e siècles, les Goths, mais aussi les peuples voisins, comme les Sarmates, les Hérules ou les Gépides, mènent des raids épisodiques contre les villes de l'Empire, autour de la mer Noire et dans les Balkans. Puis, sans doute sous la poussée des Huns en 376, cet ensemble se fragmente.

Dans tous les cas, les Goths se convertissent progressivement au christianisme, notamment grâce aux efforts de l'évêque Wulfila, plus exactement sous sa forme dite arianisme. Attribuée au prêtre d'Alexandrie Arius, cette version du christianisme distingue plus nettement la personne du Christ de celle de Dieu que ne le fait la doctrine, restée majoritaire, de la Sainte Trinité, il est vrai un peu complexe à comprendre. Le grand schisme de 1054 entre catholiques et orthodoxes portera d'ailleurs à nouveau sur cette question, même si les enjeux véritables étaient plutôt de nature politique et impériale.

Le christianisme était par ailleurs la seule religion tolérée dans l'Empire romain depuis l'édit de Théodose de l'an 380, tous les autres cultes étant désormais interdits, leurs statues abattues et fondues dans des fours à chaux, leurs temples détruits ou transformés en églises.

Les Goths dans l'Empire

Face à l'avancée des Huns, une partie des Goths pénètrent peu à peu dans la partie orientale de l'Empire, qui les tolère à condition qu'ils deviennent à leur tour les gardiens de ses frontières. L'empereur byzantin Valens leur fournit d'ailleurs ravitaillement et équipement pour ce faire. Ils s'installent principalement dans (...) la partie septentrionale de l'actuelle

Bulgarie. (...) Le chef de ces Goths, désormais Ostrogoths, Théodoric, tout aussi chrétien, a été élevé à la cour de Constantinople comme otage et fait consul romain en 484. Il s'acquitte avec conscience de la tâche qui lui est confiée, prend à son tour le contrôle de l'Italie en 493 après avoir tué de ses mains Odoacre dans un guet-apens et devient l'empereur Théodoric le Grand tout en respectant officiellement la légalité romaine, son sénat et ses lois.

Vandales, Burgondes, Alamans et Lombards

Les Vandales, au nombre de quelques dizaines de milliers, et, rappelons-le, chrétiens de rite arien, gagnèrent (...) l'Espagne en repoussant les Wisigoths et, en 429, franchirent le détroit de Gibraltar pour s'installer en Afrique. (...) Après plusieurs victoires contre les armées romaines restantes et deux traités successifs en 435 et 442, ils régnèrent pendant un siècle sur toute l'Afrique du Nord romaine en y laissant plutôt un mauvais souvenir, du moins d'après les auteurs chrétiens catholiques (et non ariens). Ils entretenirent néanmoins d'assez bons rapports avec les populations indigènes berbères colonisées par les Romains, adoptèrent rapidement le latin comme langue de communication et le style de vie romain, et conservèrent l'administration romaine. Mais, en 533, le général byzantin Bélisaire, sur ordre de l'empereur Justinien, annexa l'Afrique du Nord. (...) Un siècle plus tard, les Arabes prirent peu à peu possession de toute la région. (...) Des Vandales, il ne restera plus que, peut-être, le mot Andalousie.

Les Huns, fléaux de Dieu, et les autres

Les Huns sont le paradigme même du barbare. Ils sont présents dans l'actuelle Ukraine vers la fin du 4^e siècle de notre ère. (...) Si des Huns sont présents, au côté des Goths, à la bataille d'Andrinople (378) contre l'empereur Valens, ils sont cinq ans plus tard alliés des Romains contre les Alamans.

Du côté des îles Britanniques

A l'extrémité occidentale de l'Eurasie, les îles Britanniques n'étaient séparées du continent durant les périodes glaciaires que par un fleuve qui recueillait entre autres les eaux du Rhin et de la Tamise. (...) Les Romains y débarquent à la suite de Jules César et colonisent la moitié méridionale de l'Angleterre, protégée des « barbares » du Nord par le mur d'Hadrien, puis encore plus au nord par celui d'Antonin.

La pression des barbares ne fit que s'accroître et (...) le mur d'Hadrien, après celui d'Antonin, fut abandonné à partir du début du 5^e siècle. (...) Une partie de la population indigène émigre alors vers l'actuelle Bretagne (...) de manière plus massive et ponctuelle au 5^e ou 6^e siècle. (...) Dans le même temps, de manière plus ou moins continue, des colons germaniques issus du continent prennent pied dans l'île et la « germanisent » progressivement. Cette colonisation, longtemps attribuée aux seuls Angles (qui ont donné son nom à l'Angleterre) et Saxons en un unique mouvement d'invasion (...), impliquant également des Jutes, des Frisons et même des Francs, bref diverses populations germaniques des bords de la mer du Nord. (...) A partir de la fin du 8^e siècle, les Vikings envahissent à leur tour l'Angleterre, avant que leurs lointains cousins, les Normands de Guillaume le Conquérant, n'y prennent pied à leur tour, un peu moins de trois siècles plus tard.

Les Francs, enfin !

Les Francs, qui nous ont donné notre nom, semblent à nouveau avoir constitué au 3^e siècle de notre ère, face aux Romains, un rassemblement de peuples germaniques, sans unité politique, mentionnés précédemment par les historiens sous le nom de Chamaves, Chattes, Chattuaires, Amsivariens, Bructères ou autres Sicambres. Etablis dans la basse vallée du Rhin, certains sont mentionnés au 4^e siècle comme hostiles, mais d'autres commencent à faire carrière dans l'armée romaine jusqu'à parvenir aux grades les plus élevés, comme Arbogast (Flavius Arbogastus), mort en 394. Au 5^e siècle, les Francs restés à l'extérieur occupent les anciennes provinces de Belgique, désormais abandonnées, dans le cadre d'un traité (*foedus*) avec l'Empire. Ils participent occasionnellement à des combats contre les « barbares » aux côtés de l'armée romaine, comme aux champs Catalauniques contre Attila.

Finalement unifiés sous la dynastie mérovingienne (du nom d'un hypothétique roi Mérovée), ils prennent pied avec Clovis dans le Bassin parisien. La conversion au catholicisme, très opportuniste, de ce dernier vers la fin du 5^e siècle ou au début du suivant lui permet de compter sur le soutien du puissant réseau des évêques de la Gaule face aux « barbares » chrétiens ariens. Il vainc les Alamans à la bataille de Tolbiac (Zülpich), les Wisigoths à celle de Vouillé, étend sa domination sur tout le sud-ouest de la Gaule et reçoit de la part de Byzance le titre de consul.

Le mode de succession franc, avec partage du royaume entre les fils, crée de sanglantes querelles de succession et l'émergence de plusieurs sous-royaumes, comme la Neustrie au nord-ouest (sauf la Bretagne), l'Austrasie au nord-est (incluant la Belgique et la Rhénanie), ou encore la Bourgogne et l'Aquitaine. Du point de vue des origines nationales, Allemands et Belges peuvent donc tout autant se réclamer des Francs que les Français. De même qu'ils peuvent se réclamer de Charlemagne, lequel abandonne le titre usuel de roi des Francs (*rex Francorum*) pour se faire couronner par le pape, le jour de Noël 800, empereur des Romains, titre que l'Empire byzantin refusa un temps de reconnaître.

Entre le latin comme langue administrative et les dialectes que pouvaient parler les Gallo-Romains soumis, les Francs, noyés au sein d'une société sans doute dix fois plus nombreuse, perdent rapidement leur langue, le francique, dont il ne subsiste que quelques dizaines de mots dans la nôtre (dont les couleurs blanc, gris, brin et bleu, ou encore guerre, émoi, épieu, éperon, garçon, fauteuil, haine, maçon, trêve).

Quelques leçons des migrations barbares

La première est que la notion de « peuple » parfaitement défini et délimité, que caractériseraient une langue standard unique, une organisation politique et une culture matérielle tout autant définies, n'a aucun sens à cette époque. Il s'agit à la fois de regroupements de circonstance, souvent dans un but militaire défensif ou offensif, et certainement accélérés par la présence, elle aussi militaire, de l'Empire romain, longtemps en expansion continue, du moins jusqu'au 2^e siècle de notre ère. Emblématique est par exemple la bataille des champs Catalauniques, censée être celle des forces du Bien (Rome) contre celles du Mal (Attila), mais qui opposa pour l'essentiel, des deux côtés, des troupes germaniques.

De fait, et c'est la seconde leçon, les « barbares » n'ont pas fait irruption soudainement et en masse dans l'Empire, le détruisant d'un seul coup. Le processus de fusion

s'est étalé sur plusieurs siècles et de diverses manières, parfois effectivement par invasion soudaine d'un groupe armé, comme la fameuse traversée du Rhin, qui n'a sans doute jamais gelé, de l'hiver 406-407, mais tout aussi bien par des arrivées individuelles ou en très petits groupes, comme par des traités (foedus) en bonne et due forme entre l'Empire et tel ou tel « peuple barbare ». Le but des « barbares » n'était donc pas de détruire, mais au contraire de s'intégrer, d'autant que la plupart du temps, on l'oublie souvent, ils étaient chrétiens, même si beaucoup d'entre eux étaient de la tendance dite « arienne », qu'un point de doctrine seulement séparait de la tendance qui l'a finalement emporté, le catholicisme que nous connaissons.

Certes, tout cela ne s'est pas fait sans violence. Mais l'Empire romain aussi s'est construit dans la violence, on l'a rappelé plus haut à propos de la conquête de la Gaule par Jules César, violence à la fois externe dans les guerres et interne par son système esclavagiste. (...) Et si le premier Moyen Âge voit se restreindre le périmètre de certaines villes, dans lesquelles des espaces libérés font l'objet d'un jardinage urbain, on aurait tort de penser que désormais toute l'Europe médiévale est plongée dans une « longue nuit », comme l'ont proclamé certains historiens.

Néanmoins, l'historiographie qui se construit peu à peu au fil des siècles suivants offre une image singulièrement négative de cette période, créant après coup le mythe des « invasions barbares » et d'envahisseurs sans foi ni loi (...). En Allemagne, ces mouvements ont débouché grâce à Charlemagne sur la constitution du Saint Empire romain germanique, vu comme la continuité légitime de l'Empire romain, et qui durera sous des dénominations diverses pendant un millénaire, jusqu'à ce que les guerres napoléoniennes y mettent fin en 1806. Les « invasions barbares » seront donc jugées positivement en Allemagne, notamment par le romantisme, qui estimait que le sang barbare avait régénéré un Empire romain décadent.

En France, au contraire, le non-dit était que ces Mérovingiens, Clovis en tête, pourtant le premier des « quarante rois qui ont fait la France » était en fait un Germain, constat plus douloureux encore après la défaite de 1870 et l'annexion de l'Alsace-Moselle. Aussi deux stratégies tentèrent de panser la blessure. La première était de « franciser » les noms propres, Karl le Grand devenant Charlemagne et résidant à Aix-la-Chapelle – et non à Aachen. La seconde a été de jeter un voile de réprobation sur cette première partie du Moyen Âge, avec ces « rois fainéants » qui ne cessaient de régler entre eux de sordides rivalités familiales, quand ils n'étaient pas simplement ridicules, comme « le bon roi Dagobert ».

Ce qui nous amène à une ultime leçon : les immigrants, hier comme aujourd'hui, n'ont pas bonne presse et servent de commodes boucs émissaires pour les malheurs du temps. Ainsi, ce n'était pas la mauvaise gestion de l'Empire romain qu'il fallait remettre en cause, ni son immense et ingérable superficie, ni ses inégalités et ses violences, internes et externes. Non, les coupables, c'était forcément les immigrés, les « barbares » !

La fin des « invasions barbares » au sens classique du terme n'a nullement marqué celle des mouvements migratoires, qui se sont poursuivis dans de nombreuses régions du monde et dans diverses directions.

Sans prétendre à l'exhaustivité et sans entrer dans tous les détails ni tous les débats, on évoquera une succession d'empires plus ou moins vastes et plus ou moins éphémères, avec entre autres les Arabes, qui, partis d'un petit territoire avec une foi monothéiste nouvelle, se constituent en quelques décennies un immense mais fragile empire ; les raids des Vikings qui razzient les côtes, découvrent l'Islande, le Groenland et même l'Amérique, fondent des royaumes en Grande-Bretagne, en Normandie, en Sicile et même en Russie, dans lesquels ils vont pourtant se fondre et disparaître culturellement ; les Turcs qui, venus d'Asie centrale, succéderont aux Arabes, construiront à leur tour un immense empire, mettront fin à celui des Byzantins et règneront durablement sur la Méditerranée ; les Mongols qui conquerront en très peu de temps le plus grand empire de tous les temps et sans doute aussi l'un des plus éphémères. En retour, les royaumes chrétiens d'Occident se lanceront à la conquête de Jérusalem et du Proche-Orient, qu'ils ne garderont pourtant que deux siècles à peine.

Les conquêtes arabes

Cette nouvelle province, située juste à l'est de celle de Judée (*Judaea*) et au sud de celle de la Syrie (*Syria*), s'étendait de la mer Rouge à la frontière syrienne, et jusqu'aux bords du désert arabe. Une ligne de fortins (le *limes arabicus*) la protégeait sur 1500 kilomètres, du nord au sud, contre les incursions des nomades bédouins. Exactement comme en bien d'autres points de l'Empire, son influence culturelle et commerciale s'y faisait sentir, et le christianisme, mais aussi le judaïsme, pénétraient sous diverses variantes l'ensemble de la péninsule Arabique, où de petits royaumes plus ou moins durables émergeaient progressivement.

C'est dans ce milieu culturel riche et largement acquis à ces divers monothéismes qu'en apparaît une variante nouvelle, sous la forme de la prédication du prophète Muhammad et de ses disciples au cours du 7^e siècle. Si la réalité historique de ce dernier ne fait guère de doute, les circonstances de son succès initial sont encore loin d'être claires, faute de sources strictement contemporaines, l'essentiel en ayant été rédigé au cours des deux siècles suivants – débat qui par ailleurs sort du présent propos. Toujours est-il qu'au nom de la nouvelle religion, qui, comme toutes les autres, ne manquera pas d'évoluer au cours du temps et de se diviser en de multiples interprétations et pratiques rivales, des conquêtes militaires foudroyantes prennent à revers tout au long du 7^e siècle les deux empires affaiblis.

Tout comme, à peine plus tôt, les mouvements germaniques vers l'Empire romain, les Arabes ne constituent pas une entité ethnique homogène. Parmi leurs nombreuses tribus se distinguent dès l'origine les Qaysites au nord et les Yéménites au sud. Et là aussi, toutes sortes d'autres entités ethniques s'agrègent en cours de route aux noyaux initiaux : Perses, Syriens, Palestiniens, Arabes chrétiens, Egyptiens, et finalement Berbères. Toujours est-il que dans les dix années qui suivent la mort du Prophète en 632, tout le Proche-Orient est conquis, suivi du Maghreb à partir de 670, tandis que le détroit de Gibraltar est franchi en 711 par les troupes arabo-berbères de Tariq ibn Ziyad – « Gibraltar » étant la déformation de « Jabal Tariq », la « Montagne de Tariq ». Ainsi le royaume wisigothique, qui occupait

jusqu'alors la péninsule ibérique, devient-elle pour sept siècles al-Andalus, dans une passionnante fusion culturelle entre les cultures arabo-berbères, chrétiennes et juives. Notons que Tarik et ses 7000 guerriers de diverses origines intervenaient aussi à la demande d'un chef wisigoth, Agila, en guerre contre un autre prétendant au trône, Rodéric. Dans le même temps, vers l'est, les troupes arabes submergent l'Iran, atteignent les oasis d'Asie centrale et s'arrêtent, comme Alexandre le Grand mille ans plus tôt, au niveau de la vallée de l'Indus.

Raisons et limites d'un succès

Face au christianisme très hiérarchisé de l'Empire romain, l'islam opposait une « communauté des croyants » (*Umma*) d'apparence beaucoup plus égalitaire. En sus de leurs motivations religieuses, ces armées bien commandées et à la cavalerie très mobile se heurtaient à des empires multiethniques à bout de course, dont les populations pressurées par les impôts les accueillait en fait en libérateurs. Ces événements n'ont sans doute pas été étrangers à la thèse, déjà évoquée, de l'historien arabe Ibn Khaldûn au 14^e siècle. Le pouvoir des empires sur leurs sujets repose à la fois sur l'impôt et sur leur désarmement. Ils doivent donc importer des barbares de l'extérieur afin d'assurer la défense des frontières, barbares pas toujours motivés – même si ce constat est plus valable pour les armées byzantines que pour celles de l'Empire perse sassanide avec sa cavalerie lourde et ses éléphants de guerre.

De fait, alors que le christianisme avait été imposé à tout l'Empire romain à l'exclusion de toute autre religion dès la fin du 4^e siècle, les nouveaux conquérants musulmans pratiquaient une relative tolérance, du moins avec les croyants monothéistes, qu'ils soient juifs ou chrétiens à l'ouest, zoroastriens ou manichéens dans l'ancien Empire perse. Simplement, à l'instar des conquérants dans les royaumes « barbares » de l'Empire romain, les musulmans étaient dispensés d'impôts contrairement à la population soumise. Cette tolérance religieuse s'est poursuivie pendant longtemps, même si la taxation était évidemment une incitation à la conversion. Par ailleurs, les conquérants étant au départ en nombre bien inférieur aux populations conquises, ils surent également laisser en place les solides administrations étatiques préexistantes, et ce n'est qu'au fil du temps qu'une certaine arabisation s'imposa. (...) L'expansion arabe, du moins pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, ne fut jamais que la continuation de l'Empire romain, avec des méthodes assez peu différentes, y compris la tolérance religieuse initiale, ou encore la fondation de villes nouvelles, comme Fustat (qui deviendra Le Caire), Kairouan, Bassora ou Koufa.

L'âge d'or de l'islam

La prise du pouvoir par la dynastie des Abbassides en 750 et le transfert de la capitale du califat de Damas à Bagdad sont concomitants de l'arrêt des conquêtes arabes. Désormais, l'occupation se professionnalise et les échanges se développent rapidement dans un espace unifié, depuis l'Espagne jusqu'aux frontières de la Chine et de l'Inde, de même que l'arabe s'impose comme langue unique de culture et de communication, tandis que l'islam se diffuse peu à peu en dehors de la stricte zone arabe. C'est pourquoi on a pu parler pour cette période qui s'étend du 8^e au début du 11^e siècle d'un « âge d'or de l'islam ».

Face à une Europe parcellisée, la transmission d'une grande partie de l'héritage culturel gréco-romain est assurée. Même au niveau de la vie quotidienne, les thermes,

oubliés de l'hygiène des Européens, se perpétuent avec les hammams du monde arabo-musulman. Les contacts lointains avec la Chine et l'Inde apportent le papier, moins cher et plus facile à produire que les coûteux parchemins en peau, mais aussi les chiffres dits « arabes », en réalité d'origine indienne, et tout particulièrement l'indispensable zéro. Des techniques de construction comme le pisé parviennent en France *via* l'Espagne d'al-Andalus, à quoi s'ajoutent aussi tout autour de la Méditerranée les arts de la table, dans un mélange complexe d'influences réciproques qui ne se sont jamais tariés.

Sans compter les mots venus de l'arabe dans la langue française à diverses époques, et dont on compte plus d'un demi-millier, comme abricot, alchimie, alcool, algorithme, amalgame (...), amiral, artichaut, azur, bougie, cabas, chiffre, chimie, coton, douane, échecs (*via* le perse), élixir, épinard, gabelle, gilet, goudron, hasard, jupe, luth, maroquin, matelas, mesquin, quintal, raquette, récif, sirop, sorbet, sucre, tambour, tarif, tasse, toubib, zéro...

Le constat historique d'une coexistence pacifique des différentes religions dans l'Espagne arabo-berbère d'al-Andalus a été remis en cause et qualifié de « mythe » et de « chimère » par le sémitisant espagnol Serafin Fanjul, dont l'ouvrage a été traduit en français – mais vivement critiqué par l'historien José Antonio Alcantud, qui lui a reproché d'être « passé du statut de chercheur à celui de héraut de l'anti-arabisme ». De même, l'historien Sylvain Gougenheim a contesté en 2008 le rôle du monde arabe dans la transmission des textes grecs, en ne se concentrant d'ailleurs que sur une partie du Moyen Âge, s'attirant de vives critiques et réfutations de la part de la communauté scientifique, en particulier dans deux livres collectifs.

La fin de la domination arabe

Dans tous les cas, la domination arabe va progressivement reculer. Le dernier émirat espagnol, celui de Grenade, disparaît en 1492 dans le cadre de la *Reconquista* – terme d'ailleurs historiquement discutable, puisque la population de la péninsule n'avait cessé de se mélanger : sans même remonter au néolithique, s'y étaient succédé Celtes, Phéniciens, Grecs, Carthaginois, Romains, Vandales, Alains, Suèves et Wisigoths, la présence arabo-berbère, de près de huit siècles, étant finalement la plus longue de toutes. On estime alors la population musulmane, descendante des immigrants arabo-berbères ou convertie, à au moins 700 000 personnes ; les rois catholiques s'engagent à leur laisser la liberté religieuse, comme c'était le cas dans les territoires déjà conquis, au point de le réaffirmer sous serment au moment de leur intronisation. Cette promesse fut rapidement trahie, suscitant des révoltes un peu partout et offrant donc le prétexte d'expulsions ou de conversions forcées, y compris sous la torture, comme le feront un peu plus tard les soudards de Louis 14 à l'encontre des protestants lors des « dragonnades ». (...) Les mosquées sont détruites ou transformées en églises comme à Cordoue ou Séville, l'usage de la langue arabe est interdit et des centaines de milliers de livres arabes sont brûlés.

Quant aux Juifs, ils avaient été l'objet de toute façon de persécutions régulières dans les parties « reconquises » de l'Espagne, notamment, comme ailleurs en Europe, au moment de la Grande Peste du 14^e siècle. Ils avaient déjà été expulsés, avec confiscation de tous leurs biens, de nombreux autres pays, comme en France successivement par Philippe Auguste (en 1182), Saint Louis (en 1254), Philippe le Bel (1306) et définitivement – jusqu'à la Révolution – par Charles 6 (en 1394). Un décret royal pris dès avril 1492 à l'Alhambra de Grenade

nouvellement conquis leur donne en Espagne quatre mois soit pour se convertir, soit pour être expulsés. On estime qu'il y eut 100 000 départs et 250 000 conversions.

Les nouveaux convertis, appelés marranes et sans cesse soupçonnés de pratiquer secrètement leur culte, étaient sous le contrôle constant de l'Inquisition. Quant aux réfugiés, certains rejoignirent le Portugal, qui les expulsa cinq années plus tard. Appelés Séfarades du nom de l'Espagne en hébreu médiéval, les Juifs de la péninsule ibérique rejoignirent alors l'Angleterre, les Pays-Bas, l'Afrique du Nord (où ils retrouvèrent les communautés juives arabophones déjà présentes), les régions de France non soumises directement au pouvoir royal, et beaucoup également l'Empire ottoman alors très tolérant, notamment la ville de Thessalonique. Parlant le judéo-espagnol, cette dernière communauté fut presque entièrement exterminée par le nazisme durant l'occupation allemande.

La traite arabo-musulmane ou orientale

Quelles qu'aient été les vicissitudes des pouvoirs successifs qui régnèrent sur le monde islamique – et l'on verra bientôt se succéder Turcs, Mongols et Ottomans –, l'un des faits migratoires les plus notables et les plus sinistres, bien que migration à bas bruit, fut la traite des esclaves depuis l'Afrique subsaharienne jusque dans les États méditerranéens. L'esclavage était l'une des institutions majeures aux fondements des civilisations gréco-romaines et se poursuivit pendant tout le Moyen Âge chrétien pour ne disparaître que très progressivement, ou plus exactement pour être remplacé par le servage (*servus* désigne d'ailleurs l'esclave en latin). Le mot « esclave », on l'a évoqué, vient des razzias de populations slaves des bords de la mer Noire, qu'acquéraient notamment des marchands vénitiens pour en faire commerce.

La traite arabo-musulmane est donc attestée dès le milieu du 8^e siècle, et l'on estime qu'auraient été déportés, jusqu'en 1300, environ quatre millions de personnes. Comme cette traite s'est poursuivie jusqu'au début du 20^e siècle, notamment en Afrique de l'Est, les estimations du total des personnes déplacées en quelque treize siècles sont de l'ordre de 11 millions de personnes. Les esclaves étaient achetés aux royaumes subsahariens, puisqu'en principe on ne pouvait réduire un musulman en esclavage – même si le Coran ne parle pas de l'esclavage et ne le justifie pas. Les deux routes principales étaient celle, la plus pénible, à travers le Sahara, d'oasis en oasis, et celle, maritime, le long des côtes orientales de l'Afrique.

Paradoxalement, c'est à la fin du 19^e siècle que le commerce des esclaves africains prit le plus d'ampleur, ravageant des régions entières du nord-est du continent. Cette tradition esclavagiste s'est poursuivie pratiquement jusqu'à nos jours, dans certains pays, comme la Mauritanie ou le Soudan.

Il a existé aussi en milieu arabo-musulman une traite d'esclaves européens, capturés soit sur les bords de la mer Noire, comme évoqué plus haut, soit en Méditerranée par les pirates « barbaresques ». (...) On estime que près d'un million d'esclaves européens auraient ainsi été enlevés, vendus, quoique parfois libérés, dans tout l'espace méditerranéen entre 1500 et 1800. Ce sont aussi des esclaves européens, achetés enfants dans le Caucase et en Crimée, puis soigneusement éduqués, qui formaient une partie des cadres supérieurs de l'armée et de l'administration d'un certain nombre de royaumes musulmans. Bénéficiant de

la force, ils s'emparèrent du pouvoir en Egypte en 1250 et s'y maintinrent pendant près de trois siècles sous le nom de Mamelouks.

Raids et navigations des Vikings

Situés à la périphérie nord-occidentale de l'Europe, les Vikings n'ont fait que poursuivre les mouvements des peuples germaniques enclenchés dès la fin du 2^e siècle avant notre ère avec la migration dite des Cimbres et des Teutons, et qui caractérisèrent tous les premiers siècles de notre ère. Leurs mouvements, néanmoins étalés du 8^e au 11^e siècle, ont pris des formes multiples, du simple raid ponctuel de pillards à des prises de possession territoriales durables, même si leurs langues et leurs cultures se sont à chaque fois rapidement dissoutes dans celles des colonisés. En effet, tous ces événements, quoique largement rapportés, n'auront mobilisé en tout que quelques dizaines de milliers de personnes, en nombre toujours inférieur aux populations conquises.

Leurs routes, maritimes et fluviales, les ont entraînés (...) vers l'est le long des fleuves russes jusqu'à y fonder le premier Etat, et vers l'ouest, apportant les premières présences humaines en Islande et atteignant l'Amérique, cinq siècles avant Christophe Colomb ! (...) On les appelle aussi les *Nortmanni*, les « Hommes du Nord », ce qui a donné notre mot « Normand ». Longtemps considérés comme de redoutables et féroces pillards, notamment par les témoins du temps, cette appréciation a été revue récemment, de sorte qu'on voit plutôt maintenant les Vikings comme des aventuriers résolus, pratiquant le commerce quand cela était possible, mais tout aussi bien le pillage à l'occasion.

De la Volga à l'Amérique

Des trois peuples scandinaves, les Danois, les mieux organisés collectivement, se dirigeront vers la Grande-Bretagne, les Norvégiens, plus individualistes, vers l'Islande, le Groenland et jusqu'aux côtes nord-américaines, et enfin les Suédois exploreront l'est, par les fleuves russes, jusqu'à Byzance. Les installations les plus durables seront celles de l'Angleterre, de la Normandie et de la Russie, sans compter l'Islande et les îles Féroé, où l'occupation purement scandinave sera définitive.

Les Danois occupent une partie de la Grande-Bretagne au milieu du 9^e siècle. (...) Dans le même temps, ils se portent sur les côtes françaises, attaquent le grand port marchand de Quentovic dans la Somme, remontent la Seine et assiègent Paris à plusieurs reprises, négociant régulièrement des tributs. Descendant vers le sud, ils échouent cependant devant Séville en 844 (...) face aux troupes de l'émir Abd al-Rahman 2.

L'un de leurs chefs, Dollon, obtint néanmoins en 911 au traité de Saint-Clair-sur-Epte la concession de la Normandie, sous la tutelle théorique du roi de France, en échange de sa conversion au christianisme, de la possible main d'une des filles du roi Charles le Simple et de la promesse de s'opposer aux raids vikings à venir. Un siècle et demi plus tard, son descendant direct, Guillaume le Conquérant, prendra avec succès le contrôle de l'Angleterre.

Et ils fondèrent la Russie...

Les Suédois enfin, sous le nom de Varègues, parviennent au lac Ladoga et fondent d'importants comptoirs commerciaux dans le nord de l'actuelle Russie, comme Ladoga (Staraïa) ou encore Gorodichtche, lequel donne naissance vers la fin du 9^e siècle à la ville de

Novgorod, sous l'autorité du Riourik, un chef viking assez mal connu ; il en agrandit les possessions, créant l'embryon du premier Etat russe.

L'invasion de l'Angleterre

C'est donc en 1066 que Guillaume le Conquérant (ou « le Bâtard ») descendant de Rollon, prit pied en Angleterre à la bataille de Hastings. Il passa ainsi du statut de duc de Normandie à celui de roi d'Angleterre. (...) La victoire contre Harold 2, dernier roi anglo-saxon, fut d'autant plus facile que ce dernier revenait à peine d'une dure bataille contre une autre invasion, cette fois venue de Norvège. Tout en réprimant des révoltes récurrentes, Guillaume assied peu à peu son pouvoir sur le pays. La noblesse normande et ses courtisans s'installent, bien qu'ils ne soient sans doute que quelques dizaines de milliers à l'origine. La plupart des terres sont confisquées et remises à des Normands, et il en va de même pour les dignités ecclésiastiques.

L'anglo-saxon est relégué comme langue populaire, au profit du latin pour les textes administratifs, et de l'anglo-normand, un des dialectes du français du Nord, qui devient langue de cour et langue véhiculaire. Au fil du temps, les deux vont cependant fusionner pour donner l'actuelle langue anglaise, que certains linguistes considèrent comme une sorte de créole. (...) Aussi la langue anglaise actuelle comprend-elle deux tiers de vocabulaire issus du français ou du latin, contre seulement un tiers de mots d'origine germanique, tandis que l'ordre des mots et la disparition des déclinaisons la rapprochent du français.

Des peuples turcophones à l'Empire ottoman

A la fin du 10^e siècle, se constitue pour deux siècles l'Empire ghaznévide, qui s'étend du nord-ouest de l'Inde à l'est de l'Iran actuel. Cet empire cède à son tour la place, à la fin du 12^e siècle, aux Seldjoukides, ensemble de groupes nomades venus également d'Asie centrale et convertis à l'islam à la fin du 10^e siècle. Ceux-ci s'emparent de l'Iran dans la première moitié du 11^e siècle, de Bagdad en 1055, de Jérusalem en 1071, en même temps que de la plupart de l'Anatolie, face à un empire byzantin en constante rétraction.

L'empire, à son tour en décomposition, des Seldjoukides fait face à la montée en puissance, à l'extrême fin du 13^e siècle, d'une petite tribu turque particulière installée dans le nord-est de l'Anatolie et dont le chef, Osman, agrandit peu à peu le territoire et commence à s'affronter à ce qui reste de l'Empire byzantin. Il est considéré comme le fondateur de l'Empire ottoman, qui porte son nom, empire qui va peu à peu s'étendre en direction des Balkans avec la bataille du champ des Merles (dans l'actuel Kosovo) en 1389, puis de l'Europe centrale jusqu'à menacer Vienne en 1529 et en 1683, tout en s'emparant d'une grande partie du pourtour de la Méditerranée jusqu'aux portes du Maroc, poussant également jusqu'à l'Ukraine et au Yémen. Son influence politique et culturelle sera considérable et sa présence rythmera une grande partie de l'histoire de la Méditerranée pendant six siècles. Il sera souvent l'allié du royaume de France, notamment sous François 1^{er}, qui entendait s'opposer ainsi au Saint Empire romain germanique, selon l'adage « les ennemis de nos ennemis sont nos amis ».

La prise de Constantinople en 1453 par le sultan Mehmed 2 dit le Conquérant marque traditionnellement la fin du Moyen Âge, mais pas celle de la ville qui, au milieu du 16^e siècle, devint la plus grande ville d'Europe avec plus de 700 000 habitants.

Des tribus nomades à l'Empire mongol

L'Empire mongol fut, avec environ 33 millions de kilomètres carrés, le plus grand empire de l'histoire du monde – avec l'empire colonial britannique, plus éclaté et tout aussi éphémère. A l'origine, il s'agit de diverses tribus nomades des steppes de l'actuelle Mongolie et des régions voisines. Leur pastoralisme est une réponse aux conditions environnementales de la steppe. Ces différentes petites chefferies, parfois en guerre entre elles ou avec leurs voisins, sont progressivement unifiées à la fin du 12^e siècle par Gengis Khan (dont le nom signifie « khan suprême ») qui soumet ou rallie simultanément différents peuples turcophones voisins, comme les Ouïgours, les Karlouks, les Tatars ou les Kirghizes. (...) Dans les années 1220, Gengis Khan étend son empire à toute l'Asie centrale, mais meurt en 1227, à 60 ans.

Selon la coutume mongole, d'ailleurs peu différente de celle des Francs, son empire est partagé entre ses quatre fils, en principe sous la tutelle de l'un d'eux, devenu à son tour « khan suprême », en l'occurrence Ögödei. Le petit-neveu de ce dernier, Kubilaï (1260-1294), conquiert l'ensemble de la Chine, installe sa capitale à Beijing et fonde ainsi en 1271 la nouvelle dynastie chinoise (quoique mongole) des Yuan. (...) C'est son règne que décrira le voyageur italien Marco Polo qui travailla directement à son service. (...) La dynastie Yuan ne durera que jusqu'en 1368, minée par les révoltes et les rivalités, et remplacée par la dynastie Ming, à nouveau chinoise – et d'ailleurs la dernière véritablement chinoise, puisqu'elle disparaîtra en 1644 avec la conquête des Mandchous de la dynastie Qing, qui règnera jusqu'à la fin de l'empire lui-même, en 1912.

Poursuivant d'une certaine façon l'œuvre de Gengis Khan par l'ampleur de ses conquêtes, Tamerlan, ou plus précisément Timour Leng, c'est-à-dire Timour le Boiteux, prend en 1370 la tête d'une tribu turque, les Balas dans l'actuel Ouzbékistan, et mène pendant trente-cinq ans une vaste série d'avancées et d'exterminations, dont il ne restera pas grand-chose après sa mort en 1405. (...) En définitive, sous la forme qu'il prit, l'Empire mongol était dès l'origine voué à disparaître à plus ou moins brève échéance. (...) Le bref empire de Gengis Khan fut cependant, et paradoxalement, un moment de paix et de circulation des hommes, des marchandises et des idées – le tout aidé par un système postal élaboré -, ainsi que de grande tolérance religieuse, dont profitèrent les missions chrétiennes.

Les ambitions des croisades...

Les croisades sont, avec la *Reconquista* ibérique, les seuls mouvements migratoires d'ampleur, en l'occurrence vers le sud et l'est, de populations d'Europe occidentale durant le Moyen Âge classique (ou second Moyen Âge). Il est vrai que les Européens surent largement se rattraper pendant les siècles ultérieurs. Ces croisades procèdent officiellement d'une intention avant tout religieuse, mais elles s'accompagnèrent aussi d'ambitions territoriales, commerciales et économiques. Cet aspect économique est d'ailleurs leur seul point positif, car elles furent en définitive un échec et fragilisèrent en outre, plutôt que de la conforter, la position des chrétiens d'Orient.

L'islam, qui se réclame de la Bible comme des Evangiles, même si le Christ y est seulement considéré comme un prophète (Issa), n'a pas fait autre chose que d'en continuer

la logique, avec toutefois plus de tolérance, puisque le christianisme et le judaïsme y étaient tolérés, en contrepartie, on l'a vu, d'un impôt.

Quant aux croisades, on en compte officiellement huit, réparties sur à peine deux siècles, entre la première, qui vit la prise de Jérusalem en 1099 et l'établissement de petits Etats sur les bords orientaux de la Méditerranée, et la huitième en 1272. Plusieurs armées se mirent donc en route en 1096, pour rejoindre au niveau de Constantinople et, le Bosphore franchi, se diriger à travers l'Anatolie et le Levant jusqu'à Jérusalem, qui fut prise le 15 juillet 1099. Massacres et actes de torture, voire de cannibalisme, ont été relatés par les chroniqueurs Raoul de Caen et Albéric d'Aix. Le passage des croisades en Europe fut par ailleurs marqué par de nombreux pogroms contre les Juifs, subitement accusés de tous les maux, particulièrement en Rhénanie – moyen éventuel d'effacer les dettes contractées auprès de créanciers juifs qui, contrairement aux chrétiens, étaient autorisés à pratiquer l'usure.

Et leurs échecs...

Après deux autres croisades indécises, la quatrième en 1204 marqua un tournant. En effet, les Vénitiens acceptèrent de transporter les croisés par mer, tout en les incitant à prendre et à piller Constantinople au passage, un dévoiement total du saint projet, mais qui faisait leurs affaires. Venise arbore toujours une partie du butin, comme le quadrigue en bronze (une copie) qui orne la façade de la basilique Saint-Marc ou le groupe de quatre empereurs romains (les tétrarques) en porphyre à l'un des angles de la même basilique.

S'ensuivront encore quatre autres croisades, Saint Louis mourant du scorbut ou du typhus devant Tunis au cours de la huitième en 1270. Au terme de ces huit croisades, Jérusalem avait été reprise par les musulmans et les éphémères Etats latins avaient disparu. Les relations entre chrétiens et musulmans – qui n'avaient d'ailleurs pas vraiment saisi les motifs officiellement religieux de ces invasions – s'en trouvèrent durablement dégradées, au point de rester un thème de propagande de la part des mouvements islamistes extrémistes actuels. Durablement dégradées furent tout autant les relations entre le catholicisme et la chrétienté orthodoxe. (...) D'un point de vue économique néanmoins, les croisades ont ouvert l'espace méditerranéen et favorisé l'essor commercial des cités marchandes italiennes.

Quelques leçons des migrations médiévales

Après les royaumes fluctuants qui avaient accompagné la fin du vaste Empire romain et du non moins vaste Empire perse, la seconde partie du Moyen Âge, qu'on appelle aussi le second Moyen Âge, a vu se reconstituer de nouveaux grands empires, comme auparavant, dans la violence de conquêtes territoriales au service de la gloire des dominants. Ces empires ont été, par définition, multiethniques, comme l'étaient aussi les armées qui les constituèrent, des Arabes aux Mongols ou aux Turcs. Ils ne furent cependant pas que violents, et leurs vastes superficies furent au contraire favorables à la circulation des hommes, des marchandises et des idées. Ces mises en contact, y compris le long des routes de la soie, des deux extrémités de l'Eurasie et du nord de l'Afrique, ont représenté une première mondialisation, qui ne fera que se développer dans les siècles suivants.

La pratique, plus ou moins rigoureuse, des religions monothéistes, chrétienne ou islamique, au sien de ces différentes entités politiques a joué un rôle historique beaucoup plus important que ce qui avait pu être le cas des religions de l'Antiquité, plus attachées à l'efficacité du quotidien qu'au respect absolu d'une transcendance inconnaissable. Ces nouvelles formes de pensée ont assurément structuré les visions impériales et impérialistes du monde. La religion et l'Eglise catholiques (mot qui signifie « universel », tout comme orthodoxe veut dire « pensée juste ») façonnent fortement le monde chrétien occidental, avec son organisation pyramidale et son autorité capable de déclencher excommunications ou croisades. La Bible délivre désormais la seule explication possible du monde et l'Inquisition y veille depuis le début du 13^e siècle.

Une certaine tolérance a pu régner pendant certaines périodes, en particulier dans le monde islamique, du moins vis-à-vis des autres monothéismes – et en général contre argent comptant. Les communautés juives en Occident ont en revanche régulièrement fonctionné comme boucs émissaires et, quand elles n'ont pas été purement et simplement massacrées, ont sans cesse subi expulsions et confiscations.

Le Moyen Âge se termine traditionnellement, au choix, soit avec la chute de Constantinople en 1453, soit avec la « découverte » de l'Amérique en 1492. Mais pour certains historiens, c'est seulement au cours du 16^e siècle que l'on change réellement de période et d'univers et que la Renaissance s'accomplit pleinement, au moins dans le domaine intellectuel, à défaut de l'être dans les mœurs, qui furent particulièrement violentes durant tout ce même siècle occidental – siècle aussi des débuts de la colonisation européenne et de sa domination sur le monde pour un demi-millénaire.

7

Quand l'Europe partait à la conquête du reste du monde

Dans la classification chronologique des historiens français, la période dite « moderne » s'étend de la fin du Moyen Âge à la Révolution française. On entrerait ensuite dans la période « contemporaine ». Les historiens d'autres pays découpent évidemment l'histoire autrement. (...) Au sortir des sociétés solidement tenues par l'Eglise catholique tout au long du Moyen Âge, on entre avec la Renaissance dans une nouvelle période intellectuelle, à la fois plus laïque, marquée par la redécouverte des textes de l'Antiquité, par l'essor de la philosophie et de l'humanisme, qui conduiront finalement au siècle des Lumières, dont la Révolution sera le débouché naturel.

Alors même que les incessants mouvements migratoires qui avaient caractérisé l'Asie, une partie de l'Europe et tout le bassin méditerranéen pendant le Moyen Âge se ralentissaient peu à peu et que les situations se figeaient, les Européens allaient partir à la conquête du monde, pour des raisons d'abord commerciales et économiques, également religieuses et d'évangélisation, et finalement politiques et impériales. Après un moment exploratoire, dit des Grandes Découvertes, ils se lancèrent à travers tout le globe dans la fondation de vastes empires, assis sur des massacres, sinon des génocides et sur l'esclavage assorti de la déportation de 11 millions d'êtres humains depuis l'Afrique jusque vers les Amériques – suscitant néanmoins la réprobation d'une partie de leurs intellectuels, de

Montaigne à Voltaire. D'un point de vue politique, après les sociétés féodales où les pouvoirs s'équilibraient relativement, notamment entre le souverain et ses vassaux, la « modernité » déboucha sur la monarchie absolue, dont les blocages aboutiront à la Révolution.

Les explorations qui aboutirent aux « Grandes Découvertes » ne constituaient pas une nouveauté. L'intérêt pour des contrées inconnues est déjà manifeste dans l'*Odyssee* d'Homère avec les périple d'Ulysse, et grâce à l'historien grec Hérodote, on dispose de relations de voyage, plus ou moins exacts, prolongées durant l'Antiquité par des auteurs comme Hécatee de Milet, Pythéas, Posidonios, Strabon, Pline l'Ancien, Ptolémée et Pausanias, parmi les principaux. (...) La tradition se poursuit au Moyen Âge, aussi bien dans l'Empire byzantin que dans le monde arabo-musulman, avec des voyageurs comme al-Idrisi, ou encore Ibn Battûta, qui parcourut l'Inde et atteint Sumatra et la Chine, mais aussi Tombouctou et Zanzibar. Sans compter le voyage de Marco Polo, déjà évoqué.

Premières explorations systématiques

Les routes de l'Asie, qui avaient été un temps sûres à l'époque éphémère des Mongols, l'étaient beaucoup moins depuis l'essor de l'Empire ottoman et la chute de Constantinople, d'autant que les Ottomans percevaient de lourdes taxes sur les routes maritimes. Aussi les Portugais commencent-ils à explorer les côtes occidentales de l'Afrique, dans l'idée de pouvoir contourner le continent. Les Rois catholiques de leur côté, tandis qu'ils conquièrent le dernier réduit musulman de Grenade, entreprennent de financer en 1492 le Génois Christophe Colomb qui, partant de l'idée de la rotondité de la Terre (bien connue depuis l'Antiquité), prétend rejoindre les Indes et donc le lucratif commerce des épices. Les Portugais avaient refusé de le soutenir, car son évaluation de la distance entre l'Espagne et l'Inde par l'ouest, soit 3800 kilomètres, paraissait (à juste titre !) largement sous-évaluée.

Portugal et Espagne se partagèrent d'abord le monde, par le traité dit de Tordesillas de 1494, plutôt favorable aux Espagnols et garanti par le pape Alexandre 6, lui-même espagnol, de part et d'autre d'un méridien. Le traité excluait en principe toute autre puissance coloniale à venir. Les Portugais apprirent à contourner l'Afrique jusqu'en Inde, où ils commencèrent à établir des comptoirs au début du 16^e siècle, sans rencontrer de résistances particulières. (...) Ils furent néanmoins remplacés un siècle plus tard par les Hollandais, puis les Britanniques.

Le contrôle du Portugal sur l'océan Indien lui permit d'entretenir pendant tout le 16^e siècle un florissant commerce des épices, si prisées en Occident, mais sans bâtir d'empire territorial, au-delà de ses différents comptoirs. Les Hollandais, qui le supplanteront bientôt par l'intermédiaire de la très puissante Compagnie néerlandaise des Indes orientales (la *Bereenigde Osstindische Compagnie*, ou VOC), agiront tout autrement.

Espagnols et Portugais se partagent le globe

Les Espagnols, qui par le traité de Tordesillas s'étaient donc accordés les Amériques, Brésil excepté (...) Hernan Cortés partit d'Hispaniola (qui réunit aujourd'hui Saint-Domingue et Haïti) en 1519 contre les ordres du gouverneur de l'île et mit à bas l'Empire aztèque grâce à son armement supérieur et son intelligence politique en jouant les rivalités entre Aztèques et populations dominées, et en établissant son pouvoir dans le sang. En 1525, l'Empire

aztèque n'existe plus et sa capitale, Tenochtitlan, devient Mexico. Des exactions du même type sont commises par Francisco Pizarro [également espagnol], qui détruit l'Empire inca, il est vrai établi lui-même dans la violence, entre 1530 et 1534, et fonde Lima dans l'actuel Pérou en 1535.

Les Espagnols, dont la métropole compte environ 7,5 millions d'habitants, prennent peu à peu possession des terres qu'ils se sont attribuées et, entre 1500 et 1650, un demi-million d'entre eux émigrent en Amérique. Ils remontent progressivement vers le nord, c'est-à-dire le sud des Etats-Unis actuels, avec ce qui deviendra les Etats du Texas, de l'Arizona, du Nouveau-Mexique, du Nevada et de Californie, mais aussi vers le sud, avec le Guatemala et la côte occidentale de l'Amérique du sud. Ils découvrent des mines d'argent, en particulier celle de Potosi en Bolivie, qui vont constituer pendant les siècles suivants la fortune économique de l'empire, même si les bateaux qui rapportaient vers la métropole le précieux métal étaient régulièrement attaqués par les puissances rivales, souvent par l'intermédiaire de leurs corsaires patentés ou par des pirates agissant pour eux-mêmes. On estime que 40 000 tonnes d'argent ont ainsi été extraites en à peine deux siècles.

De leur côté, les Portugais, auxquels le traité de Tordesillas accordait par ailleurs le droit de conquérir l'Afrique, colonisent petit à petit le Brésil, découvert en 1500 par Pedro Alvarez Cabral, et obtiennent des Espagnols de s'étendre plus à l'ouest, au-delà du méridien défini par le traité de Tordesillas. Le Portugal ne compte alors qu'un million d'habitants environ et, contrairement à l'Espagne, n'a pas un très gros potentiel d'immigration.

Avec le développement de la canne à sucre, la main d'œuvre locale s'étant trouvée inopérante, commence la traite des Africains dont le Brésil sera le plus grand importateur, avec plus de cinq millions d'esclaves transportés, une traite qui se prolongera jusqu'au 19^e siècle, quand tous les autres pays l'auront abolie. Néanmoins, le pouvoir brésilien, une fois son indépendance acquise en 1825, ne mettra pas en place une législation ségrégationniste, contrairement aux Etats-Unis, ce qui explique le caractère très métissé de sa population actuelle.

L'offensive des puissances du Nord

Les puissances de l'Europe du Nord-Ouest – Angleterre, France, Pays-Bas (libérés de la tutelle des Habsbourg à la fin du 16^e siècle et devenus les Provinces-Unies) n'étaient entre-temps pas restées inactives. Le but restait toujours le même : rejoindre les Indes par l'ouest, en traversant au plus vite ces nouvelles terres inconnues. (...) Dans un premier temps, les Anglais comme les Français surent nouer des contacts relativement pacifiques, évidemment intéressés puisqu'ils étaient très minoritaires, pionniers isolés ou en petits groupes, et ignoraient tout du pays. Du côté français fut ainsi fondée la vaste mais éphémère Nouvelle-France, qui s'étendait de la Nouvelle-Orléans jusqu'au bassin du Saint-Laurent dans l'actuel Canada et atteignait les Rocheuses, recouvrant en tout ou partie une quinzaine des Etats actuels des Etats-Unis, tandis que Hollandais et Anglais se concentraient sur la côte atlantique.

La population française dépassa 15 000 habitants vers la fin du 17^e siècle et atteignit 60 000 au milieu du siècle suivant. Toutefois, les affrontements constants avec les Anglais et leurs alliés iroquois, même si les Français avaient leurs propres alliés indigènes, Hurons-

Wendats, Micmacs, Wolastoqiyiks (ou Malécites) et autres, grignotèrent peu à peu le territoire francophone. En 1755, environ 15 000 colons français de la province alors appelée Acadie, l'actuelle Nouvelle-Ecosse, furent déportés et dispersés par l'armée anglaise dans différentes régions, dont la Louisiane alors française – où ils formeront la minorité francophone des Cajuns (ou cadiens) -, mais également emmenés prisonniers en Angleterre. Plus de la moitié mourut pendant cette déportation, appelée le Grand Dérangement. Le traité de Paris de 1763, au terme de la guerre de Sept Ans, acta la perte de la quasi-totalité du premier empire colonial français, soit toutes les possessions d'Amérique du Nord, à l'exception, provisoire, de la Louisiane, ainsi que des Antilles et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Une Amérique française

Ailleurs en Amérique, une tentative de colonisation française avait eu lieu en Floride, pourtant déjà occupée par les Espagnols depuis le sud, pendant le règne de Charles 9, entre 1562 et 1565. Il s'était agi cette fois de créer une colonie protestante qui aurait constitué une sorte de refuge pour les huguenots. C'était d'ailleurs une idée de l'amiral de Coligny, assassiné en 1572 lors de la Saint-Barthélemy. (...) En 1565, toute la garnison fut massacrée, après s'être rendue et contrairement à la parole donnée, par les Espagnols, arguant qu'il s'agissait d'hérétiques.

La population (...) des Amérindiens était en forte baisse à cause des maladies apportées par les Européens. On estime en effet leur nombre à environ sept millions pour toute l'Amérique du Nord au moment de l'arrivée des Espagnols. Ils ne seraient plus que quelques centaines de milliers deux siècles plus tard, ce qui n'empêche pas les révoltes, comme celle des Natchez en 1729. A partir de 1717, des esclaves africains commencent à être importés par milliers pour développer des plantations, mais aussi travailler dans les mines. En revanche, l'esclavage des Amérindiens, en principe interdit, ne donne aucun résultat satisfaisant. Quant aux colons, ils ne sont eux-mêmes que quelques milliers, à rebours de la colonisation anglaise des côtes atlantiques, qui avoisine le million.

Une partie de cette Louisiane fut perdue lors du traité de Paris de 1763 déjà évoqué. Et, en 1803, Napoléon Bonaparte en vendit le reste aux Etats-Unis, devenus indépendants depuis leur révolte contre l'Angleterre en 1776. Pour une surface de plus de deux millions de kilomètres carrés, soit quatre fois celle de l'actuel territoire métropolitain français, recouvrant tout ou partie d'une quinzaine des actuels Etats des Etats-Unis, le prix fut de 15 millions de dollars de l'époque, soit environ 256 millions de dollars ou encore 228 millions d'euros d'aujourd'hui.

Luttes pour les Antilles

Les Antilles, qui comptent près de 700 îles, récifs ou îlots, furent les premières terres atteintes par Christophe Colomb et elles n'étaient évidemment pas inhabitées : elles avaient été peuplées depuis les côtes de l'Amérique du Sud à partir de 3500 avant notre ère au moins. (...) Ces populations étaient estimées entre 400 000 et un million d'individus à l'arrivée des Européens, dont peut-être 120 000 à Cuba. Massacrées ou réduites en esclavage, elles déclinèrent rapidement face à l'arrivée des colons et des cinq millions d'esclaves apportés de force depuis l'Afrique et devenus largement majoritaires. Elles avaient quasiment disparu un siècle et demi plus tard.

Au fil des guerres et traités, le partage des îles entre puissances européennes se stabilisa au début du 19^e siècle. En 1804, Haïti déclara son indépendance à l'issue d'une guerre victorieuse contre les troupes de Napoléon, qui venait de rétablir l'esclavage dans les colonies françaises. Les autres indépendances furent plus lentes, comme celle de Cuba en 1902.

Enfin, après un échec dans la baie de Rio de Janeiro, les Français entreprirent de coloniser la Guyane, début de longues luttes avec les Anglais, les Hollandais et les Portugais pour ce territoire amazonien difficile et dont les limites exactes furent contestées jusqu'au début du 20^e siècle. L'esclavage y fut introduit dans les plantations comme dans toutes les colonies européennes, et la Guyane devient aussi un lieu de déportation à partir de la fin du 18^e siècle. Deux autres territoires contigus à la Guyane seront colonisés respectivement par les Anglais, l'actuel Guyana, et par les Hollandais, le Surinam.

Corsaires et pirates des Caraïbes

Largement distancées, au départ, par les Espagnols dans la course à la conquête des Amériques, les puissances frustrées, Angleterre, France et Pays-Bas, tâchent de s'opposer à eux par tous les moyens, d'autant qu'elles sont régulièrement en guerre avec l'Espagne, ou plus précisément avec le puissant empire de Charles Quint de Habsbourg. Les Hollandais, qui en font partie, réclament leur indépendance, les Anglais, qui les soutiennent, subissent la tentative d'invasion de l'Invincible Armada espagnole en 1588, tandis que la France, se jugeant encerclée par l'empire des Habsbourg, n'hésite pas à s'allier aux adversaires protestants de cet empire catholique lors de la guerre de Trente Ans (1618-1648). Si les traités dits de Westphalie qui conclurent cette dernière sont considérés comme fondateurs de l'Europe moderne et de sa conception de l'Etat-nation, la guerre n'en causa pas moins la mort de 20% des Européens, et ses ravages laissèrent des traces profondes dans la mémoire collective.

Dans ce contexte hostile, les ennemis de l'Espagne s'efforçaient donc d'intercepter les navires espagnols, lourdement chargés, qui apportaient à la métropole l'argent, en lingots ou en pièces, depuis la nouvelle colonie. Faute parfois de moyens, ils sous-traitaient ces actes de banditisme à des corsaires munis d'une « lettre de course » en bonne et due forme les autorisant à agir ainsi. (...) Tout autres étaient les pirates, qui agissaient pour leur propre compte. Ce pouvait d'ailleurs être d'anciens corsaires souhaitant changer de statut, ou devenus pirates faute de mieux lorsque les belligérants mettaient fin aux hostilités et par là même aux « lettres de course ». (...) Ainsi se formèrent dans plusieurs îles des Caraïbes des sortes de petites républiques autonomes pratiquant des coups de main en mer afin de survivre.

Colonisation anglaise et roman national états-unien

En novembre 1620 débarquent du bateau Mayflower une (...) pièce maîtresse du (...) roman national, les « Pères Pèlerins » (*Pilgrin Fathers*), des puritains anglais persécutés. Partis de Plymouth en Angleterre, ils fondent Plymouth dans l'actuel Massachusetts, à défaut d'une « Nouvelle Jérusalem », leur objectif officiel. (...) Ces pèlerins survivent la première année grâce à l'aide des Amérindiens Wampanoags et célèbrent leur première récolte en novembre 1621 par une action de grâce, un *Thanksgiving*, en principe en compagnie des

Amérindiens, ce qui deviendra une fête nationale en 1683 pendant la guerre de Sécession et fait partie des fêtes les plus importantes du pays.

On parle d'une « grande migration » (*Great Migration*) pour l'arrivée entre 1620 et 1640 d'une vingtaine de milliers de puritains anglais. Des protestants allemands, également persécutés dans leurs pays, les rejoignent : ils sont environ 10 000 à la fin du 18^e siècle. La colonisation s'étend peu à peu le long de la côte atlantique. Les Anglais s'emparent en 1664 de la colonie hollandaise de la Nouvelle-Néerlande (*Nieuw-Nederland*) fondée en 1624 (et qui avait absorbé une petite colonie suédoise) et de son village huguenot de la Nouvelle-Amsterdam (*Nieuw-Amsterdam*), laquelle est rebaptisée New York, en l'honneur du duc d'York, frère du roi Charles 2. Elle comptera 5000 habitants dès 1700 et 25 000 en 1775.

On compte finalement au milieu du 18^e siècle treize colonies, échelonnées le long de la côte, alors que le Nord et l'arrière-pays sont occupés par les Français. Un gouverneur, dépendant du roi, est à la tête de chacune, qui possède aussi une assemblée élue chaque année au suffrage censitaire masculin, composée des propriétaires d'origine européenne. La population est d'environ 2,5 millions en 1790, dont plus de la moitié en provenance des îles Britanniques, auxquels s'ajoutent Allemands, Suisses, Français, Hollandais, Scandinaves et autres pour environ un tiers, et enfin 20% d'esclaves déportés depuis l'Afrique. Ces esclaves sont surtout liés aux plantations du Sud, où ils représentent quelque 40% de la population, alors que leur nombre est très faible dans les colonies du Nord. Il existe aussi quelques affranchis. Il faut enfin ajouter environ 200 000 Amérindiens vivant dans les interstices de ces territoires faiblement peuplés et avec lesquels les rapports restent encore relativement pacifiques, même s'ils résistent aux tentatives d'évangélisation.

La métropole entend continuer à tirer profit de ses colonies, dont c'était à l'origine le but. Les produits qu'elles fournissent ne doivent pas utiliser d'autres navires qu'anglais, elles ne doivent acheter que des produits anglais et n'ont le droit d'exporter qu'en Angleterre. Mais les liens avec la métropole distante ont tendance à se desserrer, la contrebande s'intensifie, tandis que l'augmentation des taxes provoque de vifs mécontentements, auxquels le gouvernement royal répond par l'envoi de troupes. La population coloniale, composée en majorité de réfugiés politiques ou économiques qui avaient émigré là en quête d'une vie meilleure, bien qu'au détriment des Amérindiens, était donc assez normalement encline à la révolte. L'indépendance des treize colonies, qui déclarent leur union, est proclamée à Philadelphie le 4 juillet 1776. (...) Aidés par des renforts venus de France, d'Espagne et des Pays-Bas, mais aussi par certains de Amérindiens, les colons gagnent la guerre et obtiennent leur indépendance par le traité de Paris en 1783.

Le génocide amérindien

La conquête des Amériques prit rapidement la forme d'un véritable génocide, d'une sorte de migration « à l'envers » par disparition des autochtones. On estime que sur les quelque 60 millions d'Amérindiens que comptait le continent double à l'arrivée des Européens, 90% furent décimés en un siècle, en partie délibérément du fait des exterminations, des emprisonnements et déportations. Dans un premier temps en effet, un certain nombre d'entre eux furent emmenés en esclavage, y compris jusqu'en Espagne, sur les conseils mêmes de Christophe Colomb. Mais le traitement qui devait être réservé aux Amérindiens, tout nouvellement découverts et dont la Bible ne parlait pas, provoqua

d'intenses discussions, y compris au sein même de l'Église. La fameuse « controverse de Valladolid » opposa, en 1550-1551, les clercs souhaitant les protéger à ceux qui justifiaient la colonisation par leur caractère « sauvage » et privé d'âme. L'esclavage était de toute façon pratiqué par certaines sociétés amérindiennes elles-mêmes. Si la main d'œuvre africaine fut rapidement préférée, sauf dans les régions éloignées des circuits commerciaux usuels comme le Canada, on estime néanmoins qu'entre 2,5 et 5 millions d'Amérindiens furent réduits en esclavage entre la « découverte » des Amériques et la fin du 19^e siècle.

Une grande partie du génocide amérindien tint cependant aux maladies importées, contre lesquelles les indigènes n'étaient pas immunisés, comme la variole, la rougeole, la grippe, le typhus, le choléra, la peste, les oreillons, ou encore la rubéole. Ces maladies furent même délibérément utilisées lorsque des soldats transmirent à la tribu des Delaware des couvertures infectées par la variole lors du siège de Fort Pitt en 1764. L'introduction intéressée de l'alcool accrut encore les ravages.

L'autre génocide : la traite atlantique

Du côté occidental, c'est donc environ 11 millions d'Africains qui furent arrachés à leur pays, par l'intermédiaire de chefs locaux en guerre les uns contre les autres, et transportés en Amérique dans des conditions épouvantables entre le milieu du 15^e et le milieu du 19^e siècle. La traite était essentiellement liée à la culture de la canne à sucre. L'Occident ne connaissait en effet dans l'Antiquité et le Moyen Âge que le miel et le sucre des fruits – la betterave à sucre ne se répandra qu'à partir du 19^e siècle.

Les puissances européennes ne cherchent pas, à cette époque, à coloniser en profondeur les pays africains, lesquels, organisés en diverses royautes, étaient sans doute susceptibles de se défendre, et ne l'entreprendront à grande échelle qu'au cours du 19^e siècle. (...) Les Européens préfèrent donc acheter directement des esclaves auprès des potentats locaux, encourageant d'autant les guerres internes, comme l'avaient fait Grecs et Romains sur les côtes de la Gaule dans les derniers siècles avant notre ère et pour les mêmes besoins. Moins coûteux, ces achats dédouanaient également les puissances coloniales, au cas où elles auraient eu quelques scrupules, notamment par rapport à leurs convictions religieuses. Elle se contentaient donc d'implanter des comptoirs défendus par des forts et coexistaient, éventuellement, comme à Ouidah, sur la côte de l'actuel Bénin, où l'on trouvait flanc contre flanc des forts tenus respectivement par les Français, les Hollandais, les Portugais et les Danois.

La traite devint donc rapidement une activité industrielle depuis les ports de Bordeaux, Nantes ou La Rochelle, mais tout autant de Londres, Liverpool ou Bristol. Dans le cadre de ce commerce dit « triangulaire », les navires apportaient sur les côtes africaines des marchandises prisées par les notables locaux esclavagistes, et les esclaves obtenus en échange étaient emmenés vers les Amériques, d'où les commerçants repartaient, chargés cette fois de canne à sucre. Si la ponction annuelle n'était pas massive par rapport aux 20 millions d'habitants de l'Afrique d'alors, et inférieure à la croissance démographique, l'effet sur les sociétés africaines fut ravageur, sans parler des conditions de vie dans les colonies.

Révoltes, abolitions, rétablissement

Dans les Antilles françaises, (...) deux rébellions conséquentes eurent lieu en 1670 puis en 1722. Par ailleurs, des esclaves ne cessaient de s'échapper des plantations et formaient dans des régions difficiles d'accès de petites communautés de « marrons » (...) comme le *Quilombo dos Palmares* dans l'ouest du Brésil, qui compta jusqu'à 30 000 personnes et résista pendant tout le 17^e siècle ; ou le Grand Marais lugubre (*Great Dismal Swamp*) entre la Caroline du Nord et la Virginie, une zone d'environ 4000 kilomètres carrés où vécurent, réfugiées entre le début du 17^e siècle et l'abolition de l'esclavage, quelque 100 000 personnes. (...) Mais il en exista en de nombreux autres endroits, comme à la Réunion, en Guyane ou à la Jamaïque, entre autres.

La seule révolte qui finalement réussit fut celle d'Haïti, après le rétablissement de l'esclavage par Napoléon – seul cas, dans les temps récents, où un pays qui avait aboli cette pratique ait réussi à la rétablir. L'île ayant décidé de se constituer en république autonome en 1801, le dictateur y envoie des troupes, capturant en 1802 le chef de la révolte, Toussaint Louverture, contrairement à la parole donnée, et le déportant en France au fort de Joux dans le Jura, où il mourra un an plus tard. L'armée française est néanmoins défaite et la première république noire est proclamée le 1^{er} janvier 1804. L'indépendance n'est cependant admise par la France qu'en 1825 sous le règne de Charles 10, mais en contrepartie d'une énorme somme de 150 millions de francs-or destinée à dédommager les infortunés propriétaires d'esclaves, générant une dette qui ne s'éteindra qu'en... 1972, fardeau qui ne sera pas pour rien dans la perpétuelle instabilité du pays.

La traite est abolie en premier par le Danemark, et l'esclavage lui-même par la révolution française dès 1793 – mais après son rétablissement par Napoléon en 1802, il ne le sera définitivement qu'en 1848 seulement. Le Royaume-Uni abolit l'esclavage en 1833, mais indemnise généreusement les propriétaires. Aux Etats-Unis, il faudra, comme l'on sait, la guerre de Sécession, qui se termine en 1865, mais où l'esclavage est prolongé partiellement par un apartheid légal jusque dans les années 1960. Le Brésil, pays qui a reçu le plus d'esclaves (sans doute près de cinq millions) n'abolit l'esclavage qu'en 1888, mais sans compensations pour les propriétaires. Néanmoins, cette pratique, sous sa forme traditionnelle, a survécu jusqu'à il y a peu, sinon jusqu'à nos jours. Elle est signalée par exemple au Mali, en Mauritanie (où l'abolition officielle ne date que de 1981), au Soudan et dans les pays du Golfe. Mais cela n'inclut pas les formes plus « modernes », qui concerneraient plusieurs dizaines de millions de personnes dans le monde, comme la traite d'êtres humains, les réseaux de prostitution, le travail forcé (y compris, de manière clandestine, dans les pays démocratiques), la servitude pour dettes ou encore le travail des enfants.

Emprise européenne sur l'Asie du Sud

Si les Amériques devinrent pour les Européens d'importantes colonies de peuplement au sein d'empires esclavagistes, leur emprise sur l'Asie fut moindre. Ils se heurtèrent en effet à de puissants Etats constitués qui, bien que grignotés çà et là, offraient une certaine résistance. Si la plupart des pays asiatiques subirent des formes variables de colonisation, la population locale n'y fut jamais submergée par un apport important d'Européens.

Les Français arrivent (...) après l'échec d'une installation à Madagascar, mais après s'être emparés de la Réunion (l'île Bourbon, jusque-là inoccupée) et de Maurice (l'île de

France, où ils succèdent aux Hollandais). Ils s'installent en 1668 à Surat et en 1673 à Pondichéry ; puis s'étendent sur toute la côte orientale de l'Inde et établissent des alliances ou des protectorats sur les trois quarts du pays, qu'ils semblent contrôler en grande partie au milieu du 18^e siècle. Mais ils en sont progressivement chassés par les armées anglaises, ne gardant plus, aux termes du traité de Paris de 1763, que les cinq comptoirs de Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Mahé et Yanaon ainsi que plusieurs autres plus petits. Ils seront définitivement rendus à l'Inde en 1954, au moment où ils regroupaient environ 300 000 personnes, en très grande majorité indiennes, dont certaines garderont la nationalité française.

Echec (provisoire) au Japon

Les Occidentaux connaissaient l'existence du Japon. (...) Mais lorsqu'ils abordèrent finalement l'archipel, les Occidentaux se trouvèrent face à un Etat de type féodal parfaitement organisé. Dans un premier temps, les autorités locales restèrent ouvertes au contact avec ces « barbares du sud » (*Nanban-jin*) comme ils les appelaient. Les Portugais avaient abordé le sud de l'archipel en 1542 et apporté des arquebuses, que les habiles artisans japonais s'efforcèrent immédiatement de copier ; la poudre à canon était, elle, une invention chinoise des premiers siècles de notre ère. Des marchands portugais purent ainsi s'installer dans divers ports. En 1549 débarqua le missionnaire jésuite basque François-Xavier, qui commença son travail d'évangélisation avec l'accord des autorités locales et avec un succès certain, puisqu'au début du siècle suivant, les conversions se comptaient en centaines de milliers, et que les Jésuites s'installèrent à Nagasaki. Cette situation devint néanmoins alarmante aux yeux des Japonais et le dirigeant d'alors, Toyotomi Hideyoshi, décida en 1587 d'interdire la nouvelle religion, d'autant qu'elle tolérait l'esclavage, qui n'était pas autorisé au Japon.

Le commerce avec les Européens, Portugais et Hollandais, poursuivit cependant son essor dans un premier temps, mais les dirigeants – les shoguns de la dynastie Tokugawa, réels maîtres du pays, les empereurs en titre n'exerçant qu'un magistère moral et religieux – s'inquiétèrent également de la concurrence commerciale. L'édit Sakoku de 1635 interdit, sous peine de mort, aux Japonais de sortir du pays, tandis que les Portugais en furent expulsés en 1639. Seuls restèrent tolérés les négociants hollandais, qui furent toutefois cantonnés dans un îlot artificiel, Dejima (ou Deshima), dans la baie de Nagasaki. Le Japon demeurera ainsi fermé jusqu'à l'arrivée des canonnières américaines (les « bateaux noirs », *kurofuné*), du commodore Perry en 1854.

L'empire fermé des Ming

La Chine était connue de longue date des Européens. (...) A la fin du 15^e siècle, les empereurs Ming fermèrent le pays, interdirent les navires de haute mer et contrôlèrent strictement l'arrivée des étrangers. Cet isolement imposé explique en partie pourquoi la Chine, largement en avance d'un point de vue technique, sinon civilisationnel, sur l'Europe médiévale marqua ensuite le pas – du moins jusqu'au début du 21^e siècle.

C'est donc sous les Ming que les Portugais apparurent le long des côtes chinoises (...) en 1517. (...) Les Portugais obtinrent (...) la petite concession de Macao en 1557. (...) Le jésuite italien Matteo Ricci (...) s'installa à Guangzhou (Canton) en 1583. Il fut reçu par l'empereur à Beijing en 1601, premier Européen à avoir cet honneur, et obtint de pouvoir

construire une église. (...) Le commerce avec les Portugais et les Hollandais est florissant. Les Européens apportent des armes à feu et surtout de l'argent (sur le long terme, près d'un tiers de ce qui est extrait en Amérique) contre les produits chinois très prisés des élites européennes : porcelaines, soies, ivoires, laques, épices. Les Hollandais se sont installés pour leur part à Taïwan (...). Purement commerciales, les activités européennes en Chine ne débouchèrent sur aucun peuplement, celui-ci se limitant à Macao et à quelques comptoirs.

Une véritable migration, cette fois, viendra du nord. En 1644, les Mandchous mettent fin à la dynastie chinoise Ming, dont le dernier empereur se suicide, et fondent la dynastie Qing, la dernière à régner sur la Chine puisqu'elle laissera place en 1912 à la Première République. Les Mandchous, descendants de nomades, forment une société déjà urbanisée et entretiennent de nombreux rapports avec la Chine mitoyenne. (...) C'est donc sans grand mal qu'ils s'imposent à la tête de la Chine pour près de trois siècles, même si les massacres ne manquent pas, tout comme l'obligation, pour les hommes, d'adopter la coiffure mandchoue : le front rasé et les cheveux longs tressés en natte. Les Qing seront néanmoins incapables de résister aux incursions et interventions des Européens, de plus en plus brutales et invasives, sur le territoire chinois tout au long du 19^e siècle.

L'Australie, terre de prisonniers

L'Australie avait été « découverte » et peuplée par des *Homo sapiens* il y a environ 60 000 ans. (...) Dès 1788, une colonie pénitentiaire avec un peu plus de 700 prisonniers est installée dans la baie de Sydney. Les débuts sont difficiles, les condamnés n'ayant pas toujours les compétences requises pour se transformer d'un seul coup en efficaces cultivateurs. (...) Les rapports avec les Aborigènes, dont le nombre initial est estimé à 350 000 à l'arrivée des Anglais, se détériorent souvent, d'autant que ceux-ci sont décimés par les maladies européennes (variolo, grippe, rougeole), auxquelles s'ajoute l'alcool. Les Aborigènes ne pratiquant pas l'agriculture, même s'ils aménageaient leur milieu naturel de diverses manières, les colonisateurs ont considéré qu'ils n'avaient pas de droit de propriété sur leurs terres (qui étaient donc juridiquement terra nullius, « terre de personne ») et qu'ils étaient libres de les en spolier. De fait, la colonisation ne cessa de se développer, mais de manière très sélective et contrôlée, passant de 15 000 individus en 1815 à plus d'un million au milieu du 19^e siècle. Le reste de l'Océanie ne commencera à être colonisé, notamment par les Français, qu'au cours du 19^e siècle.

L'Europe des persécutions

L'Europe (...) (ou plutôt l'extrémité occidentale de l'Eurasie) vécut, pendant la même période, un certain nombre de migrations, bien qu'à une échelle plus réduite. Pour l'essentiel, elles furent en lien avec des persécutions religieuses. L'expulsion des Juifs et des musulmans de la péninsule Ibérique, au terme de la Reconquista espagnole, mena une partie des expulsés vers les côtes de l'Afrique du Nord, voire au-delà, puisqu'une importante colonie séfarade, parlant le judéo-espagnol, s'installa à Thessalonique. (...) A cela s'ajoutèrent les morisques, des centaines de milliers de musulmans en principes convertis au christianisme et quand même expulsés d'Espagne par la suite, dont un certain nombre s'installa en France.

Avec la réforme, des communautés protestantes durent à leur tour s'exiler, alors que les traités de Westphalie, en 1648, avaient introduit une certaine tolérance en Europe. La

désastreuse révocation de l'édit de Nantes par Louis 14 en 1685 fut le résultat d'un mélange de cynisme et d'aveuglement de la part du roi, car, à la suite des dragonnades qui avaient terrorisé les régions protestantes, multipliant exactions et tortures, et imposé des conversions forcées (de l'ordre de 400 000), il avait été décidé qu'en l'absence de protestants, l'édit n'avait plus lieu d'être. Environ 200 000 huguenots, soit 25% de leur communauté et 1% de la population française, bravant l'interdiction qui leur était faite, fuirent le royaume pour rejoindre des pays d'accueil, dont l'Angleterre, la Prusse, les pays scandinaves, la Suisse et les Pays-Bas et, de là, l'Afrique du Sud. Les temples furent rasés, les enfants arrachés à leur famille et placés dans des couvents, les pasteurs envoyés aux galères. Le protestantisme n'en continua pas moins à être pratiqué clandestinement, sans compter des révoltes épisodiques, comme celle des camisards des Cévennes au début du 18^e siècle. Les nouveaux immigrants apportaient aux pays d'accueil leur savoir-faire, notamment dans le domaine industriel (textile), perte notable pour le royaume de France, toutefois purifié de l'« hérésie ».

C'est au début du 15^e siècle qu'apparurent en Europe occidentale des cortèges colorés de familles entières, portant des lettres de recommandation du roi de Bohême Sigismond de Luxembourg, d'où leur appellation de « Bohémiens », et qui se disaient aussi « comtes de la petite Egypte », contrée mal située mais qui les fit aussi qualifier d'« Egyptiens », ce qui donna, en raccourci, les raccourcis de « Gitans » (de l'espagnol *Egiptano*) ou de « Gipsies ». Le terme de « Tsiganes » (*Zigeuner* en allemand, *Tsigan'* en russe) proviendrait du grec *atsigganos*, « intouchables », qui serait le nom d'une secte de manichéens de la côte turque (sous toute réserve). A quoi s'ajoutent aussi les dénominations de Manouches, de Sintis, de Kalès, de Romanichels, entre autres, ainsi que le terme plus « neutre » de « gens du voyage » - alors que la plupart d'entre eux sont sédentaires. Le nom de « Roms » est le plus communément utilisé par eux-mêmes et signifie « homme » dans leur langue, le romani, que l'on rattache aux langues indo-européennes du nord de l'Inde, comme l'hindi ou le sanscrit.

C'est seulement à partir des Balkans – dont ils composent toujours environ 10% de la population – et du 15^e siècle qu'ils sont identifiés et parviennent tout au long de ce siècle jusqu'en Espagne, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Suède et en Finlande. (...) Plutôt bien accueillis à l'origine, ils font assez rapidement fonction de boucs émissaires. Sur le territoire de l'actuelle Roumanie (...), ils sont réduits en esclavage et le resteront jusqu'en 1855. En Autriche, ils sont assignés à résidence et persécutés en Espagne, où ils sont en nombre et créent la culture *flamenca*. En France, certains sont condamnés aux galères, d'autres envoyés dans les colonies d'Amérique. Les persécutions ne cesseront pas, pour aboutir au génocide sous le Troisième Reich d'environ 250 000 Tsiganes (sans compter les « expériences » du docteur Mengele). La France institue en 1912 leur fichage systématique et, sous Vichy, les parque dans une vingtaine de camps. Aujourd'hui, on estime leur nombre à environ huit à dix millions en Europe, où ils forment la minorité la plus importante, et à environ 14 millions dans le monde.

Quelques leçons de trois siècles de colonisation européenne

Au-delà de la généralisation de l'idée impériale et de la volonté de puissance des souverains européens, ces trois siècles de colonisation européenne du monde furent d'abord mus par la recherche de profits commerciaux, concomitants de la naissance et de l'essor du capitalisme. Ce n'est pas par goût de l'aventure ou de la conquête que Christophe Colomb ou

Jacques Cartier se sont aventurés le long des côtes américaines, mais pour trouver une route plus courte vers les Indes et, accessoirement, pour atteindre un Eldorado ou un royaume du Saguenay dont leurs informateurs leur avaient vanté la richesse en métaux précieux. Ce sont les mêmes motifs qui poussèrent les Portugais à reconnaître la route par le sud de l'Afrique pour atteindre l'Asie orientale et ses épices, contournant ainsi les terres tenues par l'Empire ottoman. Mais toutes les sociétés n'avaient pas les mêmes moyens de résistance. Celles de l'Asie, là où il existait déjà des Etats organisés, comme en Inde, en Chine, au Japon ou dans la péninsule indochinoise, surent relativement bien se défendre, au contraire des communautés insulaires plus vulnérables de l'Indonésie ou des Philippines. Les sociétés des Amériques s'effondrèrent au contraire, ravagées par les massacres, les épidémies et l'alcool. Quant à l'Afrique subsaharienne, la conquérir n'intéressait pas encore, les esclaves pouvant être achetés directement auprès des royaumes locaux.

Le caractère forcément très divers de ces immigrations, joint aux métissages avec les populations envahies, a créé partout, sous les formes les plus variées, des sociétés créoles. Des Philippines à l'Afrique du Sud, en passant par le Brésil ou les Etats-Unis, des cultures nouvelles ont peu à peu fleuri. Certes, là où l'immigration a été la plus contrôlée et des barrières plus ou moins étanches établies entre les communautés, le peuplement d'origine européenne subit moins de mélanges qu'ailleurs ; mais contrôles et barrières auront peu à peu tendance à s'effacer au cours des deux siècles à venir.

De fait, avec cette nouvelle mondialisation, les immigrés européens découvrent de nouveaux aliments, de nouveaux animaux, de nouvelles plantes, de nouvelles cuisines, d'autres manières de vivre. Ainsi vont arriver en Europe, de divers continents, le tabac, la pomme de terre, le maïs, le riz, le café et bien d'autres plantes domestiques, tout comme le dindon, le cochon d'Inde (tous deux faussement rapportés à l'« Inde »), mais aussi le porc d'origine asiatique, qui remplace celui d'origine proche-orientale ou européenne, beaucoup plus proche des sangliers originaux.

Dans le domaine de la culture, au-delà de la gastronomie, le contact avec les sociétés indigènes et les esclaves africains n'a pas été sans effet sur le christianisme importé dans les Amériques, qui prit des formes beaucoup plus « païennes » et multicolores – y compris dans les mouvements évangélistes actuels, issus à l'origine du strict protestantisme. Des syncrétismes vont s'épanouir avec d'autres religions, notamment d'origine africaine, dont témoignent les différents vaudous des Amériques, qui inspirent dorénavant jusqu'aux films et aux jeux vidéo. Pour ne pas parler de la musique qui, avec le jazz, par un juste retour des choses, « colonisera » la culture nord-américaine et, de là, le reste du monde.

En Europe même, le contact avec des sociétés radicalement autres, qu'elles soient des Amériques ou d'Asie, a apporté aux intellectuels de très riches sujets de réflexion, y compris sur la relativité des cultures et des visions du monde, qui ont inspiré l'émergence de la pensée des Lumières au cours du 18^e siècle, laquelle modifiera radicalement le cours du monde pour les siècles suivants.

Quand les grandes puissances bâtissaient des empires coloniaux, accélérant les mouvements de populations

Les mouvements migratoires caractéristiques du siècle et demi qui sépare la Révolution française de la fin de la Seconde Guerre mondiale, et qui est aussi celui de la révolution industrielle, prirent trois formes principales (carte page 428). La première est la généralisation de la colonisation du monde par les puissances occidentales, qui continua à se faire dans la violence et les massacres, voire des génocides, comme dans le sud de l'Afrique ou en Australie. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, un nombre infime de nations ont réussi à conserver leur indépendance en Afrique comme en Asie.

La deuxième forme migratoire est précisément liée à la révolution industrielle. Celle-ci, pour son développement exponentiel, a besoin de drainer de plus en plus de main d'œuvre depuis les zones rurales vers les centres urbains ou miniers, d'abord depuis les régions environnantes, puis de plus en plus loin, et finalement à partir des colonies nouvellement conquises. En parallèle, la pratique de l'esclavage traditionnel périclita peu à peu au cours du 19^e siècle, même si les nouvelles puissances coloniales instituaient un peu partout corvées et travaux forcés, voire service militaire obligatoire.

La dernière forme migratoire, et non la moindre, est celle des réfugiés et déplacés, soit en temps de paix, comme ce fut le cas pour les Juifs fuyant les pogroms d'Europe centrale et orientale, soit surtout en temps de guerre, d'abord à l'époque de la Révolution et de l'Empire, puis avec les diverses répressions politiques de l'Europe du 19^e siècle, ensuite avec les échanges massifs de populations qu'engendrèrent les deux guerres mondiales, la disparition des Empires austro-hongrois et ottoman, la révolution russe, les génocides des Arméniens et des Juifs d'Europe, les dictatures en Allemagne, en Italie et en Espagne.

Le président Woodrow Wilson pouvait affirmer après la Première Guerre mondiale : L'Amérique est la seule nation idéale du monde [...]. L'Amérique a eu l'infini privilège de respecter sa destinée et de sauver le monde [...]. Nous sommes venus pour racheter le monde en lui donnant liberté et justice.

Reprise de la colonisation

Après la parenthèse de la révolution et de l'Empire et tous les bouleversements qu'ils entraînèrent, les affaires purent reprendre plus calmement dans les décennies qui suivirent. Les empires coloniaux nés des « Grandes Découvertes » avaient de toute façon bien changé. Celui de la France avait presque disparu au profit du Royaume-Uni, ceux de l'Espagne et du Portugal étaient en train de se défaire, tandis que celui des Pays-Bas s'était également restreint, au profit, encore une fois, du Royaume-Uni.

L'Afrique, jusqu'à présent restée largement en dehors, malgré les effets délétères de la traite esclavagiste, allait être dépecée, ce qui fut acté au congrès de Berlin en 1885. L'Asie du Sud allait de son côté être partagée entre le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas et l'Espagne, tandis que la Chine, sans être formellement colonisée, était mise sous tutelle. Enfin l'Océanie, avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Polynésie, commença à être occupée par les Européens.

Les migrations européennes vers leurs colonies ou anciennes colonies furent d'importance variable. Entre 1840 et 1940, 60 millions d'Européens émigrèrent, dont 35 millions vers les Etats-Unis, 5 millions vers le Canada, 6,5 millions vers l'Argentine et 4,5 millions vers le Brésil. Les terres nouvellement conquises de Sibérie accueillirent 7 à 8 millions d'émigrants, et l'Australie et la Nouvelle-Zélande 4 millions ensemble.

Par pays, entre 1850 et 1910, 13 millions de Britanniques émigrèrent, ainsi que 6 millions d'Italiens, 4 millions d'Allemands et 3,5 millions d'Espagnols et de Portugais. A rebours, les Français émigrèrent peu, d'autant que la saignée de la Révolution et de l'Empire ne les laissait pas en surnombre, contrairement à leurs voisins ; leurs seules véritables terres d'émigration furent l'Algérie (où ils ne furent pas les seuls Européens à s'installer) et la Nouvelle-Calédonie.

Vers la fin de l'esclavage

Le Royaume-Uni abolit l'esclavage proprement dit dès 1833, et la France, comme on sait, le fit pour la seconde fois en 1848. Dans son cas, et comme presque partout ailleurs, les propriétaires furent indemnisés, 30% d'entre eux étant d'ailleurs métis ou affranchis, à hauteur de 126 millions de francs-or (1,3% du revenu national, soit l'équivalent de 27 milliards d'euros d'aujourd'hui). Ces indemnités purent être ensuite réinvesties et furent à la source de nouvelles fortunes comme celle, par exemple, de la famille de l'ancien ministre conservateur anglais David Cameron. La condition des esclaves, là comme ailleurs, ne s'en trouva pas nécessairement améliorée. Désormais « libres », il leur fallait toujours travailler pour vivre, soit sur les plantations avec des salaires qu'ils ne maîtrisaient pas, soit sur de petits lopins de terre personnels. Comme ils devaient également prendre une identité, il leur fut cependant interdit de choisir un nom de famille français déjà attesté, et les officiers d'état civil prirent plaisir à les affubler de noms ridicules, comme Crétinoir, Pasbeau, Vulgaire, Macabre, Cocotier, Satan, Caracasse, Paindépice ou Gros-Désir.

C'est ainsi que fut créé en 1822 sur les côtes ouest-africaines le territoire du Liberia (comme son nom l'indique), avec pour capitale Monrovia, du nom du président James Monroe. Il ne devint formellement indépendant qu'en 1847, tout en restant sous la tutelle de fait des Etats-Unis et de grands propriétaires pour devenir, après des années de guerres civiles, un paradis fiscal et un pavillon de complaisance. Les Britanniques fondèrent pour les mêmes motifs Freetown (« Libre Ville ») en 1792, qui accueillit de nombreux affranchis ou esclaves évadés et deviendra la capitale de la Sierra Leone, tandis que les Français créaient dans le même esprit Libreville en 1849, tête de pont pour la conquête du Gabon, dont la ville deviendra aussi la capitale.

Aux Etats-Unis, une rigoureuse politique d'apartheid fut mise en place dans les Etats sudistes vaincus, qui ne sera progressivement levée qu'à partir des années 1960, tandis que le racisme ambiant était soutenu par des mouvements plus ou moins affichés ou semi-clandestins comme le Ku Klux Klan, fondé dès la fin de la guerre de Sécession, qui pratiquèrent des lynchages jusque dans les années 1950, assassinant au moins 6000 victimes afro-américaines.

Les nouveaux empires coloniaux : l'Afrique du Nord et de l'Ouest

De l'Égypte, la domination de la Grande-Bretagne s'étend vers le Soudan, sous tutelle égyptienne. En 1898 a lieu l'incident de Fachoda où les troupes françaises tentent de s'implanter dans la haute vallée du Nil et se heurtent à la zone d'influence anglaise. L'Entente cordiale entre les deux pays sera néanmoins signée six ans plus tard, en 1904. De fait, la France progressait depuis les côtes de l'Afrique de l'Ouest, et plus précisément du Sénégal, constituant peu à peu dans le dernier quart du 19^e siècle ce qu'elle appela l'Afrique-Occidentale française (AOF). Ce territoire comptait plus de 4,6 millions de kilomètres carrés, soit plus de huit fois la métropole, mais avec seulement 12 millions d'habitants, parlant environ 125 langues différentes ; un tiers de la population y était musulmane, l'islam étant en expansion. La colonie comprenait les actuels États indépendants du Sénégal, du Mali (ex-Soudan français), du Niger, de la Mauritanie, du Burkina-Faso (ex-Haute-Volta), du Bénin (ex-Dahomey), de la Guinée et de la Côte d'Ivoire. Le Togo y sera ajouté après la défaite de l'Allemagne en 1918.

A la différence de l'administration directe des colonies françaises, les Britanniques pratiquaient l'*indirect rule*, laissant en place les élites locales, ce qui assura une transition et prépara une décolonisation beaucoup moins violente.

L'Afrique méridionale et orientale

Plus au sud s'étendaient les territoires nouvellement annexés de l'Afrique-Équatoriale française (AEF), qui comprenait, sur 2,5 millions de kilomètres carrés, les États actuels du Congo (Brazzaville), du Tchad, du Gabon, de la République centrafricaine (ex-Oubangui-Chari), auxquels sera ajouté le Cameroun après la défaite de l'Allemagne. Là encore, une guerre fut nécessaire, cette fois contre le sultan Rabah, tué en 1900. Les terres les plus fertiles furent concédées à une quarantaine de sociétés privées qui régnaient en maîtres, imposant taxes et corvées, avec la bénédiction des administrateurs coloniaux. André Gide témoignera dans les années 1920 de la violence et des abus de ce système dans son *Voyage au Congo*.

Au centre s'étendait sur 2,5 millions de kilomètres carrés l'immense Congo belge – 83 fois la surface de la métropole -, d'abord propriété privée personnelle du roi Léopold 2. C'est à son sujet que Bismarck avait réuni en 1884-1885, lors de la conférence de Berlin, les représentants de 15 pays, soit l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Empire ottoman, l'Espagne, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie et la Suède-Norvège. Il s'agissait moins de partager en toute bonne conscience l'ensemble de l'Afrique, dont aucun représentant n'était évidemment présent, que de fixer des règles du jeu et de délimiter les frontières de chaque zone d'influence, afin d'éviter des mésententes, sinon des guerres.

Le véritable partage ne commença que dix à vingt ans plus tard, et différents traités bilatéraux scellèrent le dépeçage général dans la bonne humeur (carte page 429). Quant au nouveau Congo belge, les exactions y furent telles que la population, à l'origine d'environ 20 millions d'habitants, chuta bientôt de moitié. Si bien que l'État belge finit par reprendre la main sur la colonie. Si Bismarck avait pris l'initiative de la conférence, c'était aussi que l'Allemagne, partie dernière, entendait entrer dans le jeu. Ainsi s'empara-t-elle du Togo, du

Cameroun, de l'Ouest africain (qui deviendra la Namibie) et du Tanganyika (l'actuelle Tanzanie).

La colonie de l'Ouest africain était destinée à être la plus importante (...). Les résistances ne se firent donc pas attendre et, en 1904, éclata la plus grande révolte, celle des Hereros. La répression prit la forme d'un véritable génocide, le premier du 20^e siècle, le général Lothar von Trotha ayant donné un « ordre d'anéantissement » (*Vernichtungsbefehl*). Plus des trois quarts des hereros, à l'origine d'environ 80 000 personnes, furent exterminés. Par le traité de Versailles de 1919, l'Allemagne fut contrainte de renoncer à toutes ses colonies, l'un des prétextes invoqués étant les mauvais traitements infligés aux indigènes, dont semblaient donc exemptes, dans leurs propres colonies, les puissances victorieuses.

De fait, la Couronne britannique approfondissait son contrôle sur tout le sud de l'Afrique, après avoir mis au pas les territoires contrôlés par les Boers d'origine néerlandaise. D'autant que dans cette colonie jusque-là agricole (*boer* signifie « paysan » en néerlandais), de l'or et des diamants furent découverts à partir des années 1880, ce qui provoqua une ruée vers l'or, Johannesburg atteignant 50 000 habitants d'origine européenne à la fin du siècle. L'Angleterre décida donc d'accentuer son contrôle sur les territoires Boers relativement autonomes, ce qui déclencha la seconde guerre des Boers entre 1899 et 1902, une guérilla très violente contre laquelle l'armée britannique pratiqua la tactique de la terre brûlée et enferma dans une cinquantaine de camps de tentes la population civile, soit environ 150 000 personnes, dont 30 000 moururent. Ce furent les premiers camps de concentration de l'histoire, à égalité avec ceux, strictement contemporains, de l'armée américaine aux Philippines et de l'armée espagnole à Cuba. La population afrikaner n'en remporta pas moins les élections suivantes. Elle mettra en place, un demi-siècle plus tard, sa politique d'apartheid.

Dans sa poussée vers le nord, séparant définitivement l'Angola du Mozambique, la colonisation britannique créa, non sans violences, son protectorat sur les régions qui allaient devenir la Rhodésie du Nord et celle du Sud (du nom de l'administrateur et homme d'affaires Cecil Rhodes, fondateur de la *British South Africa Company* et de la compagnie de diamants De Beers), puis les actuels Zimbabwe, Zambie et Malawi.

Possessions françaises insulaires

A Berlin, avait également été reconnue la possibilité pour la France de s'arroger Madagascar, ce à quoi la poussaient les colons de la Réunion et les missions catholiques déjà établies dans l'île. Le débarquement armé fut chose faite à partir de 1883, mais la « pacification », où s'illustra le général Gallieni, fut interminable. Les pertes malgaches furent estimées à plusieurs centaines de milliers. Une importante force militaire dut être maintenue sur place, tandis que l'immigration européenne ne suivit pas. Des révoltes endémiques continuèrent à éclater, suivies de répression, dont la plus violente eut lieu en 1947, faisant plusieurs dizaines de milliers de morts.

Ruée vers l'Asie

La plus grande colonie européenne d'Asie fut évidemment l'Inde. La mainmise anglaise s'y est faite progressivement, en nouant des alliances et en jouant des rivalités entre les multiples principautés préexistantes. Néanmoins, le contrôle allant en s'alourdissant,

éclata en 1857 la « révolte des « Cipayes », du nom des soldats indiens supplétifs de l'armée anglaise. La révolte s'étendit bientôt à une grande partie du pays, largement soutenue par la population colonisée. Le massacre à l'arme blanche de 200 femmes et enfants dans l'actuelle ville de Kanpur servit d'argument pour déchaîner une répression féroce qui se compta au minimum en centaines de milliers de morts. La gestion de la colonie par la *East India Company* prit fin au profit d'une administration directe par la Couronne, et la reine Victoria devint également impératrice des Indes en 1876. Les élites indiennes conservatrices furent laissées en place et confortées dans leur rôle administratif.

Les Français, de leur côté, avaient entrepris la conquête de l'Indochine en obtenant en 1862 la Cochinchine, c'est-à-dire le sud de l'actuel Vietnam, puis un protectorat sur le Cambodge en 1863. Le roi y fut toléré, avant d'être finalement déposé en 1897. Puis, dans les années 1880, la partie centrale du Vietnam (l'Annam) et sa partie nord (le Tonkin) furent jointes à l'ensemble, parfois à l'aide de canonnières, à quoi s'ajouta le Laos en 1893, arraché au royaume du Siam (l'actuelle Thaïlande). Ce dernier constitua donc un autre glacis, cette fois entre l'empire colonial anglais et français, et restait en 1914 l'un des rares pays indépendants de la région. En Indochine, les insurrections ne manquèrent pas, en Annam comme au Tonkin, dans la répression (la « pacification ») desquelles s'illustrèrent Gallieni à nouveau, et Lyautey – bientôt appelé à diriger le Maroc en 1912. Entre le début de la colonisation et la Première Guerre mondiale, la population du Vietnam passa de 10 à 17 millions, tandis que les Français ne dépassaient pas 24 000 âmes, dont 20% de fonctionnaires installés en majorité dans les deux villes de Saigon et Hanoï.

De grandes plantations de riz concédées à des entreprises étrangères furent développées dans le Sud, mais les capitaux privés restèrent limités, tandis que les taxes sur la population étaient lourdes. Chemins de fer et mines, principalement de charbon, d'étain et de zinc, progressèrent. Une grande partie de l'économie reposait sur la population chinoise, qui entretenait de bons rapports avec le colonisateur. Cette minorité peu aimée du reste de la population constitua une grande partie des *boat people* qui fuirent le Vietnam en 1975. Dans tous les cas, l'administration française fut incapable de faire face aux sentiments nationalistes montants.

Plus loin encore, se trouvait la Nouvelle-Calédonie, ainsi nommée par le capitaine Cook, qui la reconnut en 1774. Fréquentée ensuite par divers baleiniers et missionnaires, elle fut déclarée française en 1853. Napoléon 3 souhaitait en effet, à l'instar des Anglais en Australie, y installer une colonie pénitentiaire. Dans les années 1860 à 1880, celle-ci recevra quelque 10 000 prisonniers, dont plus de 4000 à la suite de la répression de la Commune de Paris. Mais ces derniers seront amnistiés en 1880, parmi lesquels Louise Michel à qui on doit la célèbre formule : « Le pouvoir est maudit, c'est pourquoi je suis anarchiste ». D'autres prisonniers politiques, dont plus de 2000 résistants algériens, notamment kabyles, y seront également internés. La déportation de bagnards se poursuivra jusqu'en 1897, mais des prisonniers politiques y seront ajoutés ponctuellement. Après leur libération, les bagnards recevaient un lopin de terre, pris aux Canaques, et restaient en général sur place. Pour aider au peuplement, le gouvernement incita des femmes prisonnières de droit commun à s'installer dans l'île, sous la surveillance de religieuses, et à épouser des bagnards libérés. Sa richesse essentielle provient de l'extraction du nickel. Toutefois, les révoltes canaques scandèrent régulièrement l'occupation française.

Les Philippines, la Chine et le Japon

Dans les Philippines, les Etats-Unis profitèrent de la guerre déjà entamée entre l'Espagne et Cuba pour intervenir dans l'archipel en 1898 et détruire entièrement la flotte espagnole dans la baie de Manille. Mais ils se heurtèrent ensuite à une guérilla indépendantiste commencée sous la tutelle espagnole.

Les Etats-Unis avaient également envoyé leurs canonnières un demi-siècle plus tôt dans les ports du Japon, lorsqu'en 1854 le commodore Perry avait contraint l'Empire nippon, strictement fermé aux étrangers jusque-là, à s'ouvrir à la liberté du commerce. L'élite politique nipponne comprit très vite la leçon et, profitant d'un Etat déjà solidement structuré, engagea en 1868, dans le cadre de l' « ère meiji », une modernisation à marche forcée du pays dans tous les domaines, en s'inspirant du modèle des pays capitalistes les plus développés du moment.

Lancé dans une nouvelle mais éphémère politique impériale, le Japon de l'entre-deux-guerres mit la main sur une partie de la Chine, dont la Mandchourie où il plaça comme souverain fantoche le dernier empereur Qing. Puis, allié de l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, il s'empara à partir de 1940 de toute l'Asie orientale, soit l'Indochine française, la Thaïlande, la Malaisie, la Birmanie, les Philippines et l'Indonésie (encore hollandaise), le tout cyniquement regroupé dans une « sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale » en s'appuyant sur des gouvernements locaux collaborateurs et en multipliant les atrocités, les travaux forcés, l'esclavage sexuel et les camps de détention, au prix de millions de morts.

Mais il commit l'erreur d'attaquer préventivement les Etats-Unis, jusque-là restés neutres, en bombardant la base militaire de Pearl Harbor à Hawaï en 1941. En conséquence, il devint par représailles en août 1945 le seul pays du monde, du moins jusqu'à présent, dont les populations civiles eurent à subir un bombardement nucléaire, respectivement à Hiroshima et Nagasaki, la guerre presque achevée, au prix de 250 000 morts – sans compter les effets à terme des radiations.

La Chine, quant à elle, où la puissance des Qing ne cessait de s'effriter et qui n'avait pas vraiment réussi à s'engager dans la révolution industrielle, était entrée dans un processus de dépècement au profit des grandes puissances, Japon désormais compris. (...) Des morceaux entiers de son territoire passèrent sous contrôle étranger, dont des villes portuaires aussi importantes que Guangzhou (Canton) et Shanghai, avec extraterritorialité des quartiers occidentaux. Ces privilèges exorbitants avaient été obtenus par les « traités inégaux », imposés après les deux guerres de l'Opium. Lors de la première (1839-1842), en effet, l'Angleterre voulut rétablir sa balance commerciale déficitaire avec la Chine et, en échange du thé chinois, imposer que celle-ci importât de l'opium produit dans la colonie de l'Inde. Le pouvoir chinois se refusant à légaliser sa consommation, l'Angleterre envoya une flotte de guerre en 1839 et obligea l'empire à tolérer la consommation d'opium, à céder Hong Kong, à ouvrir ses ports et son économie, ainsi qu'à payer une lourde indemnité ; enfin, en cas de litige entre un Chinois et un Britannique, ce fut la justice britannique qui prévalut.

Une nouvelle agression sous un faux prétexte, cette fois franco-britannique, éclata en 1856, avec bombardement de Guangzhou et surtout saccage et incendie du palais d'été de l'empereur à Beijing, dont une partie des trésors furent rapportés à Londres et à Paris. Le traité de Tianjin, assorti d'une indemnité encore plus lourde, ouvrit davantage la Chine au commerce occidental. Ce cynisme assumé des grandes puissances devait laisser des traces durables dans l'esprit des Chinois, traces toujours bien présentes aujourd'hui. Dans le même temps se dessinait en Europe, dans le climat montant de xénophobie, le mythe du « péril jaune », déferlement à venir de hordes asiatiques associant Chine et Japon.

Les Etats-Unis, nouvelle puissance coloniale

La croissance démographique et l'expansion territoriale des Etats-Unis au 19^e siècle furent continues (...). En 1845, ils décident unilatéralement d'annexer le Texas, propriété du Mexique, auquel ils déclarent la guerre l'année suivante, guerre qu'ils gagnent grâce à un armement bien supérieur. Elle se termine en 1848 avec le traité de Guadalupe Hidalgo (qui porte le nom poétique de « Traité de paix, amitié, frontières et territoire avec la République du Mexique »), par lequel le Mexique est contraint de céder la surface des Etats actuels de l'Arizona, du Colorado, de la Californie, du Nevada, du Nouveau-Mexique, du Texas et de l'Utah, soit près de la moitié du territoire déjà possédé par les Etats-Unis, le tout contre 15 millions de dollars de l'époque – tout en devant payer trois millions de dollars d'indemnités.

En 1893, un groupe de planteurs états-uniens, regroupés dans la *Hawaiien Pineapple Company*, une puissante compagnie fruitière, dépose par un putsch, appuyé par des soldats états-uniens et avec l'aval du gouvernement, Lili'uokalani, dernière reine de l'archipel de Hawaï, un Etat indépendant et souverain. Ils l'annexent unilatéralement en 1898 et en font en 1959 leur cinquantième Etat. De fait, cette annexion unilatérale est illégale et n'a jamais été formellement reconnue par la communauté internationale. Il est vrai que la population océanienne originelle y a été submergée, ne comptant plus que pour un dixième de la population actuelle, le reste étant composé de citoyens états-uniens, dont beaucoup venus y couler une retraite ensoleillée, et d'une nombreuse main d'œuvre asiatique appelée en renfort. Le rôle de la *Hawaiien Pineapple Company* est en tout point comparable à celui que jouera un peu plus tard la *United Fruit Company* en Amérique centrale, qui corrompait les gouvernements, s'opposait à la redistribution des terres agricoles et fomentait des coups d'Etat.

Sur leur lancée, les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Espagne, s'emparant cette même année 1898, en une courte guerre, du peu qui restait de l'ancien empire colonial espagnol, à savoir Porto Rico, Guam et les Philippines – seules ces dernières ayant accédé ensuite à l'indépendance. L'Espagne est également contrainte de reconnaître l'indépendance de Cuba, qui devient de fait un protectorat américain. L'historien Howard Zinn, dans son *Histoire populaire des Etats-Unis*, pourra conclure à propos de cet épisode : « Désormais, le goût de l'empire possédait aussi bien les politiciens que les milieux d'affaires à travers tout le pays. Le racisme, le paternalisme, et les questions de profit se mêlaient aux discours sur la destinée de la civilisation. »

Guerres et génocide amérindiens

Mais, en parallèle, on n'oubliera pas que tout le 19^e siècle fut un siècle génocidaire pour les communautés amérindiennes, dans une longue suite d'agressions, de massacres, de

spoliations et de traités violés aussitôt que signés. De cette histoire bien connue, mais longtemps réduite à l'état de folklore, on ne citera ici que quelques jalons. Des traités avaient été signés au début du 19^e siècle avec les « cinq grandes tribus », généreusement qualifiées de « civilisées » (*The Five Civilized Tribes*) car elles pratiquaient l'agriculture, que certains de leurs membres parlaient anglais et étaient christianisés, voire avaient épousé des Américains d'origine européenne, et même possédaient des esclaves. Il s'agissait des Choctaws, des Cherokees, des Chickasaws, des Creeks et des Séminoles. Ces traités furent cyniquement violés dans les années 1830 et l'ensemble de ces tribus déportées plus loin vers l'ouest, au-delà du Mississipi, dans le cadre de marches forcées encadrées militairement, au cours desquelles des milliers moururent. C'est la « Piste des larmes ».

Le même procédé migratoire sera employé un peu plus tard avec « la longue marche des Navajos », marche forcée longue de 600 kilomètres en 1864 – avec néanmoins un droit de retour quatre ans plus tard. En 1851 avait été signé le traité dit de Fort Laramie, qui laissait les Grandes Plaines aux Amérindiens, contre le droit d'y construire forts et voies de communication, assorti d'un loyer annuel. Mais les dizaines de milliers de chercheurs d'or qui affluèrent en cette même décennie amenèrent le gouvernement à réduire de 90% le territoire initial, par le traité de Fort Wide de 1861, entraînant de nouvelles guerres et de nouveaux massacres, comme celui de Sand Creek en 1864. La bataille de Little Big Horn, en juin 1876 dans le Montana, fut en revanche une éphémère mais emblématique victoire des forces indiennes, face aux troupes du lieutenant-colonel Custer, qui y laissa la vie ainsi que 263 de ses hommes. Sitting Bull se réfugia ensuite au Canada, figura en 1885 dans la revue à grand spectacle (*The Wild West Show*) de l'aventurier, tueur de bisons et business man de Buffalo Bill, et mourut abattu par la police en 1890 dans la réserve de Standing Rock.

La répression culmine avec le massacre de Wounded Knee en 1890 dans le Dakota du Sud, où, à la suite de protestations face à la rupture du dernier traité et à la famine qui menaçait, environ 300 Sioux Lakotas, hommes, femmes et enfants, furent encerclés et tués à bout portant par l'armée américaine. L'endroit du charnier est devenu un haut lieu de la mémoire amérindienne, au point qu'il fut occupé pendant deux mois en 1973 par environ 200 Sioux et d'autres militants, cernés par d'importantes forces de police. De même, de 1969 à 1973, plusieurs centaines de militants amérindiens occupèrent l'îlot d'Alcatraz dans la baie de San Francisco, ancien siège d'une prison de haute sécurité. Ils protestaient en particulier contre le viol systématique des 370 traités pourtant signés par le gouvernement entre 1778 et 1871.

Au-delà des violences et des massacres, d'insistantes tentatives d'assimilation culturelle furent menées par les autorités – ce que certains anthropologues appellent un ethnocide. L'enseignement des enfants, d'abord mené par des missionnaires au sein des réserves, fut suivi à la fin du 19^e siècle par la mise en place, au Canada comme aux Etats-Unis, de pensionnats en dehors des réserves. Les élèves, en uniforme, y étaient instruits selon une discipline militaire, les châtiments corporels n'étant pas exclus. L'anglais était la seule langue tolérée et l'usage des langues amérindiennes strictement interdit. Il est vrai que sur ce plan, la République française n'aurait guère de leçons à donner, elle qui n'a toujours pas ratifié la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, après les avoir longtemps pourchassées sur son propre territoire. Des milliers d'enfants amérindiens furent également retirés à leur famille jusque dans les années 1960 pour être adoptés par des

familles « blanches ». Au Canada, environ 150 000 enfants furent soustraits à leurs parents pour être éduqués dans l'un des 130 pensionnats catholiques, où les sévices sexuels n'étaient pas absents et où plusieurs milliers d'enfants y laissèrent la vie, reposant parfois dans des charniers anonymes, d'après les enquêtes récentes de la « Commission de vérité et de réconciliation ». Le pape Benoît 16 avait d'ailleurs fait part de sa « peine » à ce sujet dès 2009, ce que le pape François transforme en 2022 en une demande de pardon beaucoup plus affirmée.

Sur le territoire des Etats-Unis, les Amérindiens n'étaient plus que 250 000 recensés à la fin du 19^e siècle, et pas plus de 350 000 en 1950. Néanmoins, avec des règles de recensement plus larges, on pouvait en compter près de trois millions au début des années 2010, dont un tiers seulement dans l'une des 573 réserves – un système que le gouvernement fédéral avait tenté de supprimer en 1953 par la loi dite de *Indian Termination Policy*, au nom de l'assimilation, loi abandonnée ensuite. Plus d'un quart vivent néanmoins au-dessous du seuil de pauvreté, même si certaines réserves ont pu développer leur économie, notamment grâce à l'accueil de casinos.

La politique migratoire des Etats-Unis

La population passa donc de cinq millions en 1800 à 23 en 1850, pour atteindre 76 millions en 1900, 151 en 1950 et 331 aujourd'hui. Jusque dans les deux premiers tiers du 19^e siècle, il s'agit surtout de Britanniques, d'Allemands et de Scandinaves, protestants pour la plupart. Il y eut aussi des Français, parmi lesquels, de manière un peu anecdotique, deux tentatives de colonies utopiques. L'une par Victor Considérant, philosophe et disciple de Fourier, contraint à l'exil après le coup d'Etat de Louis-Napoléon, qui fonde au Texas l'éphémère phalanstère *La Réunion*, rapidement compromis par la guerre de Sécession ; l'autre par Etienne Cabet, « communiste » chrétien, qui fonde la colonie *Icarie*, également au Texas, laquelle vivotera, jusqu'à la fin du 19^e siècle sans jamais dépasser quelques petites centaines de personnes.

La grande famine d'Irlande, de 1846 à 1851, due au mildiou de la pomme de terre et à l'impéritie des autorités britanniques, et qui causa environ un million de morts (sur une population de huit millions), poussa à l'émigration vers les Amériques deux millions d'Irlandais, cette fois catholiques, au cours des années suivantes – et favorisa aussi, par le sentiment de révolte qu'elle provoqua, les mouvements pour l'indépendance de l'Irlande, acquise en 1921. Progressivement, la part d'immigrés venus des régions pauvres de l'Europe centrale et méditerranéenne s'accrut, pour devenir majoritaire vers la fin du 19^e siècle.

Des lynchages d'Italiens eurent lieu à plusieurs reprises, comme en Louisiane ou à La Nouvelle-Orléans dans les années 1890, régions du « Sud Profond » (*Deep South*) où, il est vrai le lynchage bénéficiait d'une tradition bien ancrée et qui s'est longtemps perpétuée. L'exécution en 1927 sur la chaise électrique de Sacco et Vanzetti, deux anarchistes italiens accusés d'un braquage et réhabilités en 1977 par le gouverneur du Massachusetts, procéda du même climat. Les immigrés chinois, voués aux tâches les plus dures dans les mines ou la construction des lignes de chemin de fer, subissent de même, en pire, discriminations et lynchages, aggravés par des mesures législatives – ils n'avaient par exemple pas le droit de témoigner en justice dans l'Etat de Californie.

Si une immigration massive permettait de maintenir des salaires bas, l'arrivée de nouveaux types d'immigrants ainsi que les tensions raciales et sociales incitèrent les autorités à instituer en 1882 le premier *Immigration Act*, qui créa une taxe et permit de trier les nouveaux arrivants, dispositif qui fut complété et renforcé en 1891, 1907, 1917 et 1921. En 1892 fut ouvert dans la petite île, en partie artificielle, d'Ellis Island le centre de contrôle et passage obligé de tous les immigrants, arrivant nécessairement par bateau. (...) Les postulants devaient répondre à un certain nombre de questions, et ceux qui ne correspondaient pas aux critères, qui semblaient malades ou peu capables de travailler étaient réembarqués sur-le-champ.

Révolution industrielle et exode rural

Le 19^e siècle fut celui du Royaume-Uni, tant par l'étendue de son empire « sur lequel le soleil ne se couchait jamais » que par sa domination économique. C'est en Angleterre que la houille (d'abord identifiée en Chine) devint la source d'énergie principale pendant plus d'un siècle, c'est en Angleterre que fut développé, grâce à la houille, le chemin de fer, qui allait révolutionner les transports. La houille permettait aussi aux usines de s'affranchir de la force hydraulique, pourtant fort peu polluante mais qui exigeait de s'installer dans les seuls endroits qui en étaient pourvus. De même commença-t-on à abandonner, notamment dans l'industrie textile, la pratique du travail à domicile. Ainsi put-on construire les usines à la périphérie des villes et y attirer la main-d'œuvre ouvrière nécessaire, qui vivait jusque-là dans les campagnes.

Ainsi commença l'exode rural. En Angleterre en particulier, il fut précédé par le mouvement dit des « enclosures ». Jusque-là, les terres, bien que propriété théorique de l'aristocratie, étaient exploitées en commun par les paysans du cru. A partir du 16^e siècle, et avec l'appui du parlement, les propriétaires commencèrent à enclore les terres par des barrières et des haies, excluant de fait une partie de la population rurale de ses ressources habituelles.

La révolution industrielle est finalement, par rapport au mode de vie rural traditionnel, la première grande rupture historique depuis le néolithique. (...) La vie rurale restait la même pour les paysans, quels que soient les régimes politiques qui se succédaient depuis le néolithique et auxquels ils payaient leurs impôts.

La population rurale en France (...) qui représentait 85% de la population totale à la veille de la révolution, n'en représente plus que les deux tiers au début de la 3^e République, la moitié au début de la 4^e, et le cinquième aujourd'hui. Ainsi, 80% de la population des pays développés habitent désormais dans des villes, mais seulement 56% au niveau mondial, car beaucoup de pays africains sont encore ruraux, sans compter l'Inde, urbanisée pour un tiers seulement de sa population, la Chine ne l'étant encore qu'à 60%.

Migrations rurales et immigrations étrangères en France

Les campagnes les plus pauvres se vidèrent assez logiquement les premières, comme, en France, les régions du Massif central et de ses périphéries. Ainsi les Auvergnats montent à Paris et se spécialisent dans le commerce du bois, du charbon et des boissons, parfois associés dans un même lieu : ce sont les « bougnats ». Les maçons creusois (une partie des ancêtres de l'auteur de ces lignes, et de leur lente ascension sociale), tailleurs de pierre,

travaillant pour la construction du Paris haussmannien et ses suites, et y ouvrent souvent un débit de boisson au moment de leur retraite. Ils participent assez vite aux mouvements ouvriers de la capitale et 400 d'entre eux furent tués sur les barricades de la Commune de Paris. (...) Les jeunes Bretonnes, de leur côté, viennent travailler comme bonnes, ce qui inspira le personnage de Bécassine, non dénué d'un certain mépris de classe. Des Alpes, régions tout aussi pauvres, partent au 19^e siècle, les petits ramoneurs savoyards, que leur petite taille et leur absence de vertige permettent d'introduire dans les conduits de cheminée.

Progressivement, le cercle des régions d'émigration s'élargit et dépasse les frontières. L'immigration italienne devient importante dès la fin du 19^e siècle, et même la plus importante – pour atteindre 800 000 personnes dans les années 1930. Elle était ancienne, et bien présente dès la Renaissance, mais elle concernait plutôt les artistes (Léonard de Vinci, Jean-Baptiste Lully, etc.), sinon les reines de France. Avec la révolution industrielle, elle devient massive et ouvrière, et plusieurs millions de Français descendent aujourd'hui d'immigrés italiens. Comme aux Etats-Unis, cette immigration de la pauvreté suscita les mêmes réactions d'hostilité, face à une population aux mœurs différentes, jugée inassimilable. L'un des événements les plus tragiques fut le lynchage à mort d'au moins une dizaine (voire plusieurs dizaines) d'ouvriers agricoles italiens en août 1893 à Aigues-Mortes. D'autres lynchages eurent lieu, comme à Marseille ou à Beaucaire.

Après la saignée de la Première Guerre mondiale (1,4 million de soldats et 300 000 civils du côté français), le besoin de main d'œuvre était patent. L'immigration polonaise devint alors la seconde, après l'italienne. Les liens avec la Pologne étaient anciens, de Louis 15 au Premier Empire en passant par les révolutionnaires réfugiés du 19^e siècle. Ce fut cette fois une immigration contrôlée sous la forme d'une convention signée entre les deux pays en 1919, et qui fit venir, par l'intermédiaire d'une société privée, environ 700 000 Polonais durant les années 1920, principalement dans le bassin minier du Nord. Ils suscitèrent d'ailleurs les mêmes sentiments que les Italiens, étant jugés inassimilables, et lorsque la crise économique intervint dans les années 1930, des expulsions collectives par trains entiers furent organisées par le gouvernement français. Parmi ceux qui restèrent, beaucoup s'engagèrent ensuite dans la résistance, notamment dans les Francs-tireurs et Partisans – Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI). Plusieurs Juifs polonais immigrés figurent sur l' « Affiche rouge » de la propagande allemande, censée stigmatiser les membres du groupe de résistance Manouchiand, dont 23 furent fusillés.

Au-delà, le gouvernement français commença également à puiser dans ses colonies. Durant la Première Guerre, 800 000 soldats et travailleurs étaient venus en métropole participer aux opérations. Une grande partie fut rapatriée, puis de nouveau sollicitée pour la reconstruction, en particulier une main d'œuvre kabyle venue d'Algérie. Le mouvement s'accéléra après la Seconde Guerre, pour les nécessités de la Reconstruction, mais aussi en raison de la pauvreté qui régnait dans les campagnes algériennes. En 2015, 4% des enfants nés en France avaient un père né en Algérie.

Quant à sa colonie indochinoise, la France avait déjà fait venir pendant la Première Guerre mondiale, outre les tirailleurs annamites, 50 000 travailleurs répartis dans les usines d'armement et sévèrement encadrés, toute révolte étant violemment réprimée ; ils furent

rapatriés à la fin de la guerre. L'opération fut réitérée en 1939 avec, en sus des 9000 tirailleurs, 20 000 travailleurs indochinois (...), en général des paysans pauvres enrôlés de force, qui durent travailler en métropole dans les usines d'armement ainsi que dans d'autres usines où le gouvernement les louait, ou encore pour développer la riziculture en Camargue. Logés dans des camps et mal nourris, avec un salaire du sixième de celui des travailleurs français, un millier d'entre eux moururent sur place et une partie seulement fut ensuite rapatriée.

Si ce processus de migration vers les villes n'est toujours pas terminé dans les pays en cours de développement – en Chine, il concerne des centaines de millions de travailleurs migrants –, en revanche, dans les pays les plus développés se dessine aujourd'hui une tendance au retour dans les zones rurales pour des raisons de qualité de vie, ce que la généralisation du télétravail favorise.

Les bouleversements de la révolution française générèrent de nombreux mouvements. Le roi Louis 16 lui-même crut pouvoir fuir son pays pour rejoindre les troupes autrichiennes, ce qui lui fut fatal. (...) On estime qu'environ 140 000 personnes quittèrent alors le territoire français pour les différents pays avoisinants (...). Leurs biens furent confisqués et vendus comme « biens nationaux ». Une partie d'entre eux revint dès le Consulat puis l'Empire, les confiscations ayant été suspendues. Mais une autre partie ne regagna la France qu'après la chute de l'Empire, dont Louis 18 et le futur Charles 10. Beaucoup furent alors indemnisés, dans le cadre du « milliard pour les émigrés ».

Réfugiés : politiques, religieux ou autres

On pourrait mentionner aussi, au titre des migrations massives et éphémères de cette période, la campagne russe de la Grande Armée napoléonienne en 1812. Sur les 680 000 soldats, de diverses nationalités, qui la composaient à l'origine, elle laisse sur le sol russe 200 000 morts, presque autant de prisonniers (...) et encore autant de déserteurs au fil de sa progression à l'aller puis au retour.

Le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte (...) condamne (...) à la déportation une partie des Français qui s'étaient révoltés contre la fin de la république, dont 6000 sont « transportés » en Algérie. Environ 10 000 opposants politiques se réfugièrent en Belgique ou en Suisse. (...) Parmi les exilés célèbres, on compte bien sûr Victor Hugo, réfugié dans l'île anglo-normande de Jersey et qui refusa l'amnistie, pour ne rentrer qu'à la chute du régime ; et aussi Karl Marx, réfugié à Londres avec toute sa famille après le coup d'Etat de Louis-Napoléon. Il y vécut d'ailleurs de façon très précaire, ce qui ne l'empêcha pas d'accueillir plusieurs exilés au moment de la Commune de Paris.

On sait que cette dernière se termina par la mort sur les barricades d'environ 20 000 communards (le chiffre est toujours en débat) au cours de la « Semaine sanglante » du 21 au 28 mai 1871. Il s'ensuivit 41 000 arrestations parmi les survivants, plus de 10 000 condamnations, dont 5000 environ à la déportation, voire aux travaux forcés. Les déportés partirent pour le bagne de Nouvelle-Calédonie – quatre mois de navigation, enfermés dans des cages de fer. L'une des plus célèbres fut la militante anarchiste Louise Michel, déjà évoquée, qui sur place fraternisa avec les Canaques, eux-mêmes régulièrement en révolte.

(...) Dans le même temps, plusieurs centaines de résistants kabyles furent également déportés dans l'île suite à l'insurrection algérienne de mars 1871.

En Russie, persécutions politiques et antisémites

En 1881, l'assassinat du tsar libéral Alexandre 2 par le groupe révolutionnaire « Terre et Liberté » fut le prétexte de pogroms dans tout l'Empire russe. Des centaines de milliers de Juifs durent fuir, entraînant aussi à leur suite les communautés d'Europe orientale et centrale, comme celles de Galicie et de Bucovine dans l'Autriche-Hongrie, au sein desquelles ils avaient trouvé un premier refuge. En tout, deux millions de Juifs s'exilèrent vers l'Europe occidentale et surtout les Etats-Unis, par les ports d'Anvers et de Hambourg. Les pogroms ne s'en poursuivirent pas moins, notamment à Kichinev, Nijni Novgorod et Odessa. Il en alla de même en Roumanie, qui, de par sa constitution, excluait les non-chrétiens de la citoyenneté. Plus tard, l'un des pires pogroms eut lieu dans la ville de Lasi en juin 1941 : 13 000 Juifs y furent assassinés par les milices roumaines – transportés et entassés dans des wagons à bestiaux, puis laissés en plein soleil, ils moururent de soif et étouffés, quand ils ne furent pas directement lynchés.

Plusieurs dizaines de milliers de réfugiés juifs rejoignirent également la France, et beaucoup s'installèrent dans le quartier alors insalubre du marais. Leur pauvreté ne les fit pas bien accueillir, y compris par la communauté juive de France. (...) C'est justement le moment où, dans la dépression économique mondiale qui s'étend pendant tout le dernier quart du 19^e siècle, l'antisémitisme latent s'exprime de plus en plus au grand jour et culmine avec l'affaire Dreyfus à partir de 1894. Comme pendant la Grande Peste du 14^e siècle, les Juifs sont les indispensables boucs émissaires de cette période de crise – comme le sont d'habitude tous les éléments jugés différents, sinon étrangers et immigrés.

La Première Guerre mondiale et ses conséquences

Avec ses 19 millions de morts, partagés à peu près à égalité entre civils et militaires comme entre les deux parties belligérantes, la Première Guerre mondiale n'eut pas beaucoup de conséquences sur les possessions coloniales, sinon sur celles de l'Allemagne, qui changèrent simplement de maîtres. La guerre puisa cependant fortement dans les ressources des colonies. En tout, un million et demi de combattants africains des empires français et britannique furent mobilisés, puisqu'un service militaire y avait été institué. Du côté français, 450 000 combattants coloniaux, provenant du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et d'Indochine, furent engagés, avec un taux de perte d'environ 16%. (...) Des mouvements migratoires massifs s'ensuivirent, transferts de populations et fuites de réfugiés, les deux parfois entremêlés.

La pire de ces migrations forcées fut néanmoins un génocide déguisé en migration, celui des Arméniens par l'Etat turc de 1915 à 1916. Planifié par le gouvernement des Jeunes Turcs dans un empire en déclin et sur la défensive, il causa la mort d'environ un million deux cent mille Arméniens, soit les deux tiers de la population arménienne de l'Empire ottoman. Celui-ci s'était rangé aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie et prétendait craindre que les Arméniens, chrétiens, ne constituent une menace, et ne réclament leur autonomie comme l'avaient déjà obtenue les nations balkaniques. Le génocide avait été précédé par un premier massacre dans la région de Sassoun, dans le sud-est de la Turquie, qui avait provoqué 200 000 morts et 100 000 réfugiés, puis par d'autres, ponctuels. A partir de 1915,

les Arméniens sont systématiquement rassemblés, puis emmenés en plusieurs centaines de convois à pied escortés par des militaires et des milices, le tout accompagné de viols systématiques, de tortures et d'exécutions sommaires. Ceux qui ne sont pas tués en route meurent de faim dans les régions désertiques vers lesquelles ils sont poussés. L'actuel gouvernement turc nie toujours la réalité du génocide, arguant d'une simple guerre civile où les torts auraient été partagés.

Les quelques centaines de milliers de rescapés se réfugièrent dans différentes directions, une république indépendante d'Arménie étant créée après la guerre, puis intégrée à l'URSS, et à nouveau indépendante après 1990. Actuellement, les deux tiers des Arméniens vivent hors de l'Arménie, les plus grosses communautés de cette diaspora se trouvant en Russie, en Ukraine, en Iran, aux Etats-Unis et en France. A Marseille arrivèrent environ 60 000 réfugiés, soit près du dixième de la population de la ville, installés dans les conditions précaires du camp Oddo. Ce ne fut pas sans tensions avec les habitants, devant ces « Orientaux » misérables. On compte aujourd'hui en France environ un demi-million de descendants de réfugiés arméniens, vivant principalement à Marseille, à Valence et en région parisienne.

La révolution russe de 1917 entraîna des affrontements entre les différentes factions, qui causèrent plusieurs millions de morts. Bien que soutenues par des troupes françaises, américaines et anglaises, les armées « blanches » furent en fin de compte vaincues et dispersées. Près d'un million et demi de Russes s'exilèrent, dont 400 000 environ en France. Beaucoup travaillèrent dans des usines métallurgiques. Parmi les descendants de Russes émigrés, on compte aujourd'hui écrivains, acteurs ou artistes, comme Marina Vlady, Hélène Carrère d'Encausse, Macha Méril, Guillaume Gallienne, Gabriel Matzneff, Yves Mourousi ou Mylène Demongeot.

Quant au régime russe, une fois Joseph Staline au pouvoir, fut mis en place le gigantesque système concentrationnaire du goulag (...), « administration principale des camps », camps de travail qui auraient vu passer, en migrations forcées, jusqu'à 18 millions de personnes en tout, avec une moyenne d'environ deux millions en même temps, entre 1938 et 1953, et plusieurs millions de morts d'épuisement. D'une très faible valeur économique, ces camps étaient surtout une machine de terreur. L'idée initiale, généreuse, d'une société égalitaire s'était très vite trouvée dévoyée par la Première Guerre mondiale, la crise économique et les conflits de pouvoir – d'autant que la théorie marxiste prévoyait que la révolution devait avoir lieu dans les pays les plus industrialisés, ce qui n'était pas le cas de la Russie. Les camps furent peu à peu abandonnés après la mort du dictateur en 1953, même si le régime resta autoritaire, mais ils déconsidérèrent pour longtemps l'idée communiste.

Péninsule balkanique et purifications ethniques

Au sortir de la Première Guerre mondiale, les Grecs avaient reçu, aux dépens de la Turquie, d'importants territoires sur la côte turque, notamment dans la région de Smyrne, effectivement peuplés de Grecs depuis des siècles, sinon depuis l'Antiquité. Les tensions reprurent entre Grecs et Turcs, déclenchèrent une guerre que les Grecs perdirent, avec tous leurs territoires de la côte turque, ce qui fut entériné par le traité de Lausanne en 1923. Ce processus déclencha alors des échanges massifs de populations, sinon une purification ethnique, les Bulgares devant quitter la Grèce du Nord, les Turcs l'ensemble des Balkans sauf

une minorité en Bulgarie et dans la province thrace de Grèce, les Grecs chassés de toute la Turquie sauf de Constantinople, etc. Plusieurs millions de personnes se retrouvèrent donc sur les routes, sont environ 1,2 million de Grecs et quatre millions de Turcs.

Réfugiés des dictatures européennes

La crise de l'entre-deux-guerres favorisa bientôt l'accession au pouvoir de régimes autoritaires dans une grande partie de l'Europe, en Allemagne, Italie et Espagne bien sûr, mais aussi dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale. Les pogroms d'Europe orientale, notamment en Moldavie, Roumanie et Biélorussie, où l'antisémitisme était traditionnel et affiché, firent affluer de nouvelles communautés juives vers la France, l'Angleterre et les Etats-Unis.

L'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933 et les lois de Nuremberg leur retirant tous droits civiques rendirent rapidement la vie impossible au demi-million de Juifs allemands, boucs émissaires proclamés et qui ne représentaient que 1% de la population. Près de 300 000 réussirent à quitter l'Allemagne avant 1939 (ce qui leur fut interdit à partir de 1941), tandis qu'environ 120 000 fuirent l'Autriche annexée en 1938, à quoi s'ajouta la partie de la Tchécoslovaquie annexée la même année par l'Allemagne en vertu des accords de Munich. La plupart de ceux qui restèrent, dont beaucoup de personnes âgées, furent assassinés. Ceux qui s'étaient exilés dans les pays européens voisins furent rejoints à leur tour lorsque ces pays, dont la France, furent occupés par l'armée allemande. (...) Environ 60 000 Juifs allemands avaient également rejoint la Palestine, alors sous mandat britannique, immigration que l'autorité mandataire tentait de freiner.

Entre-temps avait éclaté en 1936 la guerre d'Espagne à la suite d'un putsch du général Franco contre la nouvelle république. Le général factieux la gagna grâce à l'appui militaire de Mussolini et Hitler, mais aussi grâce à la non-intervention de la Grande-Bretagne et de la France, et malgré la participation des 60 000 combattants volontaires étrangers des Brigades internationales. Cette guerre civile entraîna le déplacement de millions de personnes à l'intérieur même du pays, la mort d'environ un demi-million d'Espagnols, et la fuite vers la France d'un autre demi-million de réfugiés lors de la *Retirada* (la Retraite) de 1939. Ils furent parqués à leur tour dans des camps d'internement, sous garde policière et militaire, suscitant l'agressivité de la presse d'extrême droite, qui s'alarmait devant l'arrivée de l'« armée du crime ». Ils purent peu à peu sortir des camps, même si certains furent envoyés en Allemagne.

L'avènement du régime fasciste de Benito Mussolini en 1922 et la répression politique qui s'ensuivit renforcèrent également en France l'immigration italienne, qui représentait environ 800 000 personnes à la veille de la Seconde Guerre mondiale, immigrations politique et économique mêlées.

Travail forcé, déportations, extermination

La Seconde Guerre mondiale elle-même, avec ses 60 millions de morts, dont les deux tiers de civils, causa d'innombrables déplacements forcés de populations, réfugiés ou déportés – sans doute, eux aussi, de l'ordre d'une soixantaine de millions. Après l'invasion de la Pologne, qui provoqua la fuite vers les pays limitrophes de 300 000 civils dont 200 000 Juifs, celle des Pays-Bas, de la Belgique puis de la France mit sur les routes six à huit millions

de personnes, soit un cinquième de la population française, dans des convois chaotiques sans fin, régulièrement bombardés par l'aviation allemande. Une partie des réfugiés passèrent par l'Espagne et le Portugal, dont les dictateurs s'en tenaient à une sage neutralité. De là, ils pouvaient espérer rejoindre les Amériques, l'Afrique, voire la Palestine. De son côté, Staline fit déporter en Sibérie des groupes ethniques entiers soupçonnés de collaboration avec l'Allemagne nazie comme les Allemands de la Volga (dont la république autonome fut dissoute), les Tchétchènes et les Ingouches du Caucase, les Kalmoukes et les Tatars de Crimée, entre autres. Ils ne purent revenir qu'après la mort du dictateur.

En Allemagne, les hommes étant mobilisés par la guerre, huit millions d'étrangers furent contraints d'y venir travailler afin de les remplacer, prisonniers de guerre ou civils recrutés de force, comme dans le système du Service de travail obligatoire (STO) mis en place par Vichy à partir de 1942 à la demande des autorités nazies. (...) Une quarantaine de camps furent construits, dont six d'extermination – Auschwitz-Birkenau, Belzec, Chelmno, Majdanek, Sobibor et Treblinka, tous situés dans l'actuelle Pologne. Le pouvoir nazi s'efforça jusqu'au bout d'en dissimuler l'existence et tenta de dynamiter les chambres à gaz lors de l'avancée des troupes soviétiques – offrant de pauvres arguments aux sinistres tenants actuels du négationnisme. Environ six millions de Juifs y furent assassinés, sur une population européenne d'environ 9,5 millions.

Environ 10 000 homosexuels périrent dans les camps, sur les 100 000 fichés par le régime nazi – alors même que les sections d'assaut (SA), leur chef Ernst Röhm en tête, revendiquaient leur homosexualité au nom de la Grèce antique : ils furent éliminés en juin 1934 lors de la Nuit des longs couteaux. Ce sont également 250 000 Tsiganes (les estimations sont incertaines), soit le quart de la population, qui furent assassinés.

Le seul Etat allié de l'Allemagne à avoir institué des camps indépendamment des Allemands fut la Croatie du régime oustachi, qui en construisit une vingtaine, dont le sinistre camp de Jasenovac dirigé par le général Kjekoslav Luburić, dit Max le Boucher (...) où moururent environ 700 000 personnes, Juifs, Serbes et Tsiganes, en général sous les tortures ou à l'arme blanche. Les trois quarts de la communauté juive croate furent exterminés. Un autre régime collaborateur, celui de la Roumanie du dictateur Antonescu, multiplia les massacres, décimant près de la moitié des 750 000 Juifs roumains – une communauté qui ne compte plus que 6000 personnes aujourd'hui sur le sol roumain.

Dans la France de Vichy, la politique antisémite était relayée par le commissariat général aux Questions juives, dirigé successivement par Xavier Vallat (rapidement amnistié à la Libération), Louis Darquier de Pellepoix (qui mourut dans son lit en 1980, réfugié dans l'Espagne franquiste et sans avoir rien renié) et enfin Charles du Paty de Clam (qui bénéficia d'un non-lieu en 1947). Le commissariat, qui employait 2500 personnes, veillait à la mise en place des lois antisémites. Elles excluaient les Juifs de toute la fonction publique mais aussi des professions industrielles, commerciales et artistiques, imposaient le port de l'étoile jaune y compris dans la zone dite « libre » et, enfin, revenaient sur les naturalisations effectuées depuis 1927, les dénaturalisés étant automatiquement placés dans des camps d'internement, préalables à la déportation.

Après la guerre, « l'Europe barbare »...

La fin de la guerre fut marquée par de nouvelles migrations, dans un état de chaos profond propice à tous les règlements de compte, les autorités légales ayant disparu d'une partie de l'Europe, devenue ce que l'historien Keith Lowe a appelé *L'Europe barbare*. Les rescapés des camps de concentration ou des camps de prisonniers de guerre, soit près de 12 millions, ou encore ceux qui fuyaient l'avancée de l'Armée rouge, se déplaçaient au hasard le long des routes défoncées, le plus souvent à pied étant donné l'état des moyens de communication. De nouveaux camps furent ouverts par les forces alliées, cette fois pour l'accueil des personnes déplacées.

Les soldats soviétiques, dont le pays venait de perdre 20 millions des siens, se vengeaient sur les femmes allemandes, dont un à deux millions furent violées – les soldats américains n'ayant commis « que » 10 000 viols environ dans le même temps. Les quelque 50 000 Juifs polonais rescapés ranimèrent, en prétendant rentrer chez eux, l'atavique antisémitisme du pays et plusieurs pogroms eurent à nouveau lieu, comme à Cracovie, à Chelm, à Rzeszow, et surtout à Kielce en juillet 1946, où plus de 40 Juifs furent battus à mort par la population de la ville – un événement si peu assimilable pour la mémoire nationale polonaise que certains historiens révisionnistes tentèrent laborieusement d'en faire un complot communiste.

Avec le déplacement vers l'ouest des frontières de l'URSS et de la Pologne et le ressentiment contre les différentes communautés allemandes en Europe orientale, ce furent 14 millions d'Allemands qui furent expulsés dans des conditions d'extrême dénuement, quand ils ne furent pas simplement massacrés. Polonais et Ukrainiens réglèrent réciproquement leurs comptes, avec des milliers de morts. Cela toucha tout autant les pays des Balkans, résistants contre anciens collaborateurs.

Quelques leçons des empires coloniaux

Alors même qu'était née l'idée nationale à la suite de la révolution et du romantisme, ces mêmes nations allaient, sous un prétexte civilisateur assorti d'un racisme à prétentions scientifiques, mais animées en réalité par des intérêts économiques et des revendications impériales, détruire ou soumettre par la violence de nombreuses sociétés de par le monde, au point qu'il ne restera plus guère de pays indépendant, au moins formellement, que l'Ethiopie et le Liberia en Afrique, l'Iran, la Thaïlande et le Japon en Asie.

Le trop-plein des sociétés européennes puis américaines, « aggravé » par les progrès de l'hygiène et de la médecine, et malgré un contrôle croissant des naissances dans les pays les plus développés, se déversa vers des régions plus favorables, au détriment des habitants premiers. (...) La révolution industrielle fut elle-même un autre moyen de répondre à la poussée démographique continue. Il s'agissait en effet de produire de plus en plus vite pour toujours plus d'humains.

La concentration du nouveau prolétariat urbain fut source de tensions perpétuelles mais, contrairement à ce qu'avait prévu Karl Marx, le capitalisme sut toujours, du moins jusqu'à aujourd'hui, céder en dernier ressort aux revendications trop pressantes. Il est frappant, lorsqu'on relit le Manifeste du parti communiste du même Marx, rédigé en 1848, de voir que la plupart de ses revendications « révolutionnaires » - comme la limitation du temps de travail, l'interdiction du travail des enfants, l'impôt progressif sur le revenu, la

centralisation étatique des transports, la création d'une banque centrale nationale, le développement d'industries nationales – ont été en grande partie mises en place entre-temps, même si le néolibéralisme a commencé dans nos dernières décennies à revenir sur certaines d'entre elles.

Constante des immigrations de travail, les nouveaux venus furent aussi constamment décriés, sinon maltraités, par ceux qui les avaient précédés. Italiens, Polonais, Arméniens, Juifs, Chinois, etc., furent à chaque fois considérés comme inassimilables, délinquants en puissance et en acte, rebuts de la société dont l'entrée sur le territoire n'aurait pas dû être permise.

9

Quand les empires se défaisaient dans la violence

Parler des migrations contemporaines, du moins depuis 1945, c'est penser immédiatement à la crise des réfugiés de 2015, aux noyades tragiques de migrants en Méditerranée ou dans la Manche et à certaines angoisses, plus ou moins intéressées, quant à l'arrivée en France d'immigrants du Proche-Orient ou de l'Afrique subsaharienne qui viendraient submerger les habitants « de souche ». En réalité, si ces mouvements migratoires récents ont parfois pris des formes nouvelles, grâce aussi à l'essor des moyens d'information, ils s'inscrivent dans une longue tradition historique et seraient presque sinon anecdotiques, du moins à relativiser par rapport à tous ceux qui les ont précédés dans l'histoire.

On retrouve en effet, pendant ces dernières décennies, les trois principales formes des mouvements migratoires récents, à savoir à celles qui s'apparentent à des conquêtes territoriales, celles liées à l'appel d'air des sociétés les plus développées en manque de main d'œuvre et à la hausse continue de la démographie humaine, et enfin celle des réfugiés, fuyant des régimes oppressifs et des guerres civiles (...) sachant qu'en dernière analyse, ce sont pour beaucoup des situations sociales et économiques qui les provoquent.

Tous les mouvements migratoires n'ont cependant pas été tragiques, et il sera intéressant d'en passer en revue d'autres types, plus banals parfois, comme la généralisation du tourisme, les échanges universitaires, les trajets pendulaires et quotidiens des travailleurs urbains, les dernières attestations du nomadisme pastoral – sans compter les émigrés fiscaux et le nomadisme sur Internet, entre autres. Dans le même temps, les confinements forcés dus à la pandémie mondiale du Covid-19 à partir de l'année 2020 ont commencé à modifier une partie des modes de déplacements humains.

La guerre froide et ses avatars

Le partage de l'Europe entre Churchill et Staline fut géographique et non idéologique. Staline récupéra la Roumanie, contigüe, jusque-là un Etat autoritaire, et même fasciste à partir de la fin des années 1930, avec la garde de fer du dictateur Antonescu (...). Le parti

communiste ne comptait alors que quelques centaines d'intellectuels, dont la plupart furent d'ailleurs liquidés ou emprisonnés, sous la dictature du premier dirigeant stalinien du pays, Gheorghe Gheorghiu-Dej.

Symétriquement, la Grèce s'était elle-même libérée des armées allemandes grâce à ses maquis en grande majorité communistes, dans le cadre de l'Armée populaire de libération nationale (ELAS), qui réunissait près d'un million de combattants en armes. Fidèle aux termes de l'échange, Staline abandonna à son sort la résistance grecque. Le nouveau gouvernement grec mis en place en 1945, politiquement de droite et d'extrême droite et qui comprenait un certain nombre d'anciens collaborateurs, entreprit de la briser et déclencha, avec l'aide de l'armée anglaise et de l'armée américaine, une guerre civile très violente – beaucoup moins connue que celle d'Espagne – qui fit entre 1946 et 1949 environ 150 000 morts. C'est en 1949 sur le mont Grammos à la frontière avec l'Albanie que fut employé pour la première fois le napalm, par l'armée américaine. Lâchés par Staline, qui interdit même à la Bulgarie de leur venir en aide (des Bulgares furent fusillés pour les avoir aidés), les résistants furent vaincus et 100 000 d'entre eux se réfugièrent dans les pays de l'Est, où ils ne furent pas toujours bien accueillis. Un régime très autoritaire, aggravé par le putsch des colonels en 1967, s'ensuivit. Les réfugiés survivants et leurs descendants ne purent rentrer en Grèce qu'après l'amnistie du début des années 1980 et le retour du parti socialiste au pouvoir.

Les diverses révoltes qui éclatèrent sporadiquement dans les pays de l'Est alimentèrent le flux des réfugiés, dès l'insurrection ouvrière de Berlin en 1953. L'insurrection hongroise de 1956, réprimée par les tanks russes, fit partir vers l'Ouest 200 000 Hongrois, dont 10 000 furent accueillis en France. L'invasion russe de 1968 mit fin au Printemps de Prague, puis l'état de siège en Pologne de 1981 provoquèrent moins de départs, car la frontière était devenue moins perméable. (...) Il faut noter que, considérés automatiquement comme des réfugiés politiques par les dirigeants des pays de l'Ouest qui y voyaient une confirmation de leur vision du monde, nombre de ces émigrés partaient surtout en raison du niveau de vie nettement plus élevé à l'Ouest qu'à l'Est.

A l'Ouest, démocraties et dictatures

Les démocraties occidentales eurent aussi, dans le cadre de la guerre froide, leurs réfugiés politiques contraints à l'exil, mais en quantité sans commune mesure. Aux Etats-Unis, la « peur des Rouges » dans le contexte de la guerre froide amena le maccarthysme à auditionner de 1947 à 1953 sous la forme de commissions d'enquête des millions d'Américains soupçonnés de communisme – et accessoirement d'homosexualité. Des écrivains comme Bertolt Brecht, des acteurs comme Charlie Chaplin, des réalisateurs comme Joseph Losey (...) furent contraints à l'exil. (...) Dans la seule administration fédérale, il y eut plus de 7000 démissions et 700 révocations, sans compter les personnes incarcérées. Albert Einstein lui-même, sur lequel le FBI avait constitué un épais dossier, s'insurgea en déclarant que le maccarthysme était « un danger incomparablement plus grand pour notre société que les quelques communistes qui peuvent être dans notre pays » (...).

Vingt ans plus tard, la guerre du Vietnam provoqua la désertion d'environ 50 000 jeunes gens, qui se réfugièrent à l'étranger, notamment en France et en Allemagne. Un phénomène que la France connut aussi durant la guerre d'Algérie. Mais ce sont surtout les

dictatures du camp de l'Ouest qui engendrèrent des réfugiés, dictatures souvent mises en place avec l'aval, sinon l'aide directe des Etats-Unis, toujours dans le contexte de la guerre froide. La quasi-intégralité des pays d'Amérique du Sud subit en effet une succession de dictatures dans ce cadre, particulièrement en Argentine, au Brésil, en Bolivie, au Chili et en Uruguay, eux-mêmes réunis dans l'opération Condor qui, outre les coups d'Etat militaires, planifiait les exécutions d'opposants. L'armée française passe pour avoir été de bon conseil, de par son expérience en matière de torture pendant la guerre d'Algérie, auprès des services de répression de ces pays, toute commission d'enquête parlementaire ayant toujours été refusée à ce sujet. Cette « guerre sale », au nom de la lutte contre les guérillas, fit des dizaines de milliers de morts, au moins 30 000 disparus, des centaines de milliers d'incarcérés, et autant de réfugiés partis en exil, notamment en Europe.

Décolonisations : la fin de l'Empire britannique

« L'autodétermination des peuples » (...) c'était aussi la position officielle des Etats-Unis, mais la guerre froide montante modifia la donne. Si les Anglais s'étaient plus ou moins préparés à ces indépendances, les gouvernements français qui se succédèrent sous la 4^e République étaient plutôt enclins à conserver coûte que coûte cet empire colonial, dans le cadre d'une Union française où la citoyenneté française commençait, sans doute trop tard, à être octroyée.

En Inde, le mouvement indépendantiste dirigé dans la non-violence par le Mahatma Gandhi et le parti du Congrès avait atteint son but en 1947. (...) Est créé le Pakistan (le « Pays des purs », à l'origine en deux parties séparées par 1600 kilomètres. La partition implique aussi le transfert de 12 millions de personnes dans les deux sens, déchaînant des violences interethniques, les trains des déplacés étant attaqués et leurs voyageurs assassinés, aussi bien par une partie que par une autre, avec un bilan atteignant sans doute un million de morts. Gandhi lui-même fut assassiné l'année suivante par un fanatique hindou qui lui reprochait la partition.

Le Pakistan oriental deviendra lui-même indépendant en 1971 sous le nom de Bangladesh à la suite d'une guerre très violente contre le Pakistan occidental dominant, grâce à l'aide de l'armée indienne et au prix de 3 millions de morts et de 10 millions de réfugiés. La question du Cachemire, englobé dans l'Inde mais revendiqué par le Pakistan, n'est à ce jour pas réglée, et l'arrivée au pouvoir en 2014 du parti extrémiste hindou, le BJP (*Bharatiya Janata Party*, Parti indien du peuple), dirigé par le Premier ministre Narendra Modi, n'a fait qu'attiser les conflits intérieurs. L'Inde compte en effet 175 millions de musulmans, soit 15% de sa population, ce qui en fait l'un des plus importants pays musulmans du monde, après l'Indonésie et le Pakistan.

En Afrique, le Royaume-Uni sut mener assez rapidement la décolonisation, même si cela ne vint pas de décisions spontanées, mais des mouvements indépendantistes. Elle fut plus facile là où la présence anglaise avait été plus légère. Ainsi le Soudan accéda à l'indépendance dès 1956, suivi par le Ghana en 1957. (...) Il est alors dirigé par Kwame Nkruma, ancien détenu politique et tiers-mondiste. Il est renversé dès 1966 par un coup d'Etat militaire bienvenu, animé par Joseph Ankrah, qui rejoint immédiatement le camp occidental. Après un enchaînement de coups d'Etat, la pratique de la démocratie reviendra peu à peu à partir des années 1990. Suivirent successivement dans les années 1960 et sans

trop de problèmes les indépendances de la Sierra Leone, du Nigeria (qui sera ravagé à la fin de la décennie par la guerre civile du Biafra), du Tanganyika (réuni à Zanzibar pour devenir, par contraction des deux noms, la Tanzanie en 1964), de l'Ouganda, du Malawi, de la Zambie (ex-Rhodésie du Nord) et de la Gambie. La dernière transition pacifique fut celle de la Namibie, en 1990 seulement, mais qui avait été intégrée entre-temps à l'Afrique du Sud.

Au Kenya, en revanche (à l'époque l'Afrique orientale britannique), où beaucoup de terres avaient été spoliées par les colons, la révolte dite des Mau Mau par l'ethnie Kikuyu pendant toutes les années 1950 fut réprimée de manière particulièrement violente, avec multiplication des tortures et des exécutions, faisant plus de 100 000 morts parmi les insurgés, et 300 000 détenus. Ce fut néanmoins Jomo Kenyatta, Kikuyu et ancien détenu, qui composa le premier gouvernement indépendant en 1963. Une grande partie des propriétaires anglais quittèrent alors le pays mais furent indemnisés, comme partirent également les deux tiers des quelques 180 000 Hindous, dont la plupart rejoignirent la Grande-Bretagne.

La Rhodésie du Sud posa un autre problème, car les 300 000 colons européens, soit 8% de la population, proclamèrent leur indépendance en 1965 sous le nom de Rhodésie (tout court). Les grands propriétaires, au nombre d'environ 4500, se partageaient les meilleures terres, au détriment des 700 000 petits cultivateurs africains. Le pays, sous la direction de Ian Smith, se heurta alors à de fortes guérillas, tandis que la communauté internationale ne reconnaissait pas sa légitimité et le soumettait à d'intenses pressions. La situation se normalisa en 1980 et le nouveau pays prit le nom de Zimbabwe.

Il fut au début dirigé dans un esprit de conciliation par l'ancien guérillero Robert Mugabe, comme le fera l'Afrique du Sud plus tard. Mais celui-ci s'enfonça au fil du temps dans la dictature, utilisa les fermiers européens comme boucs émissaires et plongea le pays dans la misère. Il ne fut déposé qu'en 2017, à 93 ans. Entre-temps, la communauté d'origine européenne avait fui et, de l'ordre désormais de 25 000 personnes seulement, ne représente plus qu'à peine 0,2% de la population.

A la fin de ce processus, la Grande-Bretagne laissa également leur indépendance à Chypre, à Malte et à la Palestine (...). Il ne lui reste aujourd'hui que quelques petits archipels clairsemés, comme les Malouines (ou Falklands) pour la reconquête desquels Margaret Thatcher envoya la flotte de guerre contre l'Argentine, les Chagos dans l'océan Indien où se trouve la très importante base américaine de Diego Garcia, l'île de Sainte-Hélène, de triste mémoire napoléonienne, quelques îles des Antilles (Montserrat, Anguilla, les Caïmans, les Bermudes), sans oublier Gibraltar.

Les derniers petits colonisateurs

L'indépendance des colonies belges, Congo, Rwanda et Burundi, se passa beaucoup moins bien. Le Congo, deuxième pays le plus vaste d'Afrique, avait beaucoup souffert des colonisateurs, qui avaient en particulier institué le travail forcé et réprimé tout mouvement revendicatif. L'indépendance, non préparée, est néanmoins proclamée en 1960, et le ressentiment éclate immédiatement contre les quelque 100 000 colons blancs, sur une population d'environ 15 millions d'habitants et qui sera multipliée par six en soixante ans), qui régnaient jusque-là en maîtres. La Belgique envoie des troupes pour les protéger. Dans le

même temps, la province minière du Katanga, la plus riche, fait sécession sous la direction de l'homme d'affaires Moïse Tschombé. Le président progressiste Patrice Lumumba cherche alors l'appui de l'URSS, et le pays, ravagé par la guerre civile, devient un enjeu dans la guerre froide. Lumumba est renversé, puis assassiné par les soins de Tschombé avec l'appui des Etats-Unis et de la Belgique – qui s'en excusera en 2002. De même, le roi des Belges Philippe présentera en 2020 les excuses de la nation pour l'ensemble des exactions commises au Congo. Sur le long terme, la guerre civile aurait fait quatre millions de morts, sans compter les déplacés.

Le régime du dictateur portugais Salazar affronta en vain, des années durant, les guérillas d'Angola et du Mozambique, malgré l'utilisation de mines et du napalm et au prix de 100 000 morts du côté africain et d'au moins 8000 soldats portugais tués, dans des régions de toute façon abandonnées de longue date au sous-développement. Son successeur, Caetano, est renversé en 1974 par la révolution des Œillets, dont les nouveaux dirigeants accordent immédiatement l'indépendance à ces deux pays, ainsi qu'à la Guinée-Bissau, et aux archipels du Cap-Vert et de Sao-Tomé-et-Principe. Une guerre civile qui fit un million de morts n'en continua pas moins en Angola pendant près de vingt ans dans le contexte de la guerre froide, la guérilla de l'UNITA, soutenue par l'Afrique du Sud et la France, s'opposant au gouvernement procommuniste, soutenu par Moscou et Cuba, avant une réconciliation générale en 1993, favorisée aussi par la fin de la guerre froide.

L'Espagne avait perdu toutes ses colonies dès la fin du 19^e siècle. En 1968, la Guinée espagnole, renommée Guinée équatoriale, accède à l'indépendance, mais pour voir se succéder violence, fortes inégalités et corruption jusqu'à nos jours, malgré une grande richesse en pétrole.

Le Sahara espagnol, de son côté, est abandonné à son sort en 1975, sans consultation de la population sahraoui – estimée entre 80 et 300 000 personnes, selon que l'on compte ou non les exilés. Le roi du Maroc organise alors une « marche verte » de 350 000 civils et 20 000 soldats pour prendre possession du pays (et conforter ainsi sa popularité), mais la retire ensuite sur demande de l'ONU. Le territoire est partagé entre le Maroc (les deux tiers) et la Mauritanie, mais la guérilla indépendantiste du Front Polisario, soutenue par l'Algérie, est toujours active. Sont restées espagnoles jusqu'à nos jours les deux petites enclaves de Ceuta et Melilla sur la côte du Maroc, toujours revendiquées par ce pays, et dont les systèmes de clôtures électrifiées pour décourager les migrants font montre d'une grande ingéniosité, et inspirent même les nouvelles clôtures d'Europe centrale.

L'indépendance de l'Indonésie (les Indes néerlandaises) fut (...) difficile, car elle représentait un véritable enjeu économique. L'occupation japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale avait été meurtrière, y compris pour les quelque 350 000 Européens, sur une soixantaine de millions d'Indonésiens. Le mouvement indépendantiste conduit par Sukarno proclama l'indépendance, mais il fallut quatre années supplémentaires de conflit armé et de luttes politiques pour qu'elle soit effective à la fin de 1949. Environ 230 000 Néerlandais durent regagner les Pays-Bas. Sukarno rejoignit le mouvement dit des non-alignés et organisa à Bandung, dans l'île de Java, la conférence du même nom, qui réunit les représentants de 29 pays, dont Nehru, Nasser, Sihanouk ou Nkrumah. Mais dans le contexte de l'affrontement Est/Ouest, cette ligne est difficile à tenir, et inquiète en particulier les Etats-

Unis. Aussi, en septembre 1965, le général Suharto prend le pouvoir et organise pendant plusieurs mois le massacre des communistes et de leurs sympathisants, assorti de tortures et de viols, avec à la clef entre un demi-million et un million de morts.

Colonies françaises : la tentation du statu quo

La plupart des décolonisations se passèrent dans le calme pour les possessions subsahariennes de la France, d'autant qu'elles ne représentaient pas un enjeu économique important, si ce n'est certaines compagnies minières qui restèrent sous contrôle français. Dès son arrivée au pouvoir en 1958, le général de Gaulle prépare les indépendances, et elles sont effectives en 1960, c'est-à-dire l'ensemble des Togo, Sénégal, Mali, Madagascar, Bénin, Niger, Haute-Volta (dont le nom, calqué sur le modèle de nos départements français fut rebaptisé Burkina Faso), Côte d'Ivoire, Tchad, République centrafricaine, Congo (Brazzaville) et Gabon.

Toutes ces nouvelles nations étaient priées de voter pour une association avec la France, sorte de *Commonwealth* à la française, ce qu'elles firent toutes, sauf la Guinée du dirigeant Sékou Touré, qui refusa. Le gouvernement français rompit donc avec la Guinée, devenue indépendante dès 1958, rapatriant immédiatement fonctionnaires et archives sans désormais lui accorder aucune aide, et en essayant même de la déstabiliser par la suite. Mais plus globalement, la politique africaine de la France s'est poursuivie sous la forme de la « Françafrique », politique visant, au moyen de différents réseaux, à conserver l'accès aux matières premières et aux marchés de ces pays, à contrer d'autres influences étrangères et à financer une partie de la politique française sous forme de rétrocommissions. La récente montée en puissance de la Chine en Afrique fait évidemment obstacle à cette politique.

Les problèmes graves qui déstabilisèrent durablement la société française furent évidemment l'Indochine et l'Algérie, le protectorat sur le Maroc et la Tunisie s'étant terminé en 1956.

L'Indochine française, qui réunit les actuels Vietnam, Cambodge et Laos, fut occupée pendant la Seconde Guerre mondiale par le Japon. Mais comme celui-ci était allié de l'Allemagne, avec laquelle le régime de Vichy collaborait consciencieusement, la collaboration franco-japonaise se déroula assez paisiblement. Mais, à la chute de Vichy en 1944, les Japonais prirent directement le pouvoir et détruisirent l'administration française, emprisonnant 15 000 Français dans des camps, où 3000 périrent. L'opposition indépendantiste du Viêt-minh, conduite par Hồ Chi Minh et déjà très active avant la guerre, prit les armes et réclama l'indépendance, tandis que l'armée japonaise rendait les armes en 1945. Des négociations furent tentées avec Hồ Chi Minh, mais échouèrent.

Le gouvernement français remet alors sur le trône l'ancien empereur Bao Dai et s'essaie à l'épreuve de force, bombardant le port de Haiphong et installant une force armée dans la cuvette de Dien Bien Phu, dans le nord du pays, afin d'y attirer les forces du Viet-minh et de les anéantir. C'est, pense-t-on, ce que Vercingétorix aurait essayé de faire à Alésia et, de fait, la fin est la même. Les 15 000 soldats français sont encerclés par les 50 000 soldats vietnamiens du général Giap, qui avaient apporté une puissante artillerie protégée dans des tunnels. Au bout de deux mois de siège, le camp retranché capitule en mai 1954, laissant 3000 morts et 10 000 prisonniers. C'est la première victoire militaire d'un peuple colonisé contre une puissance coloniale, et le retentissement en sera énorme.

La guerre aura fait un demi-million de morts, principalement civils, et le Vietnam est alors divisé en deux entités politiques indépendantes. Un million d'habitants du Nord, désormais communiste, migrent vers le sud, tout comme la totalité de la communauté française. Au sud, celle-ci compte encore 15 000 membres, tandis que plusieurs dizaines de milliers de personnes gagnent la métropole. Le Sud est gouverné par l'autoritaire Ngo Dinh Diem, que les Américains font déposer en 1963, avant de déclencher à leur tour une nouvelle guerre, qui sera également perdue. Les Français évacuent le Vietnam, ainsi qu'un certain nombre de Vietnamiens liés à la France.

La tragique et évitable guerre d'Algérie

L'année de Dien Bien Phu est aussi celle, en novembre 1954, du déclenchement de l'insurrection algérienne. Les mouvements indépendantistes y étaient anciens, et l'annonce de la victoire sur l'Allemagne le 8 mai 1945 avait été saluée par des manifestations dans plusieurs villes du pays. A Sétif, les affrontements se tournent contre les Européens, dont une centaine sont tués et les représailles font entre 20 000 et 30 000 morts algériens. Les dirigeants indépendantistes, jusque-là modérés, sont arrêtés. La résistance algérienne s'organise peu à peu dans le cadre du Front de libération nationale (FLN), dans un pays qui compte huit millions d'Algériens de souche et un million de Français (les « pieds-noirs »), dont la communauté juive déjà présente avant la conquête et qui a été naturalisée. A partir du 1^{er} novembre 1954, une campagne d'attentats se déroule, y compris contre les civils. Les appelés du contingent effectuant leur service militaire normal sont envoyés pour combattre en Algérie, ce qui laissera des traces profondes dans cette génération.

Pour mater le mouvement, les parachutistes du général Massu et du colonel Bigeard quadrillent la ville d'Alger, multiplient arrestations, tortures et disparitions (comme les « crevettes Bigeard », prisonniers jetés en mer du haut d'un hélicoptère), dont celle du jeune mathématicien communiste Maurice Audin, mort sous la torture et qui deviendra jusqu'à nos jours le symbole de ces méthodes. (...) Il y eut environ 15 000 jeunes Français insoumis ou déserteurs qui refusèrent cette guerre, proportion identique à celle rencontrée aux Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam ; un statut pour les objecteurs de conscience ne sera établi qu'en 1963, après cette guerre, et jusqu'à la fin du service militaire obligatoire en 2001.

Le 13 mai 1958, l'armée prend le pouvoir à Alger sous la direction du général Massu dans le cadre d'un « comité de salut public », terme déjà employé sous la Révolution et la Commune, qui en appelle au général de Gaulle, retiré de la politique depuis 1947. Celui-ci devient légalement chef du gouvernement, puis fonde la 5^e République, un régime semi-présidentiel. Bien qu'il vienne proclamer à Alger devant la foule des pieds-noirs : « Je vous ai compris », il a en fait compris que les colonies étaient un poids mort économique et politique. De même qu'il accorde rapidement l'indépendance à toute l'Afrique subsaharienne, il pousse à des négociations avec l'insurrection algérienne, ce qui, malgré l'opposition violente des mouvements extrémistes militaires et civils sur place et plusieurs tentatives d'attentats contre sa personne, débouche sur l'indépendance en 1962.

Si toutes les archives ne sont pas encore, des deux côtés, accessibles, les morts algériens peuvent être estimés à 400 000 environ, soit 3% de la population, les morts du côté de l'armée française, supplétifs algériens compris, à quelque 30 000, et les civils européens à

environ 4500 morts. A cela s'ajoutent les blessés, y compris par la torture, les milliers de personnes déplacées, les villages incendiés, et des traumatismes mémoriels pour très longtemps. Du million d'Européens, 80% migrent vers la métropole : ce sont les rapatriés. Certains restent pour des motifs politiques : ce sont les « pieds-rouges », qui avaient soutenu l'indépendance, mais dont une partie quittera le pays à son tour lorsque celui-ci s'acheminera vers un régime militaire autoritaire et corrompu, sans compter une guerre civile à nouveau meurtrière avec les mouvements islamistes radicaux. Ces Européens sont à peine quelques milliers aujourd'hui. Les règlements de comptes qui suivent la libération sont bien réels, comme le meurtre de plusieurs centaines d'Européens à Oran en juillet 1962 et surtout celui de plusieurs dizaines de milliers de harkis, les supplétifs algériens, dans les mois qui suivirent et malgré les accords signés à Evian.

Environ 40 000 harkis sont néanmoins accueillis en France avec leurs familles, considérés comme des « réfugiés » (et non des « rapatriés »), mais durablement cantonnés dans des camps d'accueil. On estime qu'aujourd'hui un demi-million de Français en descendent. Les rapatriés européens touchent des indemnités à leur arrivée et s'installent en majorité dans le sud de la France. S'ils ne sont pas toujours bien reçus, notamment en Corse, ils sont cependant assez rapidement intégrés. L'arrivée de 100 000 Juifs séfarades va cependant bouleverser les équilibres culturels au sein de la communauté juive française.

Guerres et exodes au Proche-Orient

Dès le 19^e siècle, en cohérence avec tous les mouvements nationaux un peu partout dans le monde, s'était formé le mouvement sioniste autour de personnalités comme Moses Hess, Leo Pinsker ou Theodor Herzl, qui prônait un retour des Juifs sur l'antique terre d'Israël, d'autant que l'antisémitisme ne cessait de croître en Europe, comme l'avait encore révélé l'affaire Dreyfus. Une émigration juive européenne vint alors ponctuellement renforcer la population séfarade déjà présente en Palestine.

Le Proche-Orient est découpé en 1918 après la défaite de l'empire (ottoman), allié de l'Allemagne et de l'Autriche, selon les accords secrets franco-anglais dits Sykes-Picot, et le Royaume-Uni reçoit, outre les actuels Iraq et Jordanie, mandat sur la Palestine. En 1917, Lord Balfour, secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, s'était par ailleurs déclaré favorable dans une lettre ouverte (la « Déclaration Balfour ») à la création d'un tel foyer national juif. (...) La population juive sur place passe alors de 80 000 pendant la Première Guerre mondiale à plus de 450 000 à l'orée de la Seconde, principalement des réfugiés fuyant l'antisémitisme des pays d'Europe orientale et centrale, puis de l'Allemagne nazie.

La Grande-Bretagne essaie de canaliser ces arrivées pour ne pas mettre en péril sa politique arabe, notamment pétrolière, d'autant que des émeutes arabes éclatent régulièrement contre les immigrants, mais aussi contre l'occupation britannique. En représailles, des attentats terroristes sont commis par l'extrême droite juive, réunie dans l'Irgoun, contre les Arabes, mais aussi contre les Britanniques : en juillet 1946, un attentat détruit en partie l'hôtel King David à Jérusalem, siège de l'autorité britannique, et tue près d'une centaine de personnes. (...) L'affaire du paquebot Exodus en 1947, qui, avec ses 4500 réfugiés à bord, est arraisonné par la marine britannique en Allemagne, émeut fortement l'opinion internationale et contribue à la création de l'Etat d'Israël.

Celui-ci naît en 1947 d'un projet de partition de la Palestine mandataire entre Juifs et Arabes et est proclamé en 1948. Immédiatement, les Etats arabes voisins déclarent la guerre au nouvel Etat, mais sont vaincus, comme ils le seront encore en 1967 et en 1973. Environ 700 000 Arabes doivent quitter leurs terres, fuyant les combats ou poussés militairement – un évènement appelé Nakba (« Catastrophe ») qui marquera durablement la mémoire et provoque l'ouverture de camps de réfugiés dans les pays limitrophes. Ces réfugiés et leurs descendants sont aujourd'hui au nombre de 5,6 millions, dispersés dans une cinquantaine de camps d'après les décomptes des Nations Unies. A l'inverse, 630 000 colons israéliens se sont installés depuis 1967 dans 150 implantations (sans compter 128 autres non autorisées) sur le territoire de la Cisjordanie. Symétriquement, près d'un million de Juifs des pays arabes sont contraints à l'exode : il n'en resterait aujourd'hui que 5000 en tout.

En 1956, le colonel Nasser, qui avait renversé le roi d'Egypte Farouk en 1952, décide de nationaliser le canal de Suez, dont la concession de quatre-vingt-dix-neuf ans s'achevait de toute façon en 1968. Une coalition militaire réunissant la France, le Royaume-Uni et Israël intervient et s'empare du canal, au prix d'un millier de victimes civiles. Mais Nasser bloque le canal en coulant une quarantaine de navires, entraînant le rationnement de l'essence, notamment en France. Les pressions des Etats-Unis et de l'URSS contraignent les attaquants à se retirer et l'ONU déploie pour la première fois ses casques bleus ; elle remet également peu à peu en état le canal. En rétorsion, l'Egypte expulse la quasi-totalité de sa communauté juive forte de 75 000 personnes, les exilés, n'emportant qu'une seule valise, gagnent Israël, la France ou les Amériques.

Guerres, massacres et réfugiés en Asie du Sud-Est

Parmi les conflits armés interétatiques, (...) liée à la guerre froide, (...) entre 1950 et 1953, la guerre de Corée. Le pays, après la retraite japonaise, avait été partagé en deux, de part et d'autre du 38^e parallèle. La Corée du Nord déclencha les hostilités, soutenue par l'URSS et la Chine, et la Corée du Sud riposta, soutenue, dans le cadre de l'ONU, par des forces occidentales – en fait américaines à 90%. Au final, ce fut un retour au statu quo, après plus de 800 000 soldats et deux millions de civils tués, ainsi que trois millions de déplacés. Depuis, la situation reste figée.

La grande guerre suivante fut celle du Vietnam, par laquelle les Etats-Unis prirent le relais de la France défaite et qui dura de 1955 à 1975, avec une accélération à partir de 1965. Les Etats-Unis, en appui aux forces du Vietnam du Sud, devaient à la fois lutter au sol contre la guérilla interne entretenue depuis le Nord et tâcher de décourager ce dernier par des bombardements massifs. Sept millions de tonnes de bombes furent larguées par les Etats-Unis, soit trois fois plus que pendant toute la Seconde Guerre mondiale, dont beaucoup à fragmentation et à sous-munitions, sans compter le napalm et les défoliants, dont les ravages se font toujours sentir. En 1973, les accords de paix de Paris sont signés et, en 1975, le Nord s'empare de la totalité du pays et Saïgon (rebaptisé Ho Chi Minh-Ville) est évacuée par les Américains dans des conditions catastrophiques.

Au total, les morts militaires sont estimés à plus d'un million environ du côté vietnamien (Nord et Sud) et 60 000 du côté étatsunien, et les morts civils vietnamiens à deux millions, sans compter les ravages sur l'économie et l'environnement – ce dont, plus d'une

génération plus tard, le Vietnam s'est plutôt bien remis. En outre, plusieurs centaines de milliers de réfugiés, sans doute près d'un million, quittèrent le pays, dont une part importante de la communauté chinoise. (...) Beaucoup partirent sur des embarcations de fortune, les *boat people*, rançonnés ensuite par des pirates, refoulés de certains pays, et sombrant parfois en mer – le nombre de morts estimés étant de l'ordre de 200 000.

Environ 130 000 réfugiés furent accueillis en France, beaucoup installés ensuite dans le 13^e arrondissement de Paris. Le succès de cette opération est en fort contraste avec l'indifférence internationale actuelle face aux noyades à répétition, en Méditerranée comme en Manche, de réfugiés venus d'Afrique et du Proche-Orient ces dernières années.

Les massacres, ou plutôt le génocide, commis au Cambodge entre 1975 et 1979 par les Khmers rouges, même s'il fut interne, se déroula également dans le contexte de la guerre froide. Renversé en 1970 par un coup d'Etat soutenu par les Etats-Unis dans le cadre de la guerre du Vietnam, le roi progressiste Norodom Sihanouk s'allia avec la guérilla communiste, soutenue par la Chine maoïste. Malgré des bombardements américains massifs, la guérilla prit le pouvoir en 1975 et institua un régime fanatique, officiellement communiste, mais également nationaliste et raciste, vidant les villes, pourchassant toute trace d'influence occidentale, expulsant ou terrorisant les minorités ethniques, emprisonnant et torturant des millions de Cambodgiens, dont entre un million et demi et deux millions furent assassinés, soit 20% de la population. L'intervention de l'armée vietnamienne y mit fin en 1979, mais les Khmers rouges, réfugiés dans des maquis périphériques, furent un temps soutenus par les puissances occidentales dans le but de gêner le camp communiste.

Enfin, au Laos (...) la guerre civile entre le gouvernement royal soutenu par les Américains et l'opposition communiste se termina en 1975 par la victoire de cette dernière, mais également au prix de dizaines de milliers de morts et d'une pollution encore tenace par les bombes et les mines. Une partie de l'ethnie Hmong (appelée Miao Miao en Chine), dont la guérilla, armée par les Etats-Unis, combattait aux côtés du gouvernement royal, a dû s'exiler à l'étranger, à l'instar des harkis algériens. Certains vivent encore dans des camps en Thaïlande, d'autres, environ 100 000, ont pu gagner les Etats-Unis et d'autres encore la France, soit 20 000 environ, dont 2000 dans quatre villages de Guyane française.

Déstabilisations au Proche-Orient

Parmi les conflits entre Etats qui eurent lieu après 1945, une partie fut liée aux interventions extérieures armées, directes ou indirectes, des Etats-Unis dans le cadre de la guerre froide. Ainsi de la tentative de débarquement dans la baie des Cochons à Cuba en 1961 ; de l'intervention à Saint-Domingue en 1965 contre un soulèvement populaire ; du soutien dans les années 1980 aux *contras* contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua (qui deviendra plus tard à son tour une dictature) ; de l'invasion de l'île indépendante de la Grenade en 1983 (opération *Urgent Fury*). L'invasion de Panama en 1989 (opération *Just Cause*) ne fut en revanche motivée que par la capture du dirigeant Noriega accusé de trafic de drogue, entre autres.

A partir des années 1980, c'est au Proche-Orient que se déroulèrent une grande partie des conflits armés, liés à la question palestinienne, au contrôle du pétrole et à la montée de l'islamisme radical, sinon terroriste, qu'avaient en partie encouragé,

involontairement, les différents conflits. Après les guerres israélo-arabes successives de 1948, 1967 et 1973, la poursuite de l'état permanent de crise fit du Liban un terrain d'affrontement entre la Syrie, Israël et l'Iran. L'intervention israélienne de 1982 fut l'occasion de massacres, par les milices libanaises, dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, tandis que le Liban s'enfonçait de plus en plus, et jusqu'à aujourd'hui, dans des crises politiques et économiques.

De 1980 à 1988 se déroula la meurtrière guerre entre l'Iraq sunnite, l'agresseur initial, et l'Iran chiite, avec la neutralité bienveillante des puissances occidentales, inquiètes du nouveau pouvoir iranien issu de la révolution de 1979. Le conflit, enlisé dans une interminable guerre de tranchées et au cours duquel l'Iraq utilisa des armes chimiques, se termina, donc pour rien, par un statu quo. Il fit cependant près d'un million de morts, civils pour moitié et iraniens aux trois quarts, mais aussi kurdes, des milices kurdes ayant pris part aux combats, notamment du côté iranien. Les bombardements irakiens affectèrent fortement les villes iraniennes.

La guerre à peine terminée, l'Iraq voulut en 1991 redorer son blason en annexant militairement le Koweït, émirat constitutionnel et confetti territorial de 18 000 kilomètres carrés que la Grande-Bretagne avait détaché de l'Iraq au moment de la création de ce pays ; elle en conserva la souveraineté jusqu'en 1961 en raison de sa richesse en pétrole et de sa position littorale stratégique. L'Iraq l'avait toujours revendiqué. Mal lui en prit, car une coalition militaire de 500 000 soldats et 2800 avions conduite par les Etats-Unis (opération Bouclier du Désert, suivie de Tempête du désert, puis de Sabre du Désert) neutralisa sans peine en quelques jours l'armée irakienne et largua sur l'Iraq le même tonnage de bombes que pendant toute la Seconde Guerre mondiale, y compris des bombes dites à uranium appauvri. L'Iraq se retira du Koweït, d'où 300 000 réfugiés palestiniens furent expulsés. La guerre tua environ 100 000 soldats irakiens et quelque 40 000 civils, ainsi que 240 soldats occidentaux. Une grande partie des infrastructures civiles irakiennes furent détruites, affectant durablement l'économie du pays.

Comme on sait, cette première guerre du Golfe fut suivie d'une seconde en 2003, à la suite des attentats islamistes du World Trade Center à New York de septembre 2001. Cet attentat avait donné lieu à une vaste opération punitive en Afghanistan. Ce pays montagneux, objet du « grand jeu » entre Russes et Anglais tout au long du 19^e et du début du 20^e siècle, avait vu le régime monarchique du roi Zaher Shah remplacé par une république en 1973, puis par une démocratie soutenue par l'URSS de 1978 à 1989. Celle-ci lança toute une série de réformes pour moderniser le pays (réforme agraire, droit des femmes, scolarisation des filles, interdiction de la dot et des mariages forcés, etc.), qui provoquèrent de vives oppositions des forces conservatrices du pays, lesquelles entraînèrent de dures répressions.

Des guérillas s'organisèrent, soutenues dans le cadre de la guerre froide par les Etats-Unis, prolongeant le « grand jeu », qui armèrent les rebelles, notamment en missiles anti-hélicoptères, mais aussi par le Pakistan et l'Arabie saoudite. L'armée soviétique intervint pour protéger le régime ami, mais elle échoua et se retira en 1989, peu avant la fin de l'URSS. Les différentes factions rebelles, ou moudjahidine, prirent Kaboul en 1992, puis se battirent entre elles, jusqu'à ce que les talibans s'emparèrent à leur tour du pouvoir, reconnus par les

seuls Pakistan, Arabie saoudite et Emirats arabes unis, sans que la guerre civile cesse pour autant.

En 2001, les Etats-Unis décident donc d'abattre le pouvoir des talibans qui accueillait Oussama Ben Laden, un citoyen saoudien organisateur des attentats de New York et dont ils avaient financé les actions du temps de la lutte contre le régime prosoviétique. Puis ils tentent d'instaurer un régime démocratique. Les chefs de guerre restent néanmoins présents dans le paysage, tout comme les différents mouvements islamistes radicaux, et à l'issue d'une guerre civile de vingt ans, le gouvernement légal et ses armées soutenus par les Etats-Unis se disloquent et les talibans rentrent à nouveau dans Kaboul en août 2021, réinstaurant la charia. (...) Les immigrés afghans sont actuellement plus de 2,6 millions dans le monde (dont 40 000 en France, où l'asile leur est presque automatiquement accordé) et constituent en nombre la troisième communauté nationale placée sous la protection du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU, après les Syriens et les Vénézuéliens.

Le terrorisme fut aussi la raison invoquée en 2003 pour la seconde guerre du Golfe, le dirigeant Saddam Hussein étant soupçonné d'abriter des terroristes et de posséder des « armes de destruction massive ». (...) Dans tous les cas, cette seconde guerre désorganisa totalement le pays et favorisa au contraire l'essor du terrorisme islamiste et la montée en puissance de Daech (ou Etat islamique en Iraq et au Levant), qui bénéficia en particulier de l'appui des cadres désormais licenciés du régime.

Des versions rigoristes et archaïques de l'islam étaient déjà présentes au Moyen-Orient avec le wahhabisme de l'Etat saoudien dès la fin du 18^e siècle. (...) Elles furent confortées par la découverte en 1938 d'énormes réserves de pétrole dans ce pays et par le pacte passé alors entre les Etats-Unis et cet Etat en 1945, défense inconditionnelle contre garantie d'accès au pétrole. Devenu très riche, l'Etat wahhabite a pu financer, avec l'argent de l'Occident, une active politique de prosélytisme religieux, notamment vis-à-vis des imams des mosquées occidentales et autres (...). L'islam, moins compromis dans les colonisations que le christianisme, peut aussi apparaître comme la religion des dominés. Enfin, le conflit israélo-arabe peut être vécu comme une humiliation dans un certain nombre de pays arabes.

En 2010-2011, le vaste mouvement des « printemps arabes » va faire vaciller plusieurs régimes autoritaires, en général laïques, marquant la fin du pouvoir de Ben Ali en Tunisie et de Moubarak en Egypte. En Libye, celui de Khadafi fut abattu en 2011 par une intervention militaire franco-britannique. Elle déstabilisa durablement le pays, qui jusque-là avait plutôt été une fédération de grandes tribus plutôt qu'un Etat, et qui fut ainsi lancé dans une guerre tribale sans fin. Son état chaotique incita plusieurs groupes islamistes radicaux à s'y installer (...).

La répression du mouvement démocratique fut particulièrement impitoyable en Syrie, grâce à l'aide militaire de la Russie, allié traditionnel du pays et qui y possède d'ailleurs sa seule base navale en mers chaudes. Ajoutée à la contestation du pouvoir chiite en Iraq par les minorités sunnites, cette répression conforta l'émergence du groupe terroriste Daech [c'est une erreur, Daech est né en Iraq ; v.] et la venue sur place de nombreux combattants

étrangers, y compris des pays occidentaux, d'origine arabe ou convertis. Le groupe put ainsi proclamer son « califat », dans une vision fantasmée d'un Moyen Âge réinventé, mais qui vont rappeler la force des croyances religieuses dans les mouvements de migrations et de conquêtes. (...) Daech étendit d'abord ses conquêtes, multipliant assassinats, enlèvements, viols, persécutions des minorités religieuses et destructions patrimoniales spectaculaires, avant de refluer, au moins provisoirement, de 2014 à 2019, sous les coups d'une vaste et hétéroclite coalition militaire aux intérêts divergents. Daech a néanmoins en franchise un certain nombre de groupes affiliés dans divers pays, y compris en Afghanistan et en Afrique.

La guerre en Syrie, entre les différentes factions et coalitions, a fait jusqu'à présent de l'ordre d'un demi-million de morts. Sur les 21 millions d'habitants que comptait le pays en 2010, 13 millions, soit 60%, ont dû fuir leur maison, dont 6,6 millions se sont exilés à l'étranger, formant le plus important groupe national de réfugiés, soit le quart du total. Un million de Syriens ont réussi à atteindre l'Europe en 2015 dans des conditions souvent dramatiques, la plupart accueillis en Allemagne, qui souffrait par ailleurs d'un criant besoin de main d'œuvre. Ils ont été rapidement intégrés mais n'en alimentent pas moins la propagande des partis européens xénophobes.

Les guerres internes et la question des frontières coloniales africaines

Les guerres ethniques sont une conséquence de la colonisation. Les Etats nouvellement indépendants décidèrent en effet de ne pas toucher aux frontières coloniales, pour ne pas s'embourber dans d'interminables conflits. Mais ceux-ci ne purent pas toujours être évités. Le cas du Congo belge a déjà été évoqué, tout comme celui de l'Inde et du Pakistan. (...) Régulièrement, des groupes ethniques ou nationaux se sentirent, à tort ou à raison, discriminés politiquement ou économiquement au sein du nouvel Etat-nation dans lequel ils se trouvaient, et d'une manière exacerbée si la situation économique se dégradait. De même que le Katanga aurait voulu être indépendant du Congo, le Biafra chercha à l'être en 1967 par une guerre qui fut perdue en 1970 face à l'armée nigérienne loyaliste, au prix d'un million de morts et d'une terrible famine qui provoqua l'essor des mouvements humanitaires. Les tensions entre Hutus et Tutsis au Rwanda, distinction ethnique récente et largement due à la colonisation belge pour certains historiens, ont provoqué comme l'on sait l'un des pires génocides du 20^è siècle, avec environ 800 000 morts, en 1994.

Au Soudan, les affrontements entre le Nord musulman et le Sud chrétien ou animiste (et producteur de l'essentiel du pétrole), sur fond de traditions esclavagistes du Nord contre le Sud, provoquèrent dès l'indépendance du pays une première guerre de 1955 à 1972 qui déboucha sur une plus grande autonomie du Sud, puis une seconde guerre, de 1983 à 2005, le tout au prix de deux millions de morts et de quatre millions de déplacés, drames aggravés par une famine en 1998 et une guerre civile désormais interne au seul Sud, et qui se poursuit.

Cette infraction presque unique à l'intangibilité des frontières africaines, mais soutenue par l'Occident, peut sans doute tenir aussi aux réserves de pétrole existant dans cette région et à sa population à majorité chrétienne. Les ethnies d'une autre région du Soudan, le Darfour, où se trouvent également des ressources pétrolières importantes, se révoltèrent à leur tour contre le pouvoir central en 2003, au terme de tensions de longue date, les combats très violents et prolongés causant 300 000 morts et 2,7 millions de

déplacés. Le dictateur soudanais Omar el-Béchet fut mis en accusation par la Cour pénale internationale, qui lança un mandat d'arrêt contre lui, premier cas contre un chef d'Etat en exercice, mais qu'un grand nombre de pays refusent d'appliquer. Bien qu'il ait été renversé en 2019, il n'a toujours pas été remis à la justice.

Juste à l'est du Soudan, dans la « corne de l'Afrique » au sens large, l'Ethiopie et la Somalie furent déchirées à partir des années 1970 par d'incessants conflits ethniques et politiques qui engendrèrent des centaines de milliers de morts, des millions de déplacés et de très graves famines – également dans le cadre de la guerre froide et sur fond d'oppositions communautaires entre musulmans et chrétiens, avec une montée récente du terrorisme islamiste. (...) La répression, ethnique et politique, en Ethiopie sous le régime de Mengistu entre 1974 et 1991 provoqua, directement ou au cours de déplacements forcés, la mort d'environ un million de personnes. Parmi toute une série de famines tragiques, celle de 1984-1985 en Ethiopie, qui fit 300 000 morts, suscita un grand mouvement de solidarité internationale, marqué par plusieurs chansons chorales de stars destinées à financer l'aide alimentaire, comme *We are the World* aux Etats-Unis ou *Ethiopie – Chanteurs sans frontières* en France. En 2022, les affrontements se poursuivent toujours au Tigré.

La question des frontières arbitraires se posa tout autant à propos de la question kurde et du démantèlement de l'Empire ottoman en 1918. De même que la diplomatie britannique avait alors promis un grand Etat arabe unifié, qui ne fut jamais créé malgré des tentatives infructueuses d'unions beaucoup plus tard durant les années 1950-1960, de même un Etat kurde homogène, également envisagé, ne vit pas le jour, en partie à cause du pétrole. Les 30 à 40 millions de kurdes environ sont donc dispersés entre la Turquie (15 à 18 millions), où leurs revendications sont les plus actives, y compris armées, et les plus réprimées aujourd'hui ; l'Iraq (5 à 7 millions), où, en revanche, après les massacres à l'arme chimique de Saddam Hussein, leur région jouit d'une vaste autonomie officielle, au point d'être la seule zone calme du pays ; l'Iran (6 à 9 millions), où la répression ne faiblit pas ; et enfin la Syrie (2,5 millions), où le territoire autonome du Rojava, après avoir combattu Daech aux côtés des forces occidentales, a été lâché par ces dernières et se trouve sous la menace directe des troupes turques. La diaspora kurde est importante, de l'ordre d'un million, dont 150 000 en France – où trois militantes kurdes furent assassinées en 2013.

Au Yémen, pays de près de 30 millions d'habitants et unifié depuis 1990 seulement, le mouvement populaire lié au « printemps arabe » de 2011 fut prolongé à la fois par des mouvements sécessionnistes, par des affrontements entre sunnites et chiites et une intervention militaire sous l'égide de l'Arabie saoudite, créant une catastrophe humanitaire toujours en cours.

Plus loin vers l'est, la grande île de Sri Lanka (ex-Ceylan) avait refusé en 1947 de rejoindre l'Union indienne. Sa population, en majorité bouddhiste, est partagée entre 30% environ de Tamouls, et une majorité parlant le cinghalais. Une guerre civile larvée, menée par les Tigres de Libération de l'Îlam tamoule, s'amplifia à partir des années 1970, causant 100 000 morts et 150 000 disparus. L'écrasement définitif de la rébellion en 2009 causa à lui seul au moins 40 000 morts et est considéré comme relevant des crimes de guerre, sinon des crimes contre l'humanité. Une partie des Tamouls réfugiés des zones de guerre, environ 300 000, vit toujours dans des camps gardés militairement, et la situation reste très tendue.

En Chine, les régions autonomes du Tibet (incorporé en 1951) et du Xinjiang sont, comme on le sait, à la fois des sortes de colonies de peuplement de la part des Chinois Han, et aussi des lieux de répression politique des velléités indépendantistes, faits régulièrement dénoncés. Sur une population originelle d'environ 6 millions de Tibétains, la diaspora est évaluée à quelque 150 000 personnes.

La chute de l'URSS et ses conséquences territoriales

La fin de l'URSS en 1991 (...) entraîna un certain nombre de remises en cause des frontières (...). En Russie même, la petite république de Tchétchénie dans le Caucase, qui avait fait l'objet d'une déportation collective de sa population sous Staline, proclama son indépendance en 1991. Autonome au sein de la Fédération de Russie, peuplée d'1,5 million d'habitants majoritairement musulmans, son intérêt stratégique tient surtout aux oléoducs qui la traversent. Une première guerre avec la Russie, de 1994 à 1996, se termina par la défaite de cette dernière et des accords de paix ; ils furent remis en cause deux ans plus tard, Moscou reprenant cette fois totalement la main au terme de six ans de violents combats et d'exactions diverses. Un régime collaborateur fut mis en place sous la direction de la famille Kadyrov. La répression encouragea un certain nombre de combattants islamistes à rejoindre différents groupes terroristes à l'étranger, notamment au Proche-Orient, mais aussi en Occident, où ils commirent plusieurs attentats, comme au marathon de Boston en 2013, ou l'assassinat de l'enseignant français Samuel Paty en 2020.

La Russie intervint aussi dans un certain nombre de sécessions locales, annexant la Crimée aux dépens de l'Ukraine, occupant l'Ossétie du Sud dans le Caucase aux dépens de la Géorgie, soutenant la sécession des populations russophones en Moldavie (dans la région de Transnistrie, à l'est du Dniestr) et en Ukraine (dans le Donbass).

La complexité des anciennes frontières provoqua la revendication d'indépendance de la province du Haut-Karabakh, peuplée de 150 000 Arméniens, mais enclavée dans l'Azerbaïdjan. La république d'Arménie gagna sur ce point une première guerre en 1994, qui impliqua le déplacement de diverses populations, mais perdit la seconde en 2020, la Turquie ayant puissamment aidé l'armée azérie, ravivant ainsi les souvenirs du génocide de 1915. La petite république du Nakhitchevan, avec ses 400 000 habitants azéris, est symétriquement un territoire séparé de l'Azerbaïdjan par l'Arménie. Les populations arméniennes en avaient été expulsées en 1994, en représailles après la guerre du Haut-Karabakh, et les églises et monuments arméniens furent détruits.

Si la séparation entre la république Tchèque et la Slovaquie, mettant fin aux trois quarts de siècle d'existence de la Tchécoslovaquie, s'effectua de manière paisible en 1992, il en alla tout autrement de la Fédération de Yougoslavie, de ses six républiques et de ses deux régions autonomes au sein de la République serbe (le Kosovo surtout albanais, et la Voïvodine, avec ses six langues officielles). Le pays était plutôt développé et, en 1990, certainement le plus apte, parmi tous ceux de l'est, à rejoindre l'Union européenne. La sécession de la Slovénie et la Croatie, régions catholiques naguère intégrant de l'Empire austro-hongrois, fut encouragée par l'Autriche, l'Allemagne et le Saint-Siège.

Si la Slovénie possédait une relative homogénéité ethnique, il n'en allait pas de même des cinq autres républiques, où langues, religions et traditions culturelles étaient fortement imbriquées. En outre, les dirigeants des deux principales républiques, Slobodan Milosevic en Serbie et Franjo Tudjman en Croatie, tous deux anciens apparatchiks communistes, firent jouer à fond les réflexes nationalistes pour conserver leur pouvoir, réveillant les démons de la Seconde Guerre mondiale, durant laquelle le régime collaborateur des Oustachis s'était livré à de nombreuses atrocités.

Le cas de la Bosnie était particulièrement complexe puisque, parlant la même langue, ses habitants se partageaient entre Croates catholiques, Serbes orthodoxes et Bosniaques musulmans, même si les pratiques religieuses avaient, au fil du temps sous un Etat laïque, fortement baissé. Il s'ensuivit une guerre civile généralisée, « à une heure d'avion de Paris » comme avaient coutume de le dire les médias de l'époque, touchant aussi bien la Bosnie qu'une partie de la Croatie et le Kosovo.

Devant la répression serbe sur ce dernier territoire, d'où avaient fui un million d'habitants, les forces de l'OTAN bombardèrent la Serbie pendant trois mois, plaçant le Kosovo sous administration de l'ONU, avant qu'il ne proclame son indépendance en 2008, laquelle n'est néanmoins reconnue que par la moitié de la communauté internationale.

Le siège de Sarejevo par les forces serbes fut l'un des moments dramatiques de ces guerres, et la communauté internationale, malgré le déploiement des casques bleus de l'ONU, fut assez inefficace. L'ensemble des combats sur le territoire yougoslave se solda par environ 200 000 morts et plusieurs millions de déplacés. Tout n'est pas réglé pour autant, le Kosovo comptant 20% de Serbes et la dernière république, désormais indépendante sous le nom de Macédoine du Nord (après trente ans de crise avec la Grèce sur la question de son nom), abritant un tiers d'Albanais.

Migrants politique, migrants économiques ?

Pourquoi le fait de refuser une vie misérable ne serait-il qu'un problème économique, et non pas aussi un problème politique ?

L'indépendance algérienne ne tarit pas le flux d'immigrés algériens, qui sont 700 000 en 1975, et la migration de travail débouche avec la politique de regroupement familial sur une migration de peuplement. Mais avec la crise économique qui accompagne le premier choc pétrolier de 1973 et la montée du chômage, jusque-là négligeable, dans toute l'Europe occidentale, l'immigration commence à devenir un sujet politique. L'extrême droite, jusqu'alors anecdotique (Jean-Marie Le Pen recueillit 0,75% des voix à l'élection présidentielle de 1974) et longtemps déconsidérée pour sa collaboration avec le nazisme sous le régime de Vichy, redevint audible. Les discours sur l'immigration, jusque-là marginaux, font à nouveau partie des thèmes de campagne électorale. C'est le cas en France à l'occasion des élections présidentielles, l'immigration étant associée à l'insécurité, mais aussi dans une grande partie de l'Europe occidentale, confortant les partis d'extrême droite qui, avec des hauts et des bas, parviennent parfois à capter jusqu'au tiers de l'électorat.

« Crise des migrants » ?

Au début des années 2020, le nombre de réfugiés non européens dans l'Union (européenne) ne dépasse (...) pas 3,6 millions, soit 0,6% de sa population – à comparer aux 3,1 millions de réfugiés accueillis par la Turquie, soit 4% de sa population. A cela s'ajoutent les immigrés légaux, souvent à la demande des pays d'accueil, au nombre de 35 millions, soit 7% de la population de l'Union. Sur ces derniers immigrés légaux, 23 millions viennent de pays hors de l'Union, soit moins de 5%. Les pays qui en accueillent le plus sont les pays Baltes : il s'agit pour l'essentiel de ressortissants russes. Les étrangers ne provenant pas de l'Union représentent en France moins de 5% de la population totale. Quant à l'Afrique, 80% des mouvements migratoires se font à l'intérieur du continent.

Comme l'ont maintes fois démontré les spécialistes du sujet, l'immigration étrangère en France est plus faible que pendant les Trente Glorieuses, et plus faible que dans beaucoup de pays voisins et comparables. De même la contribution financière des immigrés est positive, sous forme de cotisations sociales et d'apports à la consommation et au marché de l'emploi. Ils ne prennent pas non plus « le travail des Français », qu'on voit désormais peu dans les métiers les plus durs et les plus exposés.

Le taux de fécondité des femmes immigrées se rapproche rapidement en une ou deux générations de celui des Françaises « de souche ». Il compense d'ailleurs (faiblement) le déficit de naissance, permettant de passer de 1,9 enfant par femme à 2. Des économistes ont même calculé que si l'on abolissait totalement les frontières pour les travailleurs, le PIB mondial doublerait, la pauvreté régresserait dans le Sud et les réseaux de passeurs disparaîtraient, sans compter tous les morts en moins. Ce sont des phénomènes positifs comparables qui se sont effectivement produits quand les frontières des pays de l'Est se sont ouvertes, ou celles de l'Espagne franquiste ou à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. Mais les chiffres sont de peu de poids face aux fantasmes manipulés par les démagogues.

L'immigration de travail, sinon de pauvreté, vaut pour toutes les régions du monde. Ainsi les Etats du Golfe attirent une abondante main d'œuvre, qualifiée quand elle vient de l'Ouest, beaucoup moins quand elle vient du reste de l'Asie, soit pour les travaux publics (Indonésie, Pakistan, Népal), soit comme personnels de maison (Indonésie, Philippines). Cette main d'œuvre importée, et dont les conditions de vie sont souvent difficiles, est passée en cinquante ans de 500 000 à 25 millions. A Abu Dhabi par exemple, seuls un dixième des habitants sont natifs.

Certes, le terrorisme islamiste tue, mais beaucoup d'autres formes religieuses extrémistes tuent au nom de leurs croyances, l'hindouisme nationaliste tue les musulmans en Inde, le bouddhisme extrémiste tue les Tamouls au Sri Lanka et les Rohingyas en Birmanie, le christianisme a beaucoup tué (ne serait-ce, en Europe, qu'à Srebrenica).

Des réfugiés environnementaux ?

De tout temps, des événements environnementaux ont pu contraindre des humains à fuir leur lieu d'habitation, ne serait-ce que les éruptions volcaniques (voir Pompéi ou l'île de Santorin) ou les tsunamis. Les fluctuations climatiques naturelles ont eu le même effet. Sans remonter aux périodes glaciaires, le petit âge glaciaire (PAG) qu'a connu l'Europe entre le 14^e et le 19^e siècle avait contraint par exemple les Vikings à abandonner leurs colonies du Groenland oriental.

Le réchauffement fait également monter le niveau des mers et menace directement le Bangladesh, où une partie de la grande île de Bhola a déjà dû être évacuée par 500 000 de ses habitants. Le même processus menace à terme le reste du Bangladesh, une partie des côtes chinoises, les Pays-Bas, les archipels-Etats océaniques des Kiribati ou des Tuvalu, et des villes comme Ho Chi Minh-Ville, Guangzhou, Abidjan, la Nouvelle-Orléans ou Jakarta – d'où la décision du gouvernement indonésien de déplacer sa capitale ailleurs.

Entre 2008 et 2013, le nombre de personnes déplacées en raison d'une catastrophe aurait oscillé entre 15 et 42 millions (cf carte page 431)

Migrations pacifiques, tourisme, retraites et pèlerinages

Il n'y a pas que la nécessité, la violence, les persécutions ou le chômage qui poussent à changer de résidence. Ce peut être l'attrait d'un travail plus intéressant et mieux payé : ainsi de la « fuite des cerveaux » qui attire vers les Etats-Unis les chercheurs les plus performants. A y regarder de plus près, ce n'est pas une démarche très différente, sinon dans les nuances, de celle du chômeur d'un pays en voie de développement qui part pour un pays plus développé afin de vivre mieux.

Le tourisme fut au départ une invention des jeunes aristocrates fortunés du 18^e siècle, très souvent britanniques, qui effectuaient à travers l'Europe le « Grand Tour » (...) afin de parfaire leur éducation, souvent accompagnés d'un tuteur, et pour plusieurs mois, voire plusieurs années selon leurs moyens. (...) Avant la pandémie de 2020, on comptait dans le monde 1,2 milliards de touristes chaque année (sur une population mondiale approchant les 8 milliards), un chiffre qui a triplé en vingt-cinq ans, mais qui ne concerne donc pas plus de 15% de l'humanité. La première destination internationale pour le tourisme était alors la France, suivie par les Etats-Unis, l'Espagne et la Chine, et les touristes les plus nombreux provenaient évidemment de Chine (...) suivis par les Allemands, les Etats-Uniens et les Anglais, une combinaison du nombre et du niveau de vie.

Il existe aussi des « migrations de retraite », les personnes âgées ayant tendance à la prendre dans les régions les plus ensoleillées (...). Ainsi des retraités français sur la Côte d'Azur ou états-uniens en Floride ou à Hawaï ; mais de plus en plus, du moins pour les plus fortunés, dans d'autres régions au climat jugé favorable, comme les Français au Maroc, les Britanniques dans le Midi de la France, les Scandinaves aux Baléares, ou les Canadiens dans les Antilles.

La fin des migrations ?

Le Grand Confinement de l'année 2020, qui a affecté pendant plusieurs mois plus de la moitié de l'humanité, la plus fortunée, a été l'occasion de prendre conscience de la réalité d'une trajectoire historique commencée avec le néolithique et l'agriculture sédentaire, et se traduisant par une immobilisation progressive d'une part croissante des humains.

Quelques leçons des migrations de ces sept dernières décennies

L'affrontement Est-Ouest de deux superpuissances qui dominaient le monde avec leur réseau d'alliés et d'obligés ne fait que répéter, par exemple, celui qui, au 4^e siècle avant notre ère, opposa Sparte à Athènes et qui se termina par la défaite de cette dernière. (...) Les

décolonisations qui donnèrent lieu à de nouveaux Etats chaotiques, violents ou corrompus ne furent pas très différentes des royaumes « barbares » Francs et Mérovingiens, qui succédèrent au délitement de la puissance impériale romaine.

Nous n'avons cessé de nous mélanger avec les « barbares ». Nos langues, nos musiques, nos cuisines, nos vêtements sont le fruit de ces mélanges. Au 20^è siècle, la musique et le rythme des esclaves africains en Amérique du Nord ont engendré le jazz et ses suites, qui ont submergé la planète.

Conclusion

Qui a peur des migrations ?

Raconter ici l'histoire des migrations aura finalement été raconter l'histoire de l'humanité tout entière, tant les migrations en sont indissociables. Plus précisément, les mouvements migratoires des humains répondent à cinq principales constantes, qui s'entremêlent :

- 1) La constante de la démographie, de la croissance continue de la population depuis l'invention de l'agriculture (le néolithique), croissance qui exige de produire toujours plus pour nourrir plus d'humains sur une planète finie.
- 2) La constante de la volonté de puissance, par laquelle les dominants prétendent accroître sans cesse le territoire des masses humaines qu'ils dominent, provoquant conquêtes (et défaites), exploitations, esclavages, émigrations, exils.
- 3) La constante du métissage, ces mouvements brassant sans cesse les populations et les cultures en de nouvelles entités ethniques et politiques.
- 4) La constante du bouc émissaire, selon laquelle tout le mal vient de l'autre, de l'immigré, du « barbare », dont on a pourtant besoin, aussi bien pour se définir soi-même dans la différence que pour le nécessaire fonctionnement de la société.
- 5) La constante de la solidarité qui fait que, malgré tout, *Homo sapiens* fait société en permanence, quoi qu'il arrive.

La constante des métissages permanents

Les mémoires d'espoir du général de Gaulle s'ouvrent par une affirmation célèbre :
La France vient du fond des âges. Elle vit. Les siècles l'appellent. Mais elle demeure elle-même au long du temps. Ses limites peuvent se modifier sans que changent le relief, le climat, les fleuves, les mers, qui la marquent indéfiniment. Y habitent des peuples qu'étreignent, au cours de l'histoire, les épreuves les plus diverses, mais que la nature des choses, utilisée par la politique, pétrit sans cesse en une seule nation.

D'un point de vue simplement historique, cette phrase n'a aucun sens – même si le grand homme sut décoloniser à temps, ou presque. Nous avons pu voir, par exemple, que chacun des « peuples » de l'époque des grandes invasions – ou plutôt des grandes migrations – de la fin de l'Antiquité, loin d'être une entité homogène, était constitué à chaque fois du rassemblement de circonstance et provisoire de populations très variées.

Le concept de l'Etat-nation ne remonte qu'à la Révolution et au romantisme. La plupart des quelque 200 nations officielles qui se partagent aujourd'hui le monde sont de

création très récente, d'autant qu'elles sont nées, au moins pour l'Afrique, les deux Amériques et l'Australie, des effets subis des diverses décolonisations.

Sans remonter aux *Homo erectus*, l'actuel territoire français, après l'arrivée des *Homo sapiens* chasseurs-cueilleurs il y a 40 000 ans, s'est vu colonisé par des agriculteurs proche-orientaux et ponctuellement par d'autres individus de lointaine origine steppique, puis a éclaté en une soixantaine de micro-Etats celtiques conquis par les Romains, qui y laissèrent leur langue, et par différentes populations « barbares », dont les Francs à qui on doit le nom du pays et de ladite langue. Puis se sont succédé Vikings en Normandie, Anglais dans le Sud-Ouest, Arabes dans le Sud, Juifs sépharades et morisques expulsés d'Espagne, suites des reines, toutes étrangères, mercenaires des armées royales, étrangers pour un tiers, et enfin toute la main d'œuvre ouvrière et tous les réfugiés qui affluèrent au long des 19^e et 20^e siècles et ce, jusqu'à nos jours.

Dans le même temps durent s'exiler de France Juifs et huguenots, tandis que d'autres portaient peupler les colonies. Par voie de conquête militaire s'agglutinèrent au fil des siècles des populations de cultures et de langues fort différentes comme les Basques, les Occitans (dont les Gascons, les Provençaux, les Auvergnats, etc.), les Alsaciens et les Lorrains germanophones, les Flamands, les Corses, autant de personnes dont le français standard n'était pas la langue maternelle jusque dans la première moitié du 20^e siècle, malgré la violence linguistique de l'école républicaine. La carte du royaume de France ne commence à s'approcher des frontières actuelles qu'à partir du 16^e siècle, et encore. L'immigration contemporaine n'est donc qu'un épisode parmi d'autres, certainement pas le dernier, et n'est pas plus « grand-remplaçante » que toutes celles qui l'ont précédée.

La constante du « barbare » et de l'immigré comme bouc émissaires

L'« autre » est souvent un suspect de prime abord, puisqu'on ne le connaît pas et même qu'on ne le comprend littéralement pas, puisqu'il parle une autre langue. En outre, il n'est pas vêtu pareil, il ne mange pas pareil, bref, il est radicalement différent. Les premiers récits de voyage, dès l'Antiquité, intéressent d'autant plus qu'ils décrivent les mœurs bizarres et inattendues, sinon cruelles, des pays lointains.

Dans tout groupe humain, petit ou grand, le bouc émissaire, de par sa différence, aide à resserrer les rangs des autres membres. Le barbare est un repoussoir commode, qui a souvent son utilité. Il peut être réduit en esclavage, il peut servir dans l'armée – parfois les deux à la fois.

Quoi qu'on dise, les discours contre les immigrés actuels, maghrébins ou subsahariens, se retrouvent à l'identique dans ceux qui furent, en leur temps et en différents pays, dont le nôtre, prononcés contre les Italiens, les Polonais, les Chinois, les Arméniens ou les Juifs d'Europe centrale. A chaque fois, ils sont réputés sales, bruyants, mal habillés, à la cuisine malodorante, à la musique inécoutable, à la sexualité forcément menaçante, bref inassimilables – sans compter qu'ils prennent le travail des natifs, acceptant des salaires misérables.

Ainsi, dans ce but, les Européens eurent-ils longtemps les Juifs, jusqu'à les faire presque disparaître du continent, les seuls à pratiquer une religion un peu différente.

Maintenant, ce sont d'autres immigrés qui sont censés être la cause de tous les maux. Alors que la seule véritable question est avant tout sociale et économique : celle de l'intégration.

La constante de la solidarité : et pourtant faire société

Si l'adaptatif et invasif *Homo sapiens* a résisté à toutes les horreurs qu'il a lui-même produites, de même qu'il résistera, tant bien que mal, aux changements environnementaux dont il est également la cause, c'est qu'il est également capable de solidarité, en dépit de tous les marchands de haine. A chaque fois, les sociétés se sont recomposées, des remèdes ont été trouvés. Il est vrai que l'on tend depuis quelques décennies à privilégier à tout prix la compétition sur la solidarité.

Sur la longue durée, nul doute que les *Homo sapiens* sauront se sortir à chaque fois des difficultés qu'une partie d'entre eux, par cupidité et aveuglement, auront provoquées. Mais cela ne dit rien des drames qui auront été subis entre-temps par une grande partie de ceux qui en auront été affectés.